



Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 17/03/2025  
Publié le   
ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

Séance du conseil municipal du mardi 11 mars 2025



# SOMMAIRE



## **AVANT PROPOS**

## **ANALYSE RÉTROSPECTIVE**

	<b>1 - 12</b>
<b>I - Résultats des exercices budgétaires avec les reports des années N-1</b>	<b>2</b>
A - Résultats propres aux exercices budgétaires	2
B - Résultats des exercices avec les reports de l'exercice N-1	2
C - Affectation du résultat de fonctionnement	2
<b>II - Section de fonctionnement</b>	<b>3 - 10</b>
A - Évolution de la section	3
B - Excédent brut de fonctionnement (E B F)	3
C - Résultat de fonctionnement ou résultat comptable	3
D - Évolution des charges et produits réels de fonctionnement	4
E - Commentaires de la section de fonctionnement sur le dernier compte administratif voté	5
F - Évolution des charges et produits en € par habitant	6
G - Structure et ratios de la section de fonctionnement	7 - 9
H - Évolution de la capacité d'autofinancement	9 - 10
<b>III - Section d'investissement</b>	<b>11 - 12</b>
A - Évolution de la section d'investissement	11
B - Financement disponible pour l'investissement	12

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le



ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

Dossier réalisé par les services municipaux : GP/CD/FA

<b>PREMIÈRES ANALYSES DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2024</b>	<b>13 - 20</b>
<b>I - Tableaux synthétiques comptes administratifs 2023 / 2024</b>	<b>14</b>
A - Résultats du compte administratif 2024	14
B - Affectation de résultat	14
<b>II - Vues d'ensemble Compte Administratif 2024 - Compte Administratif 2023</b>	<b>15 - 20</b>
A - Dépenses de fonctionnement	15
B - Recettes de fonctionnement	16
C - Produits réels + 2.37 % par rapport à 2023	17
D - Dépenses réelles - 0.14 % par rapport à 2023	17
E - CAF brute et CAF nette	17
F - Structure de la section de fonctionnement	17
G - Présentation graphique du Compte Administratif 2024	18
H - Principaux ratios de la section de fonctionnement Compte Administratif 2024	19 - 20
I - Évolution de la capacité d'autofinancement	20
<b>PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025</b>	<b>21 - 59</b>
<b>I - Des Orientations budgétaires dans un contexte toujours instable et incertain</b>	<b>22- 28</b>
A - Le contexte économique et financier d'élaboration du budget 2025 au niveau national	22 - 25
A-1 : Quelques indications chiffrées	22 - 24
A-2 : Les principales dispositions de la loi de Finances 2025 concernant les collectivités territoriales	25
A-3 : Des mesures réglementaires et législatives ne relevant pas de la loi de finances	25
B - Le contexte local	26 - 28
<b>II - Les axes de la préparation budgétaire 2025</b>	<b>29</b>
<b>III - Vue d'ensemble de la section de fonctionnement OB 2025 - Exercice budgétaire 2024 (BP/CA)</b>	<b>30 - 33</b>
A - Recettes de fonctionnement	30
B - Dépenses de fonctionnement	31 - 32
C - Produits réels	32

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



D – Dépenses réelles	32
E – CAF brute et CAF nette prévisionnelles	32
F – CAF brute et CAF nette prévisionnelles corrigées en tenant compte des articles de dépenses 6045 et 617 comme des dépenses imprévues.	32
G – Structure de la section de fonctionnement	33
<b>IV – Les grands équilibres de la section de fonctionnement</b>	<b>34</b>
<b>V – Des recettes réelles de fonctionnement en diminution de 2.57 %</b>	<b>35 – 48</b>
<b>A – La fiscalité</b>	<b>35 – 38</b>
A-1 : La fiscalité directe – Une revalorisation des bases + 1.70 % en 2025	36 – 37
A-2 : La fiscalité reversée par Tours Métropole Val de Loire	37 - 38
A-2-1 : La dotation de solidarité communautaire (DSC)	37
A-2-2 : L'attribution de compensation (ACTP)	37 - 38
A-3 : La fiscalité indirecte	38
<b>B – Les dotations de l'État et autres subventions du Chapitre 74</b>	<b>38 – 46</b>
B-1 : Les dotations de l'État	39 - 40
B-1-1 : La dotation forfaitaire	40 - 41
B-1-2 : La dotation de solidarité rurale (DSR)	41 - 42
B-1-3 : La dotation nationale de péréquation (DNP)	42 - 43
B-2 : Les allocations compensatrices	44
B-3 : Les subventions de Tours Métropole Val de Loire	44 - 45
B-4 : Les autres subventions	45 - 46
<b>C – Les produits des services</b>	<b>47</b>
<b>D – Les autres produits de gestion courante du Chapitre 75</b>	<b>48</b>
<b>VI – Une très faible progression des dépenses réelles de fonctionnement de + 0.39 %</b>	<b>49 – 55</b>
<b>A – Les charges de personnel</b>	<b>49 – 52</b>
A-1 : L'impact de Tours Métropole Val de Loire sur les frais de personnel	50
A-2 : Comment a été calculé le budget frais de personnel 2025 ?	51
A-3 : Calcul de la charge nette du personnel	52
<b>B – Les charges à caractère général</b>	<b>52 - 53</b>
<b>C – Les charges financières</b>	<b>53</b>
<b>D – Les autres charges de gestion courante du Chapitre 65</b>	<b>53 - 54</b>
<b>E – Synthèse de la section de fonctionnement</b>	<b>55</b>

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



<b>VII – Section investissement orientations budgétaires 2025</b>	<b>56 – 59</b>
A – Perspective investissement 2025 en grande masse	56
B – Les restes à réaliser 2024	57
B-1 : En dépenses : 82 555.86 €	57
B-2 : En recettes : 436 187 €	57
B-3 : Soit un excédent de 353 631.14 € au niveau des restes à réaliser	57
C – Les recettes d’investissement	57 - 58
C-1 : Les ressources propres	57 – 58
C-2 : Les autres recettes	58
D – Dépenses prévisionnelles d’équipement 2025	58 - 59
<b>ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA DETTE DE LA COMMUNE</b>	<b>60 – 67</b>
I – Ratios dette/habitant & annuité/habitant	61
II – Échéancier mensuel année 2025	61
III – État de la dette au 31/12/2024 capital restant dû	62
IV – Capital restant dû par organismes prêteurs au 31/12/N, emprunts constants	63
V – Perspective évolution annuités de la dette à emprunts constants	64 – 65
VI – Perspective évolution de la dette avec hypothèse nouveaux emprunts	66
A – Perspective évolution capital restant dû	66
B – Perspective évolution annuité de la dette	66
VII – Désendettement de la commune	67
A - Principe et résultat au 31/12/2024	67
B - Poursuivre le désendettement de la commune	67

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



<b><i>ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA FISCALITÉ DE LA COMMUNE</i></b>	<b>68 – 75</b>
I – Estimation du produit fiscal année 2025	69
II – Évolution des bases d'imposition	70
III – Évolution du produit fiscal	71
IV – Comparaison des taux communaux et des taux moyens de strate démographique identique à Luynes	72
V – Répartition du produit des impositions par taxe en € par habitant	72
VI – Diverses hypothèses d'augmentation de taux : impact sur le produit fiscal	73
VII – Les allocations compensatrices	74
VIII – Quelques éléments sur l'environnement fiscal de la commune	75
<b><i>PROSPECTIVE 2025 – 2028 SECTION DE FONCTIONNEMENT</i></b>	<b>76 – 87</b>
I – Éléments de prospective	77 – 78
II – Tableaux explicatifs analyse financière prospective section fonctionnement	79 – 83
A – Dépenses réelles de fonctionnement	79 – 81
A-1 – Analyse prospective, Chapitre 011 « charges à caractère général »	79
A-2 – Analyse prospective, Chapitre 012 « charges de personnel »	79
A-3 – Analyse prospective, charges financières (Chapitre 66 – Fonctionnement, Chapitre 16 Investissement)	80
A-4 – Analyse prospective, Chapitre 65 « autres charges de gestion courante »	81
B – Recettes réelles de fonctionnement	81 – 83
B-1 – Analyse prospective, Chapitre 70 « produits de services »	81
B-2 – Analyse prospective, Chapitre 73 « impôts et taxes »	82
B-3 – Analyse prospective, Chapitre 74 « dotations - subventions »	83
B-4 – Analyse prospective Chapitre 75 « autres produits de gestion »	83

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



### III- Tableaux synthétiques analyse financière prospective section fonctionnement

84 - 87

A - Dépenses réelles de fonctionnement	84
B - Recettes réelles de fonctionnement	85
C - CAF brute et CAF nette prévisionnelles	85
D - Pour mémoire CAF brute et CAF nette prévisionnelles et réalisées années 2020/2024	86
E - CAF brute et CAF nette comptes administratifs anticipés	87



Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

S'LO

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



# AVANT PROPOS



**Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB)** représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus mais aussi de la population sur la situation financière de la collectivité préalablement au vote du Budget Primitif.

## I. DISPOSITIONS LÉGALES DU DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

**Le Débat d'Orientations Budgétaires est une étape obligatoire** dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (Art. L.2312-1, L.3312-1, L.43121, L.5211-36 et L.5622-3 du CGCT).

Deux objectifs du **Débat d'Orientations Budgétaires** :

- Discuter des orientations budgétaires de la collectivité
- Informer sur la situation financière

Selon la jurisprudence administrative, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle. Conséquence, toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité (TA Versailles 28/12/1993, commune de Fontenay-le-Fleury; TA Montpellier 11/10/1995, M. Bard c/ commune de Bédarieux; TA Lyon 07/01/1997, Devolfé; TA Paris 04/07/1997, M Kaltenbach; TA Montpellier 05/11/1997, préfet de l'Hérault c/syndicat pour la gestion du collège de Florensac).

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget (T.A. de Versailles — 16 mars 2001 — M Lafond c/commune de Lisses).

Délai d'intervention du DOB : 10 semaines précédant l'examen du budget.

D'autre part, pour les collectivités qui mettent en œuvre le référentiel budgétaire et comptable M 57, ce qui est le cas pour notre commune, elles doivent respecter le calendrier de vote du budget des métropoles, conformément à l'article L.5217-10-4 du CGCT qui prévoit :

« Le projet de budget de la métropole est préparé et présenté par le président du conseil de la métropole qui est tenu de le communiquer aux membres du conseil de la métropole avec les rapports correspondants, douze jours au moins avant l'ouverture de la première réunion consacrée à l'examen dudit budget.

Le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives sont votés par le conseil de la métropole. »

## II. RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes, en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions.
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget.

L'absence de communication aux membres de l'assemblée délibérante de ce rapport constitue un vice revêtant un caractère substantiel et justifie l'annulation de la délibération d'adoption du budget primitif dans la mesure où elle est intervenue à l'issue d'une procédure irrégulière.

## III. DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Elle est obligatoire et permet de prendre acte de la tenue du DOB et de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative.

Le DOB est relaté dans un compte-rendu de séance (*TA Montpellier, 11/10/1995, « BARD/Commune de Bédarieux »*).

Dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB, il doit être mis à la disposition du public à la mairie, au département, à la région ou au siège de l'EPCI.

Le public doit être avisé de cette mise à disposition par tout moyen : site internet, publication, ... (*décret n°2016-841 du 24/06/2016*).

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après leur adoption.

*Décret no 2016-834 du 23 juin 2016 relatif à la mise en ligne par les collectivités territoriales et par leurs établissements publics de coopération intercommunale de documents d'informations budgétaires et financières.*

Le document qui vous est proposé comprend les six sous-dossiers suivants :



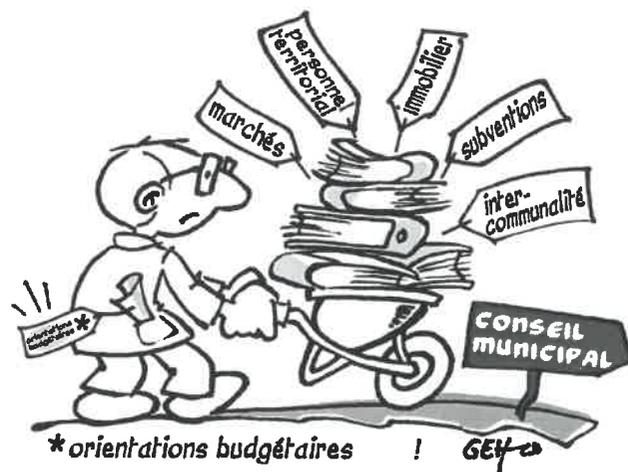
<i>1<sup>er</sup> sous dossier :</i> <b>ANALYSE RÉTROSPECTIVE</b>	<i>(pages 01 à 12)</i>
<i>2<sup>ème</sup> sous dossier :</i> <b>PREMIÈRE ANALYSE DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2024</b>	<i>(pages 13 à 20)</i>
<i>3<sup>ème</sup> sous dossier :</i> <b>PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025</b>	<i>(pages 21 à 59)</i>
<i>4<sup>ème</sup> sous dossier :</i> <b>ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA DETTE DE LA COMMUNE</b>	<i>(pages 60 à 67)</i>
<i>5<sup>ème</sup> sous dossier :</i> <b>ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA FISCALITÉ DE LA COMMUNE</b>	<i>(pages 68 à 75)</i>
<i>6<sup>ème</sup> sous dossier :</i> <b>PROSPECTIVE 2025 – 2028 SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<i>(pages 76 à 87)</i>

Ce document constitue la première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales et le document qui est présenté n'a pas un caractère décisionnel.

Il est aussi l'occasion d'informer les élus sur la situation financière de la collectivité mais joue également un rôle important en direction de la population, en constituant un élément de transparence sur la gestion communale.

Les différents chiffres doivent être analysés comme des hypothèses de travail et pourront bien entendu être modifiés lors du document budgétaire définitif de l'année 2025 qui sera présenté au Conseil Municipal lors de sa séance du 1<sup>er</sup> avril prochain.





# ANALYSE RÉTROSPECTIVE

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 17/03/2025  
Publié le   
ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

# I - RÉSULTATS DES EXERCICES BUDGÉTAIRES AVEC LES REPORTS DES ANNÉES N-1

## A - RÉSULTATS PROPRES AUX EXERCICES BUDGÉTAIRES

RUBRIQUES	2017	VAR	2018	VAR	2019	VAR	2020	VAR	2021	VAR	2022	VAR	2023	VAR
Résultat de fonctionnement (a)	366 593	2,68	314 978	-14,08	332 153	5,45	332 808	5,66	498 269	49,72	298 156	-40,16	318 571	6,85
Solde d'exécution d'investissement (b)	802 129	NS	-290 496	NS	-125 656	NS	-188 186	NS	-39 937	NS	-95 066	NS	582 740	NS
Excédent ou déficit = (a) + (b)	1 168 722	NS	24 482	NS	206 497	NS	144 622	NS	458 332	NS	203 090	NS	901 311	NS

## B - RÉSULTATS DES EXERCICES AVEC LES REPORTS DE L'EXERCICE N-1

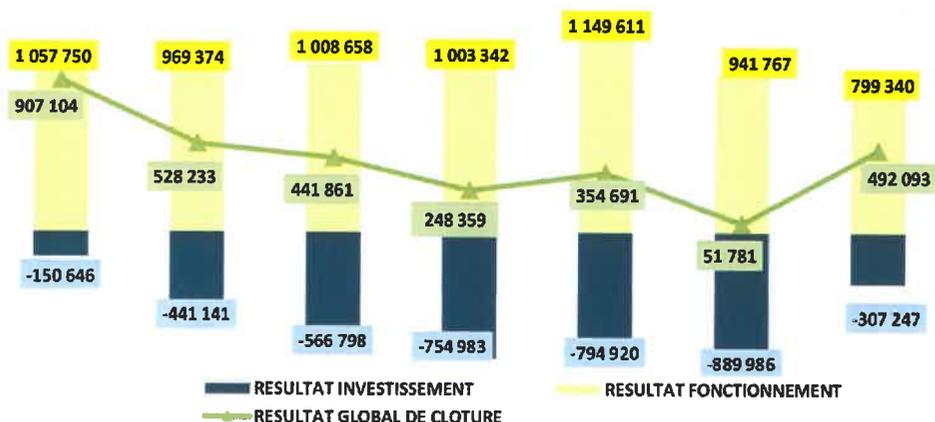
RUBRIQUES	2019			2020			2021			2022			2023		
	Invest.	Fonct.	Total												
DÉPENSES															
Exercice N (A)	1 055 978	4 827 199	5 883 177	1 245 104	4 772 035	6 017 139	1 231 502	4 950 653	6 182 155	1 903 208	5 266 508	7 169 716	1 055 369	5 855 605	6 910 974
Résultat reporté N-1	441 142		441 142	566 797		566 797	754 983		754 983	794 920		794 920	889 987		889 987
sous-total (B)	1 497 119	4 827 199	6 324 318	1 811 901	4 772 035	6 583 936	1 986 485	4 950 653	6 937 138	2 698 128	5 266 508	7 964 636	1 945 356	5 855 605	7 800 961
RECETTES															
Exercice N (A 1)	930 321	5 159 353	6 089 674	1 056 918	5 104 843	6 161 761	1 191 565	5 448 922	6 640 487	1 808 142	5 564 664	7 372 806	1 638 109	6 174 178	7 812 287
Résultat reporté N-1		676 504	676 504		670 534	670 534		651 342	651 342		643 611	643 611		480 767	480 767
sous-total (B 1)	930 321	5 835 857	6 766 178	1 056 918	5 775 377	6 832 295	1 191 565	6 100 264	7 291 829	1 808 142	6 208 275	8 016 417	1 638 109	6 654 945	8 293 054
RÉSULTATS															
Exercice N (A 1 - A)	-125 656	332 153	206 497	-188 186	332 808	144 622	-39 937	498 269	458 332	-95 066	298 156	203 090	582 740	318 573	901 313
Global de clôture (B 1 - B)	-566 798	1 008 658	441 860	-754 983	1 003 342	248 359	-794 920	1 149 611	354 691	-889 986	941 767	51 781	-307 247	799 340	492 093

## C - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT

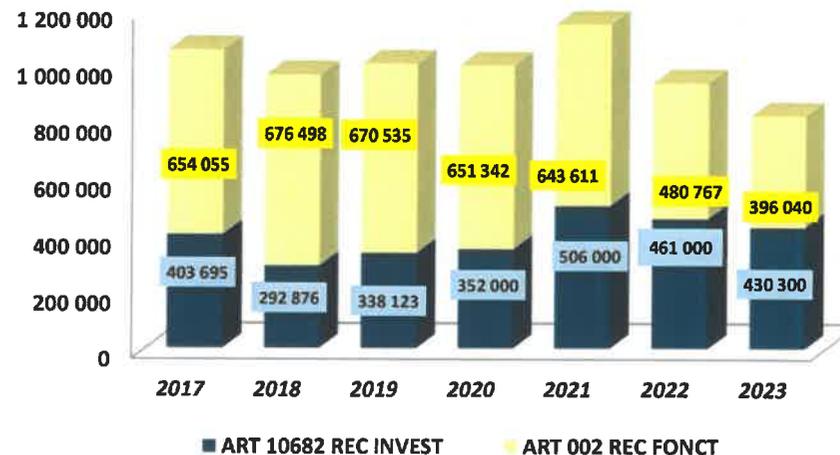
RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Résultat global de clôture de fonctionnement (année N)	1 004 665	1 107 386	1 171 752	1 057 750	969 374	1 008 658	1 003 342	1 149 611	941 767	799 340
Affectation de résultat (Année N+1) : Article 10682 Recettes Investissement	160 488	292 664	480 595	403 695	292 876	338 123	352 000	506 000	461 000	403 300
Résultat reporté (Année N+1) Article 002 Recettes Fonctionnement	844 177	814 722	691 157	654 055	676 498	670 535	651 342	643 611	480 767	396 040



### RÉSULTATS BUDGÉTAIRES 2017 À 2023



### AFFECTATION RÉSULTAT FONCTIONNEMENT



## II - SECTION DE FONCTIONNEMENT

### A - ÉVOLUTION DE LA SECTION

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

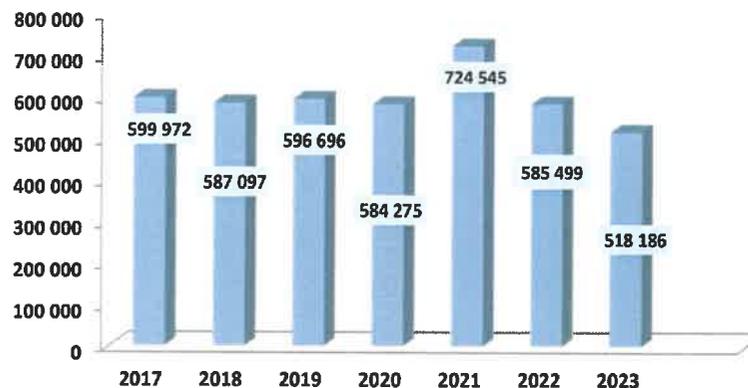
Publié le



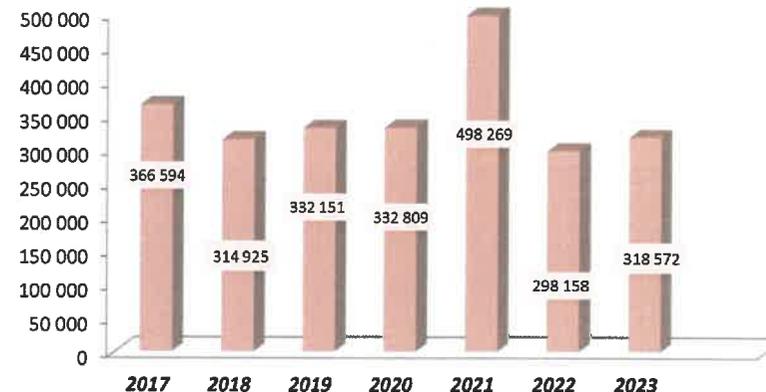
ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

RUBRIQUES	2015	VAR	2016	VAR	2017	VAR	2018	VAR	2019	VAR	2020	VAR	2021	VAR	2022	VAR	2023	VAR
Ressources fiscales	2 932 075	1,43	2 999 390	2,30	2 586 097	-13,78	2 653 152	2,59	2 755 407	3,85	2 728 024	-0,99	2 894 754	6,11	3 052 897	5,46	3 206 022	5,02
Dotation Globale Fonct. et autres dotations	1 450 839	-2,86	1 226 963	-15,43	1 180 923	-3,75	1 231 865	4,31	1 184 035	-3,88	1 165 210	-1,59	1 272 817	9,23	1 109 805	-12,81	1 435 955	29,39
Autres produits courants	924 046	-4,72	979 279	5,98	1 253 394	27,99	1 008 794	-19,52	1 091 560	8,20	1 002 499	-8,16	1 042 149	3,96	1 149 884	10,34	932 948	-18,87
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT COURANT (I)</b>	<b>5 306 960</b>	<b>-0,86</b>	<b>5 205 632</b>	<b>-1,91</b>	<b>5 020 414</b>	<b>-3,56</b>	<b>4 893 811</b>	<b>-2,52</b>	<b>5 031 002</b>	<b>2,80</b>	<b>4 895 733</b>	<b>-2,69</b>	<b>5 209 720</b>	<b>6,41</b>	<b>5 312 586</b>	<b>1,97</b>	<b>5 574 924</b>	<b>4,94</b>
Frais de personnel	2 878 999	3,28	2 787 089	-3,19	2 629 893	-5,64	2 686 208	2,14	2 774 341	3,28	2 896 980	4,42	2 974 119	2,66	3 100 201	4,24	3 320 046	7,09
Subventions et participations	243 854	3,58	253 017	3,76	234 230	-7,43	241 506	3,11	237 672	-1,59	216 796	-8,78	211 790	-2,31	266 094	25,64	278 527	4,67
Autres charges courantes	1 671 911	-5,31	1 526 640	-8,69	1 556 319	1,94	1 379 000	-11,39	1 422 293	3,14	1 197 682	-15,79	1 299 266	8,48	1 360 792	4,74	1 458 165	7,16
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT (II)</b>	<b>4 794 764</b>	<b>0,12</b>	<b>4 566 746</b>	<b>-4,76</b>	<b>4 420 442</b>	<b>-3,20</b>	<b>4 306 714</b>	<b>-2,57</b>	<b>4 434 306</b>	<b>2,96</b>	<b>4 311 458</b>	<b>-2,77</b>	<b>4 485 175</b>	<b>4,03</b>	<b>4 727 087</b>	<b>5,39</b>	<b>5 056 738</b>	<b>6,97</b>
<b>EXCÉDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT (I-II)</b>	<b>512 196</b>	<b>-9,40</b>	<b>638 886</b>	<b>24,73</b>	<b>599 972</b>	<b>-6,09</b>	<b>587 097</b>	<b>-2,15</b>	<b>596 696</b>	<b>1,63</b>	<b>584 275</b>	<b>-2,08</b>	<b>724 545</b>	<b>24,01</b>	<b>585 499</b>	<b>-19,19</b>	<b>518 186</b>	<b>-11,50</b>
Charges financières (hors dotations)	129 120	19,47	131 533	1,87	123 941	-5,77	117 399	-5,28	108 268	-7,78	102 243	-5,56	94 934	-7,15	89 804	-5,40	91 260	1,62
Autres charges	143 222	9,79	153 653	7,28	173 375	12,84	181 700	4,80	211 997	16,67	250 098	17,97	236 577	-5,41	308 080	30,22	599 029	94,44
Autres produits	23 355	NS	3 333	-85,73	63 938	NS	26 927	-57,89	55 720	106,93	100 875	81,04	105 235	4,32	110 543	5,04	490 675	343,88
<b>RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>263 209</b>	<b>-20,39</b>	<b>357 033</b>	<b>35,65</b>	<b>366 594</b>	<b>2,68</b>	<b>314 925</b>	<b>-14,09</b>	<b>332 151</b>	<b>5,47</b>	<b>332 809</b>	<b>0,20</b>	<b>498 269</b>	<b>49,72</b>	<b>298 158</b>	<b>-40,16</b>	<b>318 572</b>	<b>6,85</b>

### B - EXCÉDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT (E B F)



### C - RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT OU RÉSULTAT COMPTABLE



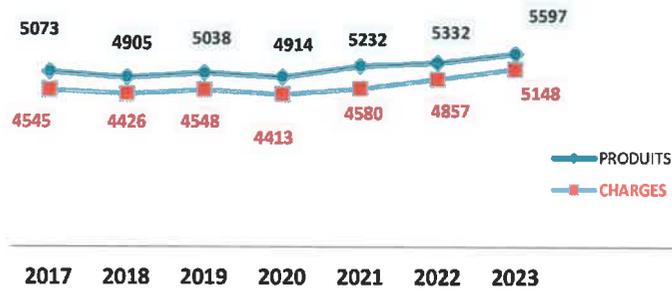
Il correspond à l'excédent des produits courants sur les charges courantes.  
C'est la ressource fondamentale de la commune, indépendante des produits et charges financières exceptionnelles.

Il correspond à la différence entre le total des titres et le total des mandats émis en classe 6 et 7 de la section de fonctionnement.

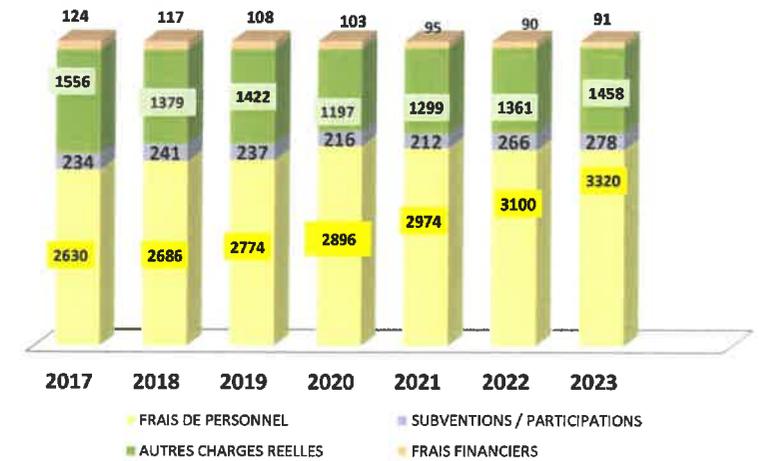
## D - ÉVOLUTION DES CHARGES ET PRODUITS RÉELS DE FONCTIONNEMENT

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	variation	DÉFINITIONS
PRODUITS RÉELS DE FONCTIONNEMENT (I)	5 072 762	4 905 776	5 038 180	4 914 291	5 231 654	5 332 086	5 596 744	4,96%	CHARGES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT En M 57 correspondent à des dépenses qui donnent ou donneront lieu à décaissements.
CHARGES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT (II)	4 544 699	4 426 582	4 547 052	4 413 711	4 580 279	4 856 731	5 148 307	6,00%	
Charges de personnel	2 629 893	2 686 208	2 774 341	2 896 980	2 974 119	3 100 201	3 320 046	7,09%	
Subventions et participations	234 230	241 506	237 672	216 797	211 790	266 094	278 527	4,67%	
Autres charges réelles	1 556 319	1 379 000	1 422 293	1 197 682	1 299 266	1 360 792	1 458 165	7,16%	PRODUITS RÉELS DE FONCTIONNEMENT En M 57 correspondent à des recettes (hors cessions d'actifs) qui donnent ou donneront lieu à encaissements.
Charges financières	123 941	117 399	108 268	102 243	94 934	89 804	91 260	1,62%	
CAF BRUTE (I- II) = III	528 063	479 194	491 128	500 580	651 375	475 355	448 437	-5,66%	
Remboursement capital emprunts (IV)	373 641	399 176	402 839	423 289	447 277	482 813	518 592	7,41%	
CAF NETTE (III - IV)	154 422	80 018	88 289	77 291	204 098	-7 458	-70 155	NS	

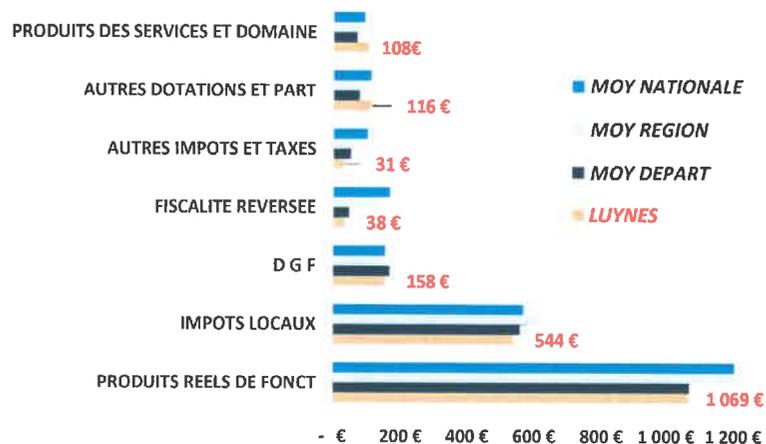
### ÉVOLUTION DES CHARGES ET PRODUITS RÉELS DE FONCTIONNEMENT



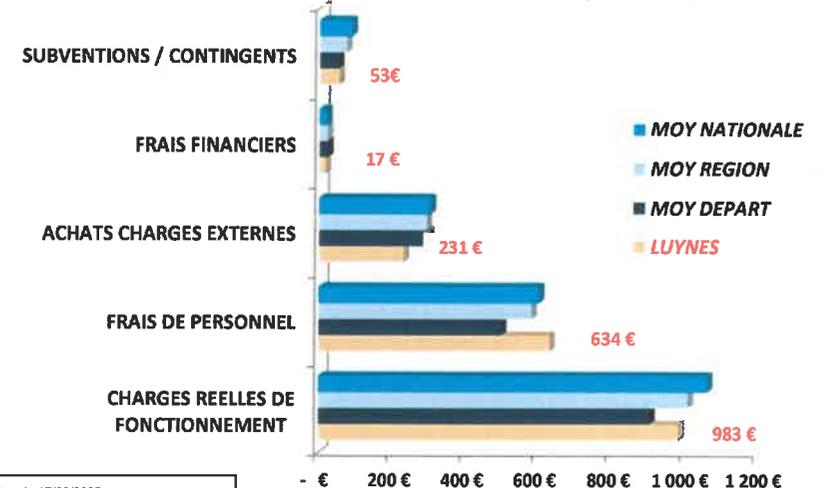
### STRUCTURES DES CHARGES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT



### RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT 2023 EN € / HABITANT



### DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT 2023 EN € / HABITANT



Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
 Reçu en préfecture le 17/03/2025  
 Publié le  
 ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

## E - COMMENTAIRES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT SUR LE DERNIER COMPTE ADMINISTRATIF VOTÉ

En 2023, la commune de Luynes a dépensé **5 148 307 €** au titre des charges réelles de fonctionnement, soit + 6,00 % par rapport à 2022 (+ 291 576 €), résultat de l'inflation mais aussi de la hausse importante du coût de l'énergie.

Avec 983 € / habitant, ces charges sont inférieures aux références régionales (1 010€ / habitant), nationales (1 082€ / habitant) et supérieures aux références départementales (905€ / habitant).

→ **Les charges de personnel** s'élèvent à **3 320 046 €** en 2023, soit 64,49 % des dépenses réelles de fonctionnement (moyenne régionale 57,78 %, moyenne départementale 55,39 %). Avec 634 € / habitant, ces charges sont supérieures à la moyenne régionale de 584 € / habitant, à la moyenne départementale 501 € / habitant (moyenne nationale 604 € / habitant).

→ **Les autres charges réelles** : **1 458 165 €** constituent le deuxième poste de dépenses (28,32 % des dépenses réelles de fonctionnement). Dans cette rubrique figure le poste "Achats et autres charges externes" pour 1 211 514 € constitué de l'ensemble des dépenses liées au bon fonctionnement des services. Luynes a dépensé en 2023 : 231 € / habitant (soit 16 € de plus qu'en 2022) contre 295 € / habitant pour les communes de la moyenne régionale (+ 16 € / 2022) et 297 € / habitant pour les communes de la moyenne départementale (+ 50 € / 2022).

→ **Les subventions et participations** : **278 527 €** représentent 5,41 % des charges réelles de fonctionnement. Avec 53 € / habitant, elles sont inférieures à la moyenne régionale (76 € / habitant) et départementale (54 € / habitant).

→ **Les charges financières** : **91 260 €** constituent seulement 1,77 % des charges réelles de fonctionnement. La part consacrée au paiement des intérêts de la dette reste inférieure avec 17 € / habitant à la moyenne des communes de la Région (22 € / habitant), du Département (23 € / habitant) et à la moyenne nationale (20 € / habitant).



**Les produits** représentent l'ensemble des recettes encaissées par la collectivité. Il s'agit notamment des produits de la fiscalité, des dotations et produits de gestion courante (produit des services et redevances).

En 2023, la commune a encaissé **5 596 744 €** soit 1 069 € / habitant contre une moyenne régionale de 1 223 € / habitant et 1 069 € / habitant pour la moyenne départementale.

→ **Les recettes fiscales** avec **3 206 022 €** en 2023 représentent 57,28 % des produits réels de fonctionnement. Au titre de la fiscalité, la commune perçoit 613 € / habitant contre 822 € / habitant en moyenne pour les communes de même strate de la région et 692 € / habitant en moyenne pour les communes de même strate du département.

→ **La DGF et les autres dotations** **1 435 955 €** constituent 25,65 % des recettes réelles de fonctionnement (en 2022, elles représentaient 20,81 %). Cette hausse s'explique par les ré imputations budgétaires au compte 74 des aides de la CAF, jusqu'alors imputées en produits des domaines pour certaines. Avec 274 € / habitant (212 € en 2022), le montant des dotations perçu par Luynes est supérieur à la moyenne régionale (267 € / habitant) et à la moyenne départementale (252 € / habitant).

→ **Les autres produits réels** **932 948 €** sont composés en grande partie de produits de gestion courante qui correspondent aux ressources que la collectivité tire de son fonctionnement. Ils constituent 16,67 % des recettes de fonctionnement et par rapport à 2022 sont en diminution - 18,86 % (soit - 216 936 €) résultat du changement d'imputation au niveau des prestations CAF qui passent du chapitre 70 au chapitre 74.



Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 17/03/2025  
Publié le  
ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

S<sup>2</sup>LO

# F - ÉVOLUTION DES CHARGES ET PRODUITS EN € PAR HABITANT



(source DGFIIP)

FONCTIONNEMENT	2020				2021				2022				2023			
	LUYNES	DEPART.	REGION	NATIONAL	LUYNES	DEPART.	REGION	NATIONAL	LUYNES	DEPART.	REGION	NATIONAL	LUYNES	DEPART.	REGION	NATIONAL
DÉPENSES RÉELLES	842 €	783 €	883 €	924 €	874 €	825 €	909 €	954 €	926 €	842 €	981 €	1 010 €	983 €	905 €	1 010 €	1 082 €
DONT																
FRAIS DE PERSONNEL	553 €	462 €	525 €	535 €	567 €	488 €	538 €	553 €	591 €	489 €	570 €	581 €	634 €	501 €	584 €	604 €
ACHATS ET CHARGES EXTERNES	190 €	210 €	234 €	236 €	207 €	233 €	250 €	252 €	215 €	247 €	279 €	281 €	231 €	297 €	295 €	305 €
CHARGES FINANCIÈRES	20 €	27 €	21 €	22 €	18 €	24 €	22 €	21 €	17 €	22 €	23 €	18 €	17 €	23 €	22 €	20 €
CONTINGENTS	27 €	25 €	20 €	28 €	27 €	25 €	21 €	27 €	25 €	27 €	25 €	28 €	27 €	26 €	24 €	28 €
SUBVENTIONS VERSÉES	14 €	27 €	48 €	65 €	14 €	26 €	44 €	64 €	25 €	28 €	53 €	66 €	26 €	28 €	52 €	68 €
RECETTES RÉELLES	937 €	970 €	1 058 €	1 125 €	998 €	1 007 €	1 101 €	1 163 €	1 017 €	1 025 €	1 161 €	1 213 €	1 069 €	1 069 €	1 223 €	1 272 €
DONT																
IMPÔTS LOCAUX	462 €	496 €	533 €	509 €	476 €	517 €	531 €	501 €	499 €	537 €	568 €	528 €	544 €	587 €	616 €	574 €
FISCALITÉ REVERSÉE PAR TMVL (GFP)	25 €	74 €	151 €	170 €	29 €	73 €	145 €	172 €	38 €	62 €	149 €	170 €	38 €	50 €	142 €	173 €
AUTRES IMPÔTS ET TAXES	33 €	52 €	50 €	93 €	48 €	64 €	64 €	109 €	45 €	65 €	62 €	114 €	31 €	55 €	64 €	105 €
D G F	158 €	173 €	142 €	152 €	185 €	179 €	145 €	153 €	170 €	170 €	147 €	154 €	158 €	172 €	151 €	158 €
AUTRES DOTATIONS ET PART.	64 €	75 €	75 €	87 €	58 €	65 €	93 €	101 €	42 €	64 €	104 €	111 €	116 €	80 €	116 €	116 €
PROD.DES SERVICES ET DU DOMAINE	131 €	59 €	75 €	68 €	134 €	70 €	87 €	81 €	148 €	76 €	88 €	90 €	108 €	73 €	96 €	95 €
CAPACITÉ AUTOFINANCEMENT BRUTE	95 €	187 €	175 €	201 €	124 €	182 €	193 €	210 €	91 €	164 €	180 €	203 €	86 €	163 €	213 €	210 €
CAPACITÉ AUTOFINANCEMENT NETTE	15 €	67 €	88 €	117 €	39 €	76 €	110 €	128 €	-1 €	73 €	93 €	123 €	-13 €	49 €	125 €	129 €

Impact création TMVL avec le transfert des compétences et la répercussion au niveau de l'attribution de compensation AC qui est devenue négative.

APRÈS RADIOSCOPIE  
 ET ANALYSE DE LA  
 SITUATION ACTUELLE,  
 NOTRE DIAGNOSTIC :

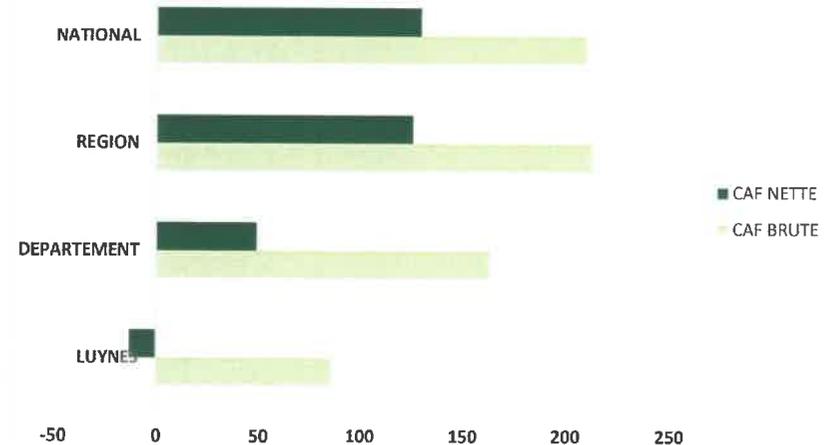


C'EST PAS  
 DE LA TARTE!

HEUREUX  
 DE CONSTATER  
 QUE VOUS  
 PRENEZ LA  
 CHOSE AVEC  
 HUMOUR!



CAF BRUTE / CAF NETTE 2023 €/habitant



## G- STRUCTURE ET RATIOS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
 Reçu en préfecture le 17/03/2025  
 Publié le  
 ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



STRUCTURE	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>% aux produits de fonctionnement réels</b>	<b>5 206 596</b>	<b>5 072 866</b>	<b>4 905 776</b>	<b>5 038 180</b>	<b>4 914 291</b>	<b>5 231 654</b>	<b>5 332 085</b>	<b>5 596 745</b>
Ressources fiscales (1)	58	51	54	55	55	56	57	57
DGF et autres dotations	23	23	25	24	24	24	21	26
Autres produits réels	19	25	21	22	21	20	22	17
<b>% aux charges de fonctionnement réelles</b>	<b>4 698 280</b>	<b>4 544 696</b>	<b>4 426 582</b>	<b>4 547 052</b>	<b>4 413 711</b>	<b>4 580 279</b>	<b>4 856 731</b>	<b>5 148 307</b>
Charges de personnel (2)	59	58	61	61	65	65	64	64,50
Subventions et participations	5	5	5	5	5	5	6	5,50
Charges financières	3	3	3	2	2	2	2	2
Autres charges réelles	33	34	31	31	27	28	28	28
<b>AUTRES RATIOS</b>								
Coefficient d'autofinancement courant :								
Charges de fonct. + dette/produits réels fonct.	0,99	0,99	0,98	0,98	0,98	0,96	1	1,1
Rigidité des charges structurelles :								
Frais pers.+fin.+subv.+contingent/produits réels fonct.	0,61	0,59	0,62	0,61	0,65	0,63	0,65	0,66
Capacité de désendettement :								
Encours de dettes/CAF	10,00	10,00	10,45	9,34	8,95	6,74	9,5	9,01
Taux d'endettement :								
Encours de dettes/produits réels fonct.	0,98	1,67	1,02	0,91	0,91	0,84	0,85	0,72
Taux d'épargne brute :								
CAF/produits réels de fonct.	9,76%	10,41%	9,77%	9,78%	10,19%	12,44%	8,91%	8,00%

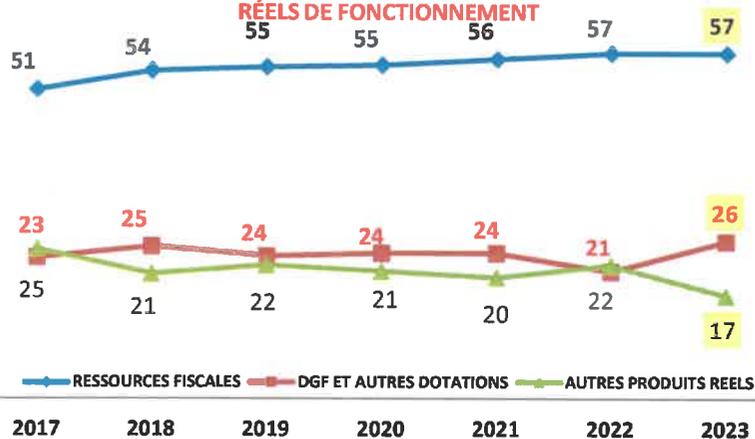


**FOCUS 2018** : Il convient de noter que l'augmentation de ces frais résulte de la diminution de 39 % du CHAPITRE 013 "ATTÉNUATION DE CHARGES" qui vient en déduction du CHAPITRE 012 "FRAIS DE PERSONNEL" dans le calcul de ce taux, et qui permet ainsi de déterminer le montant réel des charges de personnel.

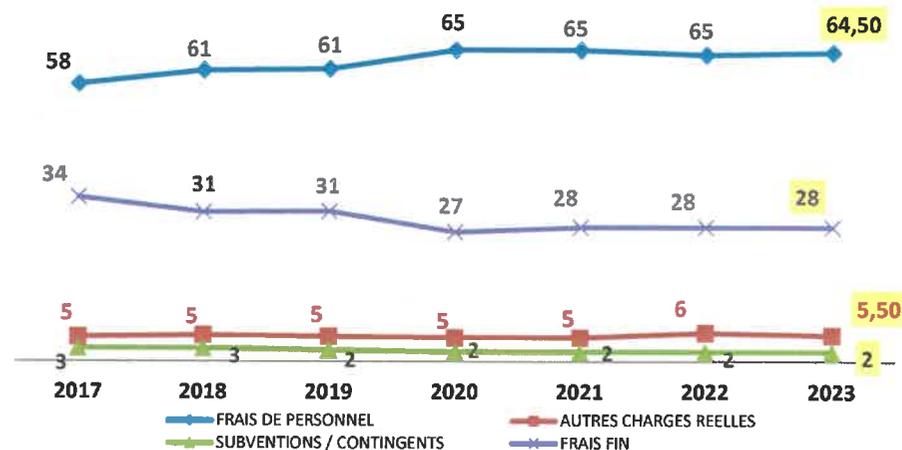
Le CHAP 013 regroupe tous les remboursements de salaires perçus de l'assurance statutaire, la sécurité sociale, ... . En 2017, il représentait une somme de 118 539 € contre 71 222 € en 2018. A noter que l'augmentation du CHAP 012 est seulement de 0,33 % soit + 8 998 €.

Il convient également de préciser, que ce taux se calcule sur la base des dépenses réelles qui ont diminué de 2,60 % soit en valeur absolue 118 116 € d'où un impact non négligeable.

ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES PRODUITS RÉELS DE FONCTIONNEMENT



ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES CHARGES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT



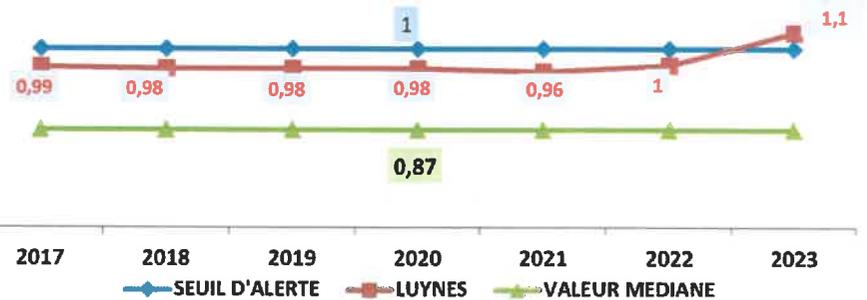
### COEFFICIENT D'AUTOFINANCEMENT COURANT

Ce ratio traduit la capacité de la commune à couvrir par ses produits de fonctionnement réels, à la fois ses charges de fonctionnement réelles et le remboursement de sa dette (hors opérations de refinancement).

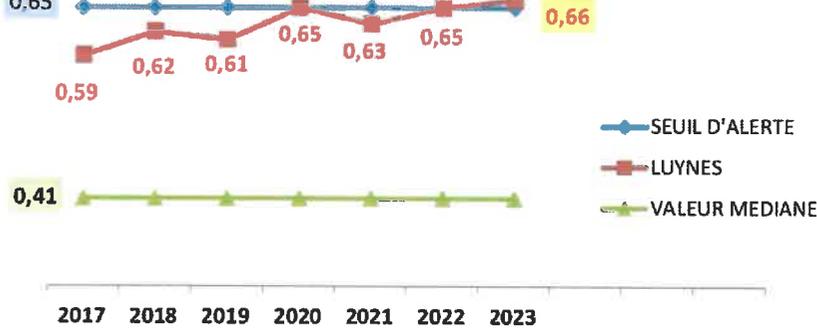
Lorsque ce ratio est > à 1 cela signifie que la commune ne peut plus dégager des ressources sur ses produits de fonctionnement afin de financer ses investissements.

Le coefficient de 1,1 signifie que l'ensemble des dépenses de fonctionnement + le remboursement de la dette ont consommé + de 100 % des produits de fonctionnement, laissant aucune marge pour financer les équipements.

### COEFFICIENT D'AUTOFINANCEMENT COURANT



### RIGIDITÉ DES CHARGES STRUCTURELLES



### RIGIDITÉ DES CHARGES STRUCTURELLES

Ce ratio mesure le poids des charges de fonctionnement les plus rigides et difficilement compressibles, par rapport aux produits de fonctionnement réels et donc la marge de manœuvre dont dispose la commune pour réduire ses charges. Le seuil d'alerte est à 0,65. D'autre part la médiane 0,41 est la valeur qui sépare l'ensemble des communes (toutes strates confondues au niveau national) en deux ensembles égaux.

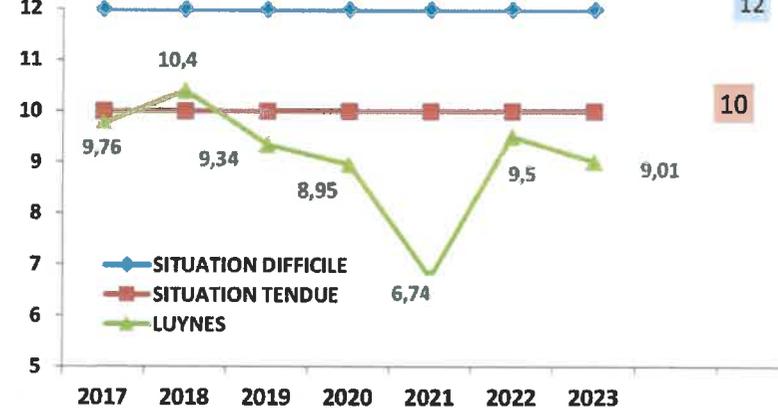
### CAPACITÉ DE DÉSENNDETTEMENT

Le meilleur indicateur de la situation financière d'une commune est sa capacité de désendettement. Elle se mesure par le ratio encours de dettes / CAF brute.

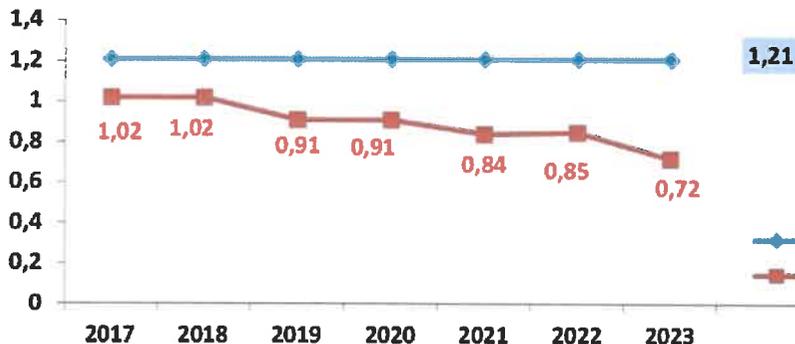
Le résultat donne le nombre d'années nécessaire pour rembourser la dette avec l'autofinancement.

En dessous de 8 ans, la situation financière est considérée comme convenable. La loi de programmation des finances publiques 2018 - 2022 a porté ces seuils à 10 et 12 ans

### CAPACITÉ DE DÉSENNDETTEMENT



### TAUX D'ENDETTEMENT



### TAUX D'ENDETTEMENT

En règle générale, la dette en capital d'une commune correspond à l'équivalent d'une année de recettes réelles de fonctionnement.

Une commune doit donc avoir un ratio <1.

Le seuil d'alerte est à 1,21. Ce taux se mesure par le ratio encours de dettes / produits de fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

S<sup>2</sup>LO

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

### TAUX D'ÉPARGNE BRUTE ( T E B )

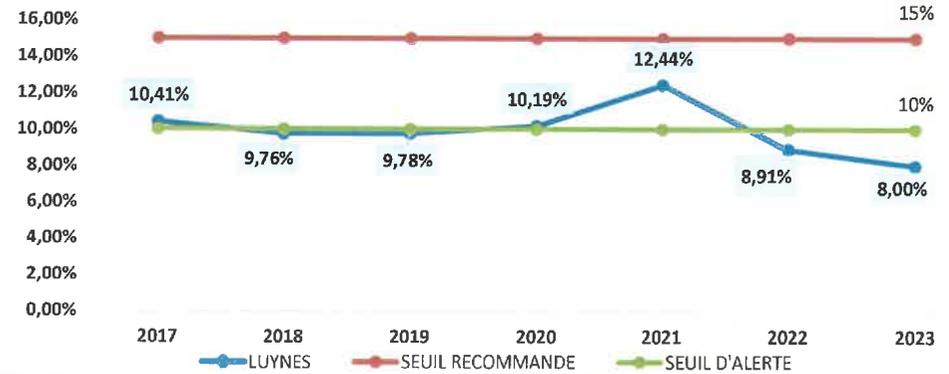
L'un des principes fondamentaux de l'équilibre budgétaire porte sur l'obligation de couvrir les dépenses récurrentes par des recettes définitives.

Le calcul du TEB permet de déterminer la fraction des ressources courantes disponibles pour rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements.

Ce taux se mesure par le ratio caf brute / produits réels de fonctionnement.

Le seuil critique se situe autour de 10 %. En dessous, la collectivité s'expose à un risque de déséquilibre budgétaire à court terme.

### EVOLUTION DU TAUX D'EPARGNE



### H - ÉVOLUTION DE LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

Capacité autofinancement	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	variation
Excédent brut de fonctionnement	599 972	587 097	596 696	584 275	724 545	585 499	518 186	-11,50%
Résultat de fonctionnement	366 594	314 925	332 151	332 809	498 269	298 158	318 572	6,85%
Produits fonctionnement réels (A)	5 072 762	4 905 776	5 038 180	4 914 291	5 231 654	5 332 086	5 596 745	4,96%
Charges de fonctionnement réelles (B)	4 544 699	4 426 582	4 547 052	4 413 711	4 580 279	4 856 731	5 148 307	6,00%
Capacité autofinancement brute (A-B)=C	528 063	479 193	491 128	500 580	651 375	475 355	448 438	-5,66%
Produits de cessions immobilisations	104	0	3000	14816	200	0	343 000	NS
Remboursement capital emprunts (D)	373 641	399 176	402 839	423 289	447 277	482 813	518 592	15,94%
CAF nette (C-D)	154 422	80 017	88 289	77 291	204 098	-7 458	-70 154	NS
Remboursement capital emprunts (D)	473 641							
CAF nette (C-D)	54 422							

ATTENTION CES LIGNES INTÈGRENT POUR LES ANNÉES 2016/2017 100 000 € DE REMBOURSEMENT DE CAPITAL PAR ANTICIPATION.

### DÉFINITIONS :

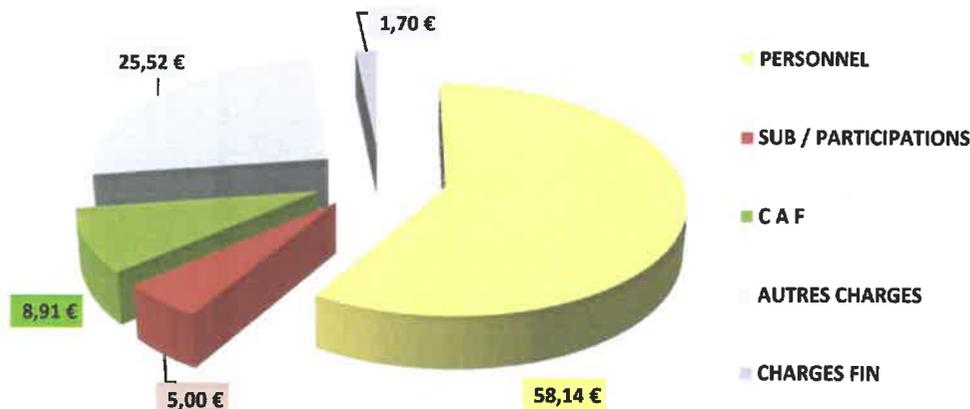
\* **CAF BRUTE** : correspond à la différence entre les recettes hors produits de cession d'immobilisation, et les dépenses de fonctionnement réelles d'une commune. Elle doit lui permettre de financer tout ou partie des opérations d'investissement (remboursement de la dette en capital, dépenses d'équipement, ...),

\* **CAF NETTE** : correspond à l'épargne nette que dégage une commune après avoir remboursé sa dette en capital.

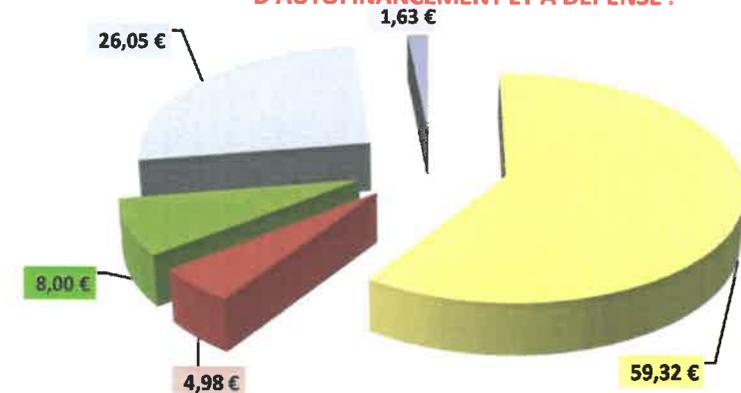


cession terrains LA BARBNIERE

EN 2022 AVEC 100 € LA COMMUNE A CONSTITUÉ 8,91 € D'AUTOFINANCEMENT ET A DÉPENSÉ :



EN 2023 AVEC 100 € LA COMMUNE A CONSTITUÉ 8 € D'AUTOFINANCEMENT ET A DÉPENSÉ :



Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

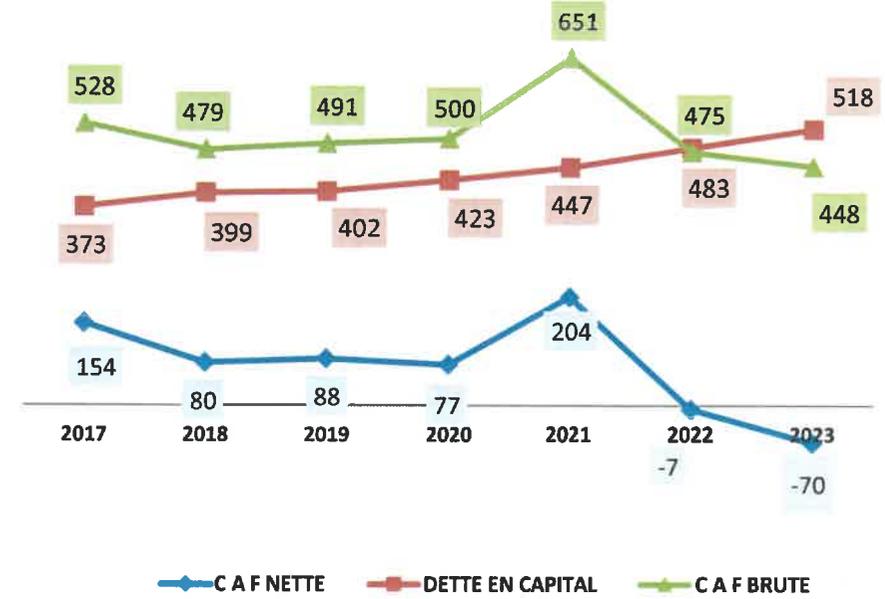
Publié le

S<sup>2</sup>LOW

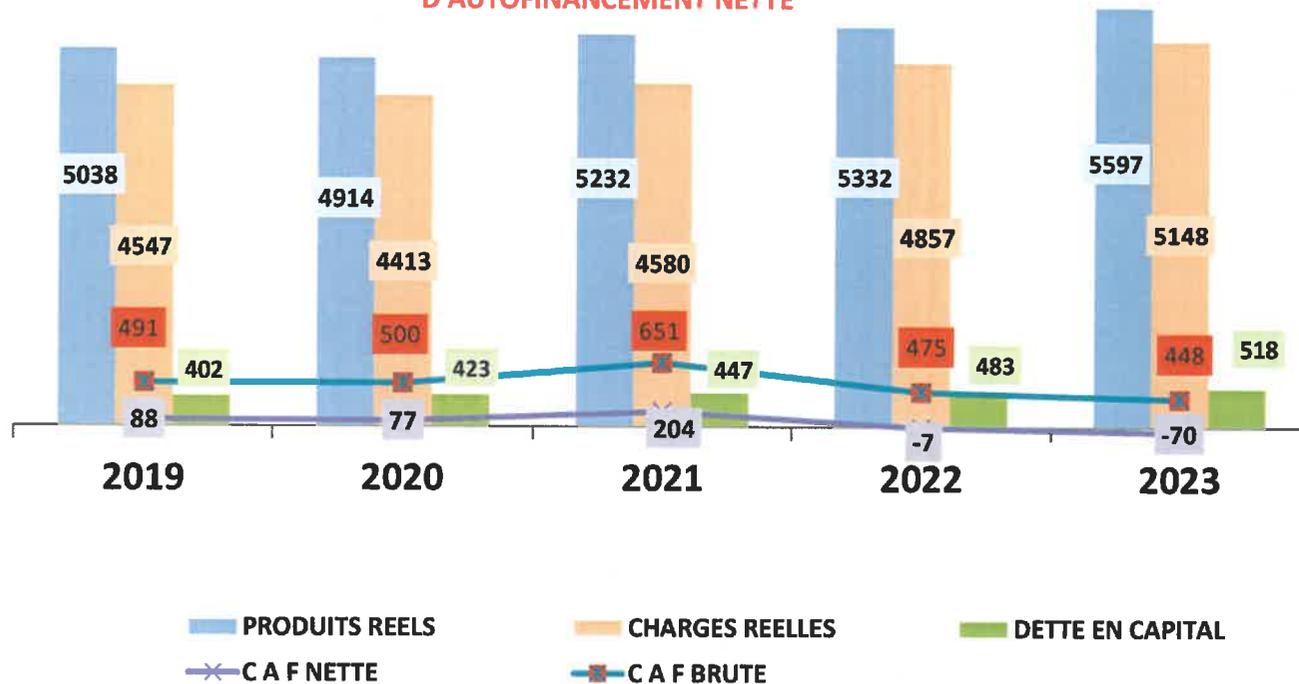
ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

La CAF brute s'établit en 2023 à **448 438€** (contre 475 355€ en 2022) soit une diminution de 5,66 %. La CAF équivaut à 86€/habitant en 2023 alors que les moyennes départementale et régionale des communes de même strate démographique, se situent respectivement à 163€/hab et 213€/hab. Elle représente en 2023, 8,01% des produits réels de fonctionnement pour un niveau préconisé de 15 %. Elle est **insuffisante** pour couvrir le remboursement en capital de la dette (518 592€) et pour financer des dépenses d'équipement. Il convient de noter que la CAF NETTE en 2023 représentait **-13€/hab** alors que les moyennes départementale 49€/hab et régionale 125€/hab.

### ÉVOLUTION CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT BRUTE ET NETTE



### ÉVOLUTION DE LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT NETTE



# III - SECTION D'INVESTISSEMENT

## A - ÉVOLUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



**18 499 464 € DE DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT SUR LA PÉRIODE 2008 À 2023  
SOIT UNE MOYENNE ANNUELLE DE 1 233 297€**

RUBRIQUE	2017	2018	VAR	2019	VAR	2020	VAR	2021	VAR	2022	VAR	2023	VAR
Excédent de fonctionnement capitalisé	543 062 €	403 695 €	-25,66%	292 876 €	-20,41%	338 124 €	15,45%	352 000 €	4,10%	506 000 €	43,75%	461 000 €	-8,89%
Emprunts	550 000 €	- €	-100,00%	250 000 €	45,45%	300 000 €	20,00%	350 000 €	16,67%	650 000 €	85,71%	- €	-100,00%
Subventions reçues	225 867 €	41 571 €	-81,59%	41 337 €	-0,10%	55 930 €	35,30%	158 646 €	183,65%	277 854 €	75,14%	465 951 €	67,70%
FCTVA	385 568 €	338 919 €	-12,10%	100 514 €	-61,83%	66 312 €	-34,03%	49 020 €	-26,08%	71 310 €	45,47%	78 881 €	10,62%
T L E / Taxe Aménagement	22 437 €	23 239 €	3,57%	38 077 €	66,13%	45 722 €	20,08%	45 492 €	-0,50%	34 737 €	-23,64%	34 698 €	-0,11%
Amortissements	172 955 €	179 178 €	3,60%	204 518 €	14,65%	235 003 €	14,91%	236 207 €	0,51%	268 240 €	13,56%	254 580 €	-5,09%
Divers	104 €	- €	-100,00%	3 000 €	2884,62%	15 829 €	427,63%	200 €	-98,74%	- €	-100,00%	343 000 €	NS
<b>TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT</b>	<b>1 899 993 €</b>	<b>986 602 €</b>	<b>-48,07%</b>	<b>930 322 €</b>	<b>-2,96%</b>	<b>1 056 920 €</b>	<b>13,61%</b>	<b>1 191 565 €</b>	<b>12,74%</b>	<b>1 808 141 €</b>	<b>51,75%</b>	<b>1 638 110 €</b>	<b>-9,40%</b>
Dépenses Equipement	612 739 €	862 960 €	40,84%	607 454 €	-41,70%	754 034 €	24,13%	701 124 €	-7,02%	1 329 352 €	89,60%	410 923 €	-69,09%
Remboursement dette	473 640 €	399 176 €	-15,72%	402 839 €	0,77%	423 289 €	5,08%	447 277 €	5,67%	482 813 €	7,94%	518 592 €	7,41%
Divers	11 485 €	14 962 €	30,27%	45 684 €	267,50%	67 780 €	48,37%	83 101 €	22,60%	91 043 €	9,56%	125 855 €	38,24%
<b>TOTAL DÉPENSES INVESTISSEMENT</b>	<b>1 097 864 €</b>	<b>1 277 098 €</b>	<b>16,33%</b>	<b>1 055 977 €</b>	<b>-20,14%</b>	<b>1 245 103 €</b>	<b>17,91%</b>	<b>1 231 502 €</b>	<b>-1,09%</b>	<b>1 903 208 €</b>	<b>54,54%</b>	<b>1 055 370 €</b>	<b>-44,55%</b>
<b>RÉSULTAT</b>	<b>802 129 €</b>	<b>-290 496 €</b>	<b>-136,22%</b>	<b>-125 655 €</b>	<b>20,55%</b>	<b>-188 183 €</b>	<b>-49,76%</b>	<b>-39 937 €</b>	<b>78,78%</b>	<b>-95 067 €</b>	<b>-138,04%</b>	<b>582 740 €</b>	<b>712,98%</b>

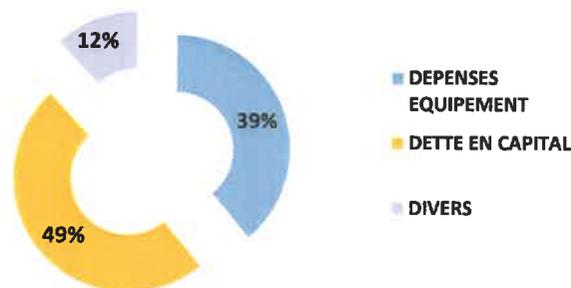
dont 100 000 € remboursement capital par anticipation

cessions terrains LA BARBINIERE

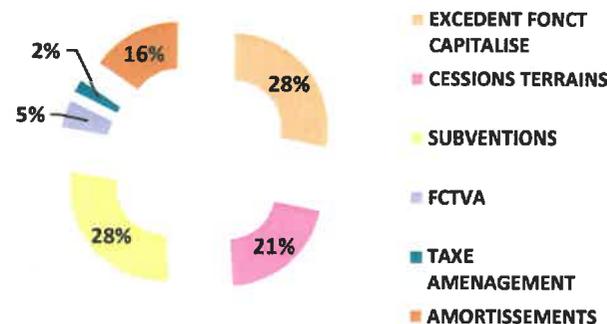
Les dépenses d'équipement d'un montant de 410 923€ en 2023 constituent 38,93 % des dépenses totales d'investissement. Soit 78€/habitant, niveau très inférieur à celui observé dans les communes de la région (281€/hab.) et du département (281€/hab.).



DÉPENSES INVESTISSEMENT 2023



RECETTES INVESTISSEMENT 2023



ÉVOLUTION DES DÉPENSES ÉQUIPEMENT ET REMBOURSEMENT DETTE EN CAPITAL

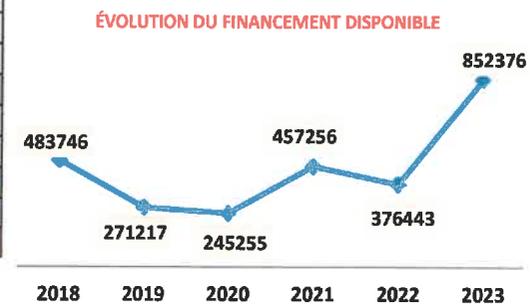


## B - FINANCEMENT DISPONIBLE POUR L'INVESTISSEMENT

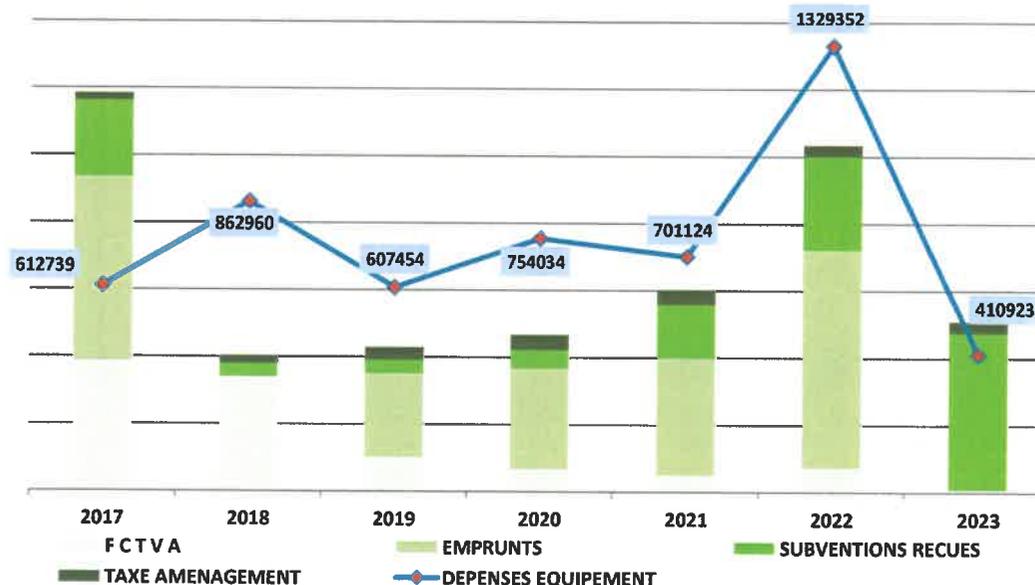
Le financement disponible représente le total des ressources (hors emprunts) dont la collectivité dispose pour investir après avoir payé ses charges et remboursé ses dettes.  
La capacité d'autofinancement est la première ressource générée par son fonctionnement, dont dispose la collectivité pour investir après avoir payé ses charges et remboursé ses dettes.



	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	VARIATION
Capacité autofinancement brute (I)	528 063 €	479 193 €	491 128 €	500 580 €	651 375 €	475 355 €	448 438 €	-5,66%
Remboursement capital emprunt (II)	373 641 €	399 176 €	402 839 €	423 289 €	447 277 €	482 813 €	518 592 €	7,41%
Capacité autofinancement nette (I - II) = A	154 422 €	80 017 €	88 289 €	77 291 €	204 098 €	-7 458,00 €	-70 154,00 €	NS
Ressources propres (B)	635 888 €	403 729 €	179 928 €	167 964 €	253 158 €	383 901 €	579 530 €	50,96%
Cession d'actifs (C)	104 €	- €	3 000 €	- €	- €	- €	343 000 €	NS
Financement propre (A+B+C)= D	790 414 €	483 746 €	271 217 €	245 255 €	457 256 €	376 443 €	852 376 €	126,43%
Autres recettes investissement (E)	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	
Financement disponible (D + E)	790 414 €	483 746 €	271 217 €	245 255 €	457 256 €	376 443 €	852 376 €	126,43%



### FINANCEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT



Le montant du remboursement de la dette en 2023 représente 115,66% de la CAF BRUTE. La commune a donc utilisé plus de 100 % de son épargne pour le financement du capital de sa dette.

La CAF nette est pour la deuxième fois négative. Les ressources propres de 579 530€ sont composées en particulier du FCTVA (78 881€), des subventions (465 951€) et de la Taxe d'Aménagement (34 698€).

Le financement disponible est positif grâce à la vente des terrains de la BARBINIERE (343 000€). En 2023, 852 376€, pour un montant de dépenses d'équipement de 410 923€.

A noter que la collectivité n'a pas mobilisé d'emprunts du fait de la rentrée d'argent liée aux cessions immobilières.

A NOTER EN 2023 PAS D'EMPRUNT DE SOUSCRIT DU FAIT CESSIION TERRAINS DE LA BARBINIERE POUR 343 000€



# PREMIÈRE ANALYSE DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2024

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

S<sup>2</sup>LO

OB 2025

13

# I - TABLEAU SYNTHÉTIQUE COMPTES ADMINISTRATIFS (CA) 2023- 2024

## A - RÉSULTATS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2024

RUBRIQUES	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
<b>DÉPENSES</b>			
<b>EXERCICE (A)</b>			
2023	1 055 369,78 €	5 855 605,99 €	6 910 975,77 €
2024	1 253 777,78 €	5 613 476,29 €	6 867 254,07 €
<b>variations</b>	198 408,00 €	-242 129,70 €	-43 721,70 €
<b>RÉSULTAT REPORTÉ N-1</b>			
2023	889 986,70 €	- €	889 986,70 €
2024	307 246,61 €	- €	307 246,61 €
<b>variations</b>	-582 740,09 €	- €	-582 740,09 €
<b>SOUS TOTAL (B)</b>			
2023	1 945 356,48 €	5 855 605,99 €	7 800 962,47 €
2024	1 561 024,39 €	5 613 476,29 €	7 174 500,68 €
<b>variations</b>	-384 332,09 €	-242 129,70 €	-626 461,79 €
<b>RECETTES</b>			
<b>EXERCICE (A1)</b>			
2023	1 638 109,87 €	6 174 177,68 €	7 812 287,55 €
2024	928 352,91 €	6 061 679,42 €	6 990 032,33 €
<b>variations</b>	-709 756,96 €	-112 498,26 €	-822 255,22 €
<b>RÉSULTAT REPORTÉ N-1</b>			
2023	- €	480 767,66 €	480 767,66 €
2024	- €	396 039,35 €	396 039,35 €
<b>variations</b>	- €	-84 728,31 €	-84 728,31 €
<b>SOUS TOTAL (B1)</b>			
2023	1 638 109,87 €	6 654 945,34 €	8 293 055,21 €
2024	928 352,91 €	6 457 718,77 €	7 386 071,68 €
<b>variations</b>	-709 756,96 €	-197 226,57 €	-906 983,53 €
<b>RÉSULTATS</b>			
<b>EXERCICE (A1-A)</b>			
2023	582 740,09 €	318 571,69 €	901 311,78 €
2024	-325 424,87 €	448 203,13 €	122 778,26 €
<b>variations</b>	-908 164,96 €	129 631,44 €	-778 533,52 €
<b>GLOBAL DE CLOTURE (B1 - B)</b>			
2023	-307 246,61 €	799 339,35 €	492 092,74 €
2024	-632 671,48 €	844 242,48 €	211 571,00 €
<b>variations</b>	-325 424,87 €	44 903,13 €	-280 521,74 €

LE BILAN DE L'EXERCICE 2024 FAIT RESSORTIR :	
UN DÉFICIT D'INVESTISSEMENT DE :	-325 424,87 €
UN EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE :	448 203,13 €
SOIT UN EXCÉDENT DE L'EXERCICE DE :	122 778,26 €

SI ON INTÈGRE LES REPORTS 2023, ON A :	
UN DÉFICIT D'INVESTISSEMENT DE :	-632 671,48 €
UN EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE :	844 242,48 €
SOIT UN EXCÉDENT GLOBAL DE CLÔTURE DE :	211 571,00 €

SECTION	PRÉVISIONS 2023	RÉALISATIONS 2023 / TAUX	
		DÉPENSES	RECETTES
INVEST.	2 116 957,11 €	1 945 356,48 € 91,89%	1 638 109,87 € 77,38%
FONCT.	6 263 497,67 €	5 855 605,99 € 93,49%	6 654 945,34 € 106,25%
<b>DONT 343 000 € VENTE TERRAINS BARBINIERE ET NON INCLUS DANS LES PRÉVISIONS</b>		5 512 605,99 €	6 311 945,34 €
<b>HORS VENTE TERRAINS</b>		88,01%	100,77%

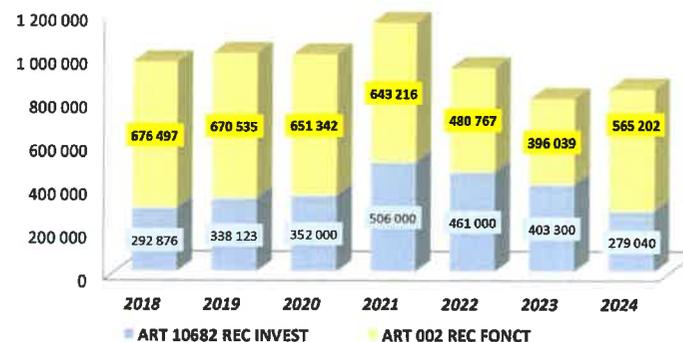
SECTION	PRÉVISIONS 2024	RÉALISATIONS 2024 / TAUX	
		DÉPENSES	RECETTES
INVEST.	1 691 792,06 €	1 561 024,39 € 92,27%	928 352,91 € 54,87%
FONCT.	6 259 383,81 €	5 613 476,29 € 89,68%	6 457 718,77 € 103,17%

VIREMENT SECTION FONCTIONNEMENT INCLUS  
350 000€ EMPRUNT NON PERCU SUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2024  
TAUX 92,10% si on neutralise 164 671,98€ dépenses imprévues provisionnées sur articles budgétaires et non plus article spécifique mise en place de la MS7 au 1/01/2024

## RÉSULTATS BUDGÉTAIRES 2018 À 2024



## AFFECTATION RÉSULTAT FONCTIONNEMENT



## B- AFFECTATION RÉSULTAT

	2023	2024	variations
EXCÉDENT FONCTIONNEMENT	799 339,35 €	844 242,48 €	44 903,13 €
DÉFICIT INVESTISSEMENT	307 246,61 €	632 671,48 €	325 424,87 €
DÉFICIT RESTE À RÉALISER	96 038,61 €	- €	- 96 038,61 €
EXCÉDENT RESTE À RÉALISER	- €	353 631,14 €	353 631,14 €
BESOIN DE FINANCEMENT (art 1068)	403 285,22 €	279 040,34 €	-124 244,88 €
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT (art 002)	396 054,13 €	565 202,14 €	169 162,79 €
<b>arrondi à</b>	<b>403 300 €</b>	<b>396 039,35 €</b>	

# II - VUES D'ENSEMBLE CA 2024/CA 2023

## A - DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le



ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

1/ FRAIS DE PERSONNEL		BP 2023	CA 2023	BP 2024	CA 2024	CA 2024 / CA 2023	
						VALEUR	%
	CHAP 012	3 418 785,00 €	3 428 413,99 €	3 494 229,00 €	3 464 247,68 €	35 833,69 €	1,05%
DÉDUCTION	CHAP 013	90 000,00 €	108 368,09 €	90 000,00 €	182 866,69 €	74 498,60 €	68,75%
TOTAL		3 328 785,00 €	3 320 045,90 €	3 404 229,00 €	3 281 380,99 €	-38 664,91 €	-1,16%
2/ SUBVENTIONS / PARTICIPATIONS		BP 2023	CA 2023	BP 2024	CA 2024	CA 2024 / CA 2023	
						VALEUR	%
ART 65553	SDIS	71 950,00 €	71 950,00 €	75 476,00 €	75 476,00 €	3 526,00 €	4,90%
ART 65568	SYNDICATS + RELAIS PETITE ENFANCE (ex RAM)	32 600,00 €	31 149,93 €	30 532,00 €	28 768,82 €	-2 381,11 €	-7,64%
ART 6558	PART. STE GENEVIÈVE / ENFANTS HORS COMMUNE	40 070,00 €	40 427,97 €	43 933,00 €	40 500,00 €	72,03 €	0,18%
ART 65588	AUTRES	- €	2,04 €	- €	1,01 €	-1,03 €	NS
ART 657341	COMMUNES MEMBRES DU GFP	7 179,00 €	7 180,50 €	6 034,00 €	6 033,00 €	-1 147,50 €	NS
ART 657362	SUBVENTION CCAS	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	0,00 €	NS
ART 65748	SUBVENTIONS ASSOCIATIONS	113 938,00 €	107 817,00 €	114 314,50 €	111 902,50 €	4 085,50 €	3,79%
TOTAL		285 737,00 €	278 527,44 €	290 289,50 €	282 681,33 €	4 153,89 €	1,49%
SUBVENTIONS VERSÉES		133 938,00 €	127 817,00 €	134 314,50 €	131 902,50 €	4 085,50 €	3,20%
CONTINGENTS		144 620,00 €	150 710,44 €	155 975,00 €	150 778,83 €	68,39 €	0,05%
		278 558,00 €	278 527,44 €	290 289,50 €	282 681,33 €	4 153,89 €	1,49%
3/ CHARGES FINANCIÈRES		BP 2023	CA 2023	BP 2024	CA 2024	CA 2024 / CA 2023	
						VALEUR	%
CHAP 66	FRAIS FINANCIERS	90 710,11 €	91 260,54 €	81 483,27 €	79 802,92 €	-11 457,62 €	-12,55%
4/ AUTRES CHARGES COURANTES		BP 2023	CA 2023	BP 2024	CA 2024	CA 2024 / CA 2023	
						VALEUR	%
CHAP 011	CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL	1 453 962,00 €	1 281 893,22 €	1 611 310,98 €	1 324 691,59 €	42 798,37 €	3,34%
ART 65811	DROIT UTILISATION INFORMATIQUE	17 977,00 €	20 125,00 €	22 303,00 €	21 880,32 €	1 755,32 €	NS
ART6518	AUTRES	3 340,00 €	3 548,72 €	- €	- €	-3 548,72 €	0,00%
ART65311	INDEMNITÉS ÉLUS	128 050,00 €	128 111,97 €	130 800,00 €	129 524,17 €	1 412,20 €	1,10%
ART65312	FRAIS MISSION	2 000,00 €	2 350,78 €	2 000,00 €	1 422,42 €	-928,36 €	NS
ART65313	COTISATIONS RETRAITE	12 600,00 €	11 988,68 €	12 200,00 €	12 017,04 €	28,36 €	0,24%
ART65314	COTISATIONS SÉCURITÉ SOCIALE	9 500,00 €	8 649,28 €	8 600,00 €	8 556,84 €	-92,44 €	-1,07%
ART65315	FORMATIONS	3 000,00 €	152,00 €	3 000,00 €	- €	-152,00 €	-100,00%
ART653172	COTISATION AU FONDS FIN, ALLOCAT FIN MANDAT	62,00 €	61,57 €	63,00 €	62,40 €	0,83 €	1,35%
ART 6541/6542	CRÉANCES ADMISES EN NON VALEUR/ÉTEINTES	4 000,00 €	1 283,83 €	4 000,00 €	5,42 €	-1 278,41 €	0,00%
TOTAL		1 634 491,00 €	1 458 165,05 €	1 794 276,98 €	1 498 160,20 €	39 995,15 €	2,74%
5/ AUTRES CHARGES		BP 2023	CA 2023	BP 2024	CA 2024	CA 2024 / CA 2023	
						VALEUR	%
CHAP 042	TRANSFERT ENTRE SECTION	254 600,00 €	597 580,11 €	276 805,06 €	278 420,16 €	-319 159,95 €	-53,41%
ART 6583	INTÉRÊTS MORATOIRES	1 000,00 €	- €	1 000,00 €	- €	0,00 €	0,00%
ART 673	TITRES ANNULÉS	1 000,00 €	307,86 €	1 000,00 €	- €	-307,86 €	0,00%
ART 6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	- €	- €	- €	- €	0,00 €	#DIV/0!
ART 6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS	- €	1 141,00 €	1 300,00 €	- €	-1 141,00 €	-1,00 €
TOTAL		256 600,00 €	599 028,97 €	280 105,06 €	278 420,16 €	-320 608,81 €	-0,54 €
TOTAL DÉPENSES FONCTIONNEMENT		BP 2023	CA 2023	BP 2024	CA 2024	CA 2024 / CA 2023	
						VALEUR	%
		5 596 323,11 €	5 747 027,90 €	5 850 383,81 €	5 420 445,60 €	-326 582,30 €	-5,68%
MONTANT TOTAL DU BUDGET		6 263 497,67 €	5 855 605,99 €	6 259 383,81 €	5 613 476,29 €	-242 129,70 €	-4,14%
DIFFÉRENCE		667 174,56 €	108 578,09 €	409 000,00 €	193 030,69 €	84 452,60 €	77,78%
CHAP 014 ATTÉNUATION PRODUITS		9 000,00 €	210,00 €	9 000,00 €	10 164,00 €	9 954,00 €	4740,00%
CHAP 022 DÉPENSES IMPRÉVUES		149 119,46 €	- €	- €	- €		
CHAP 023 VIREMENT SECTION INVESTISSEMENT		419 055,10 €	- €	310 000,00 €	- €		
CHAP 013 ATTÉNUATIONS DE CHARGES		90 000,00 €	108 368,09 €	90 000,00 €	182 866,69 €	74 498,60 €	68,75%
		667 174,56 €	108 578,09 €	409 000,00 €	193 030,69 €	84 452,60 €	77,78%

## B - RECETTES DE FONCTIONNEMENT

1/ RECETTES FISCALES		BP 2023	CA 2023	BP 2024	CA 2024	CA 2024 / CA 2023	
						VALEUR	%
	CHAP 73	3 260 465,00 €	3 206 232,10 €	3 333 132,00 €	3 395 325,34 €	189 093,24 €	5,90%
DÉDUCTION	CHAP 014	9 000,00 €	210,00 €	9 000,00 €	10 164,00 €	9 954,00 €	4740,00%
<b>TOTAL</b>		<b>3 251 465,00 €</b>	<b>3 206 022,10 €</b>	<b>3 324 132,00 €</b>	<b>3 385 161,34 €</b>	<b>179 139,24 €</b>	<b>0,06 €</b>
2/ D G F ET AUTRES DOTATIONS		BP 2023	CA 2023	BP 2024	CA 2024	CA 2024 / CA 2023	
						VALEUR	%
7411	DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)	637 000,00 €	637 289,00 €	630 000,00 €	635 761,00 €	-1 528,00 €	-0,24%
74121	DOTATION SOLIDARITÉ RURALE (DSR)	85 000,00 €	100 507,00 €	85 000,00 €	110 519,00 €	10 012,00 €	9,96%
74127	DOTATION NATIONALE DE PÉRÉQUATION (DNP)	95 000,00 €	92 051,00 €	95 000,00 €	84 998,00 €	-7 053,00 €	-7,66%
<b>SOUS TOTAL</b>		<b>817 000,00 €</b>	<b>829 847,00 €</b>	<b>810 000,00 €</b>	<b>831 278,00 €</b>	<b>1 431,00 €</b>	<b>0,17%</b>
AUTRES DOTATIONS		330 250,00 €	606 107,63 €	459 937,00 €	474 354,35 €	-131 753,28 €	-21,74%
<b>TOTAL</b>		<b>1 147 250,00 €</b>	<b>1 435 954,63 €</b>	<b>1 269 937,00 €</b>	<b>1 305 632,35 €</b>	<b>-128 891,28 €</b>	<b>-9,08%</b>
3/ AUTRES PRODUITS COURANTS		BP 2023	CA 2023	BP 2024	CA 2024	CA 2024 / CA 2023	
						VALEUR	%
CHAP 70	PRODUITS SERVICES / DOMAINE	792 886,00 €	564 877,88 €	570 962,00 €	569 219,59 €	4 341,71 €	0,77%
CHAP 75	IMMEUBLES/ FERMIER / 752	366 750,00 €	368 069,92 €	462 436,00 €	467 273,39 €	99 203,47 €	26,95%
ART 721	TRAVAUX EN RÉGIE	- €	- €	- €	- €	- €	0,00%
<b>TOTAL</b>		<b>1 159 636,00 €</b>	<b>932 947,80 €</b>	<b>1 033 398,00 €</b>	<b>1 036 492,98 €</b>	<b>103 545,18 €</b>	<b>11,10%</b>
4/ AUTRES PRODUITS		BP 2023	CA 2023	BP 2024	CA 2024	CA 2024 / CA 2023	
						VALEUR	%
CHAP 76	PRODUITS FINANCIERS	- €	16,00 €	- €	19,84 €	3,84 €	24,00%
CHAP 77	PRODUITS EXCEPTIONNELS ART 7718/7788/7817	- €	19 860,50 €	- €	1 059,00 €	-18 801,50 €	-94,67%
	CHAP 042 OPÉRATIONS ORDRE COMPTABLE	125 379,01 €	125 855,01 €	136 877,46 €	136 877,46 €	11 022,45 €	8,76%
	ART 775 PRODUIT CESSION IMMOBILISATIONS	- €	343 000,00 €	- €	2 300,00 €	-340 700,00 €	-99,33%
	ART 773 MANDATS ANNULÉS	- €	1 493,55 €	- €	1 105,76 €	-387,79 €	-25,96%
	ART 7711 DÉBITS ET PÉNALITÉS	- €	450,00 €	- €	- €	-450,00 €	-100,00%
<b>TOTAL</b>		<b>125 379,01 €</b>	<b>490 675,06 €</b>	<b>136 877,46 €</b>	<b>141 362,06 €</b>	<b>-349 313,00 €</b>	<b>-0,71 €</b>
TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT		BP 2023	CA 2023	BP 2024	CA 2024	CA 2024 / CA 2023	
						VALEUR	%
		<b>5 683 730,01 €</b>	<b>6 065 599,59 €</b>	<b>5 764 344,46 €</b>	<b>5 868 648,73 €</b>	<b>-196 950,86 €</b>	<b>-3,25%</b>
<b>MONTANT TOTAL DU BUDGET</b>		<b>6 263 497,67 €</b>	<b>6 654 945,34 €</b>	<b>6 259 383,81 €</b>	<b>6 457 718,77 €</b>	<b>-197 226,57 €</b>	<b>-2,96%</b>
<b>DIFFÉRENCE</b>		<b>579 767,66 €</b>	<b>589 345,75 €</b>	<b>495 039,35 €</b>	<b>589 070,04 €</b>	<b>-275,71 €</b>	<b>-0,05%</b>
CHAP 014 ATTÉNUATION PRODUITS		9 000,00 €	210,00 €	9 000,00 €	10 164,00 €	9 954,00 €	4740,00%
CHAP 002 EXCÉDENT REPORTÉ N-1		480 767,66 €	480 767,66 €	396 039,35 €	396 039,35 €	-84 728,31 €	-17,62%
CHAP 013 ATTÉNUATIONS CHARGES		90 000,00 €	108 368,09 €	90 000,00 €	182 866,69 €	74 498,60 €	68,75%
		<b>579 767,66 €</b>	<b>589 345,75 €</b>	<b>495 039,35 €</b>	<b>589 070,04 €</b>	<b>-275,71 €</b>	<b>-0,05%</b>

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le



ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

### C - PRODUITS RÉELS + 2,37 % PAR RAPPORT À 2023

	BP 2023	CA 2023	BP 2024	CA 2024	CA 2024 / CA 2023		
					VALEUR	%	
PRÉVISIONS (BP HORS EXCÉDENT REPORTÉ) / RÉALISATIONS	5 782 730,01 €	6 174 177,68 €	5 863 344,46 €	6 061 679,42 €	-112 498,26 €	-1,82%	
DÉDUCTION	CHAP 013 ATTÉNUATIONS CHARGES	90 000,00 €	108 368,09 €	90 000,00 €	182 866,69 €	74 498,60 €	68,75%
	CHAP 014 ATTÉNUATIONS PRODUITS	9 000,00 €	210,00 €	9 000,00 €	10 164,00 €	9 954,00 €	4740,00%
	CHAP 042 RECETTES (TRANSFERT ENTRE SECTION)	125 379,01 €	125 855,01 €	136 877,46 €	136 877,46 €	11 022,45 €	8,76%
	CESSION IMMOBILIÈRE (art 775)	- €	343 000,00 €	- €	2 300,00 €	-340 700,00 €	NS
<b>TOTAL</b>	<b>5 558 351,00 €</b>	<b>5 596 744,58 €</b>	<b>5 627 467,00 €</b>	<b>5 729 471,27 €</b>	<b>132 726,69 €</b>	<b>2,37%</b>	

### D - DÉPENSES RÉELLES -0,14 % PAR RAPPORT À 2023

	BP 2023	CA 2023	BP 2024	CA 2024	CA 2024 / CA 2023		
					VALEUR	%	
PRÉVISIONS (BP HORS DÉPENSES IMPRÉVUES ET VIREMENT) / RÉALISATIONS	5 695 323,11 €	5 855 605,99 €	5 949 383,81 €	5 613 476,29 €	-242 129,70 €	-4,14%	
DÉDUCTION	CHAP 013 ATTÉNUATIONS CHARGES	90 000,00 €	108 368,09 €	90 000,00 €	182 866,69 €	74 498,60 €	68,75%
	CHAP 014 ATTÉNUATIONS PRODUITS	9 000,00 €	210,00 €	9 000,00 €	10 164,00 €	9 954,00 €	4740,00%
	CHAP 042 DÉPENSES (TRANSFERT ENTRE SECTION)	254 600,00 €	597 580,11 €	276 805,06 €	278 420,16 €	-319 159,95 €	NS
<b>TOTAL</b>	<b>5 341 723,11 €</b>	<b>5 149 447,79 €</b>	<b>5 573 578,75 €</b>	<b>5 142 025,44 €</b>	<b>-7 422,35 €</b>	<b>-0,14%</b>	

### E - CAF BRUTE ET CAF NETTE

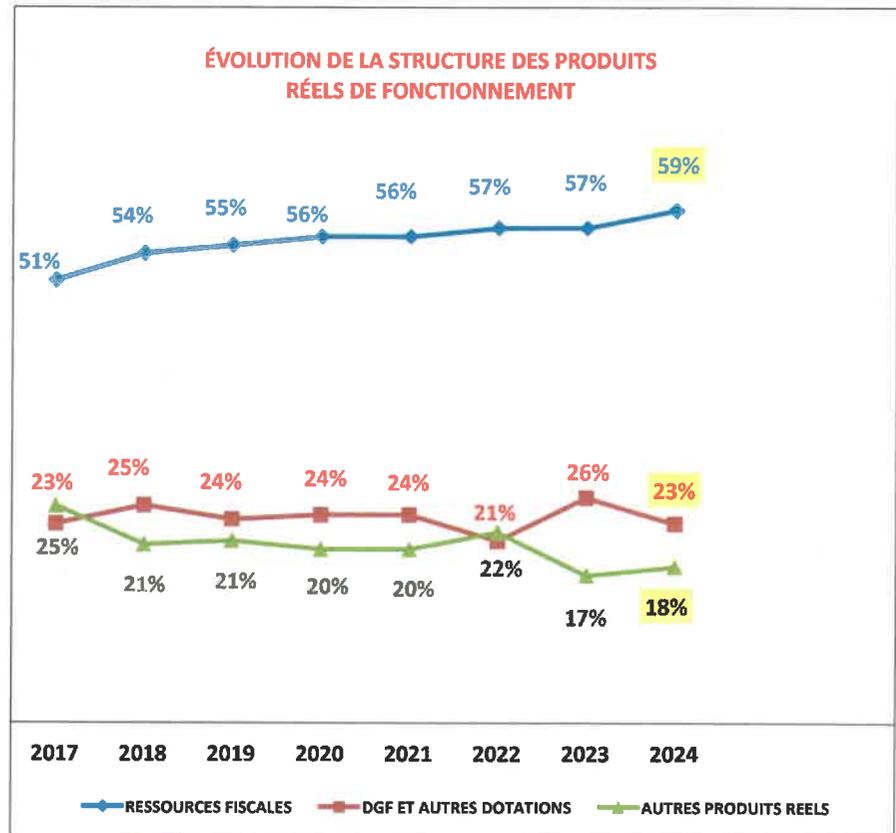
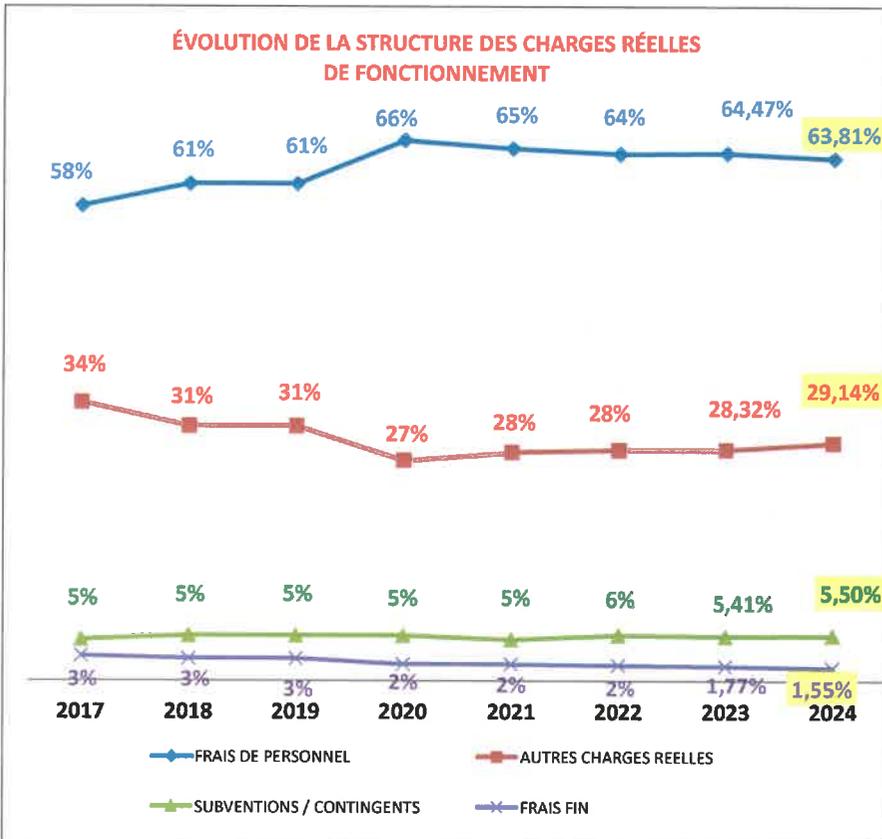
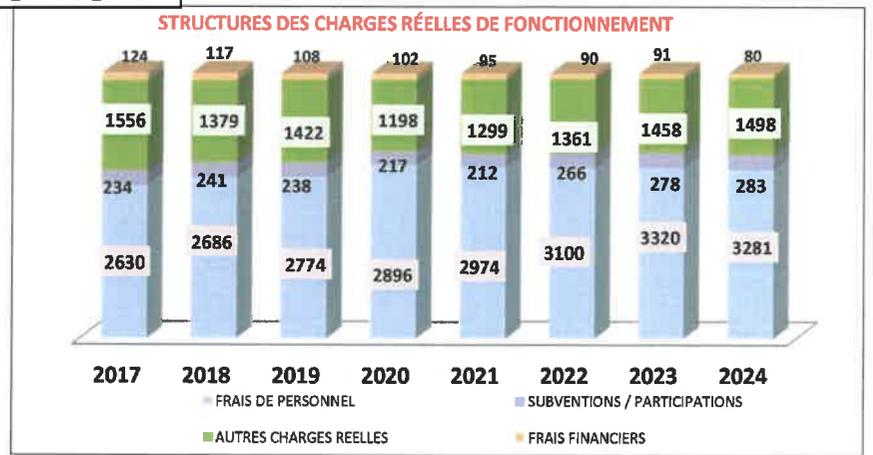
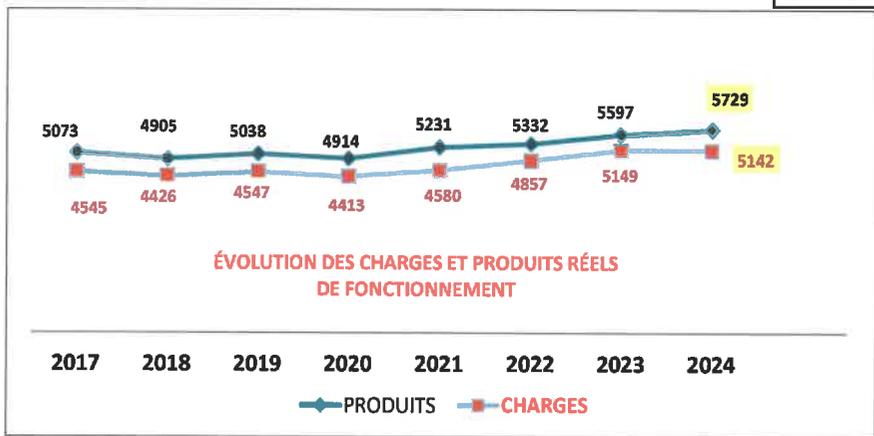
	BP 2023	CA 2023	BP 2024	CA 2024	CA 2024 / CA 2023	
					VALEUR	%
RECETTES RÉELLES	5 558 351,00 €	5 596 744,58 €	5 627 467,00 €	5 729 471,27 €	132 726,69 €	2,37%
DÉPENSES RÉELLES	5 341 723,11 €	5 149 447,79 €	5 573 578,75 €	5 142 025,44 €	-7 422,35 €	-0,14%
CAF BRUTE	216 627,89 €	447 296,79 €	53 888,25 €	587 445,83 €	140 149,04 €	31,33%
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	518 592,00 €	518 591,88 €	523 600,00 €	523 581,14 €	4 989,26 €	0,96%
CAF NETTE	-301 964,11 €	-71 295,09 €	-469 711,75 €	63 864,69 €	135 159,78 €	189,58%

### F - STRUCTURE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

% PAR RAPPORT AUX RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT				
RESSOURCES FISCALES	58,50%	57,28%	59,07%	59,08%
DOTATIONS	20,64%	25,66%	22,57%	22,79%
AUTRES PRODUITS RÉELS	20,86%	16,67%	18,36%	18,09%

% PAR RAPPORT AUX DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT				
FRAIS DE PERSONNEL	62,32%	64,47%	61,08%	63,81%
SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	5,35%	5,41%	5,21%	5,50%
CHARGES FINANCIÈRES	1,70%	1,77%	1,46%	1,55%
AUTRES CHARGES RÉELLES	30,60%	28,32%	32,19%	29,14%

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
 Reçu en préfecture le 17/03/2025  
 Publié le   
 ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



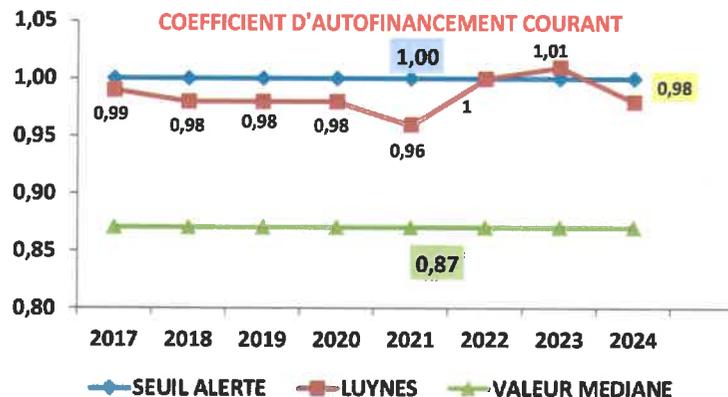
*En 2023 modification imputation : des recettes CAF notamment imputées en 70 "produits du domaine" désormais imputées en 74 "dotations"*

**COEFFICIENT D'AUTOFINANCEMENT COURANT**

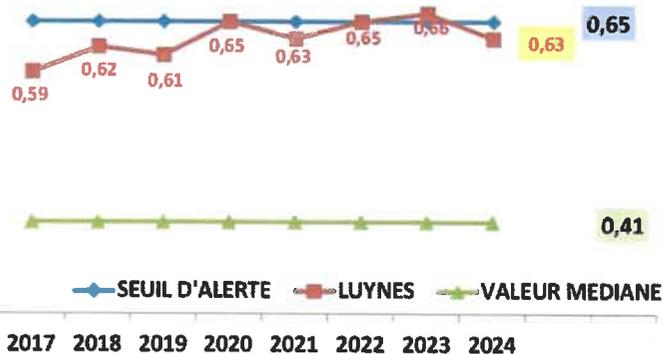
Ce ratio traduit la capacité de la commune à couvrir par ses produits de fonctionnement réels, à la fois ses charges de fonctionnement réelles et le remboursement de sa dette (hors opérations de refinancement).

Lorsque ce ratio est > à 1 cela signifie que la commune ne peut plus dégager des ressources sur ses produits de fonctionnement afin de financer ses investissements.

Le coefficient de 0,98 signifie que l'ensemble des dépenses de fonctionnement + le remboursement de la dette ont consommé 98% des produits de fonctionnement, laissant une très faible marge pour financer les équipements.



**RIGIDITÉ DES CHARGES STRUCTURELLES**



**RIGIDITÉ DES CHARGES STRUCTURELLES**

Ce ratio mesure le poids des charges de fonctionnement les plus rigides et difficilement compressibles, par rapport aux produits de fonctionnement réels et donc la marge de manœuvre dont dispose la commune pour réduire ses charges. Le seuil d'alerte est à 0,65.

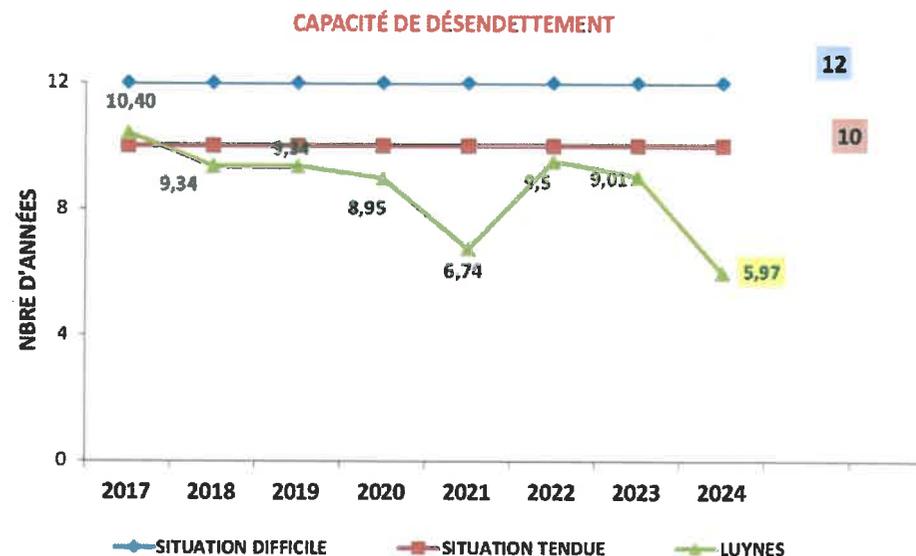
D'autre part, la médiane 0,41 est la valeur qui sépare l'ensemble des communes (toutes strates confondues au niveau national) en deux ensembles égaux.

**CAPACITÉ DE DÉSENETTEMENT**

Le meilleur indicateur de la situation financière d'une commune est sa capacité de désendettement. Elle se mesure par le ratio encours de dettes / CAF brute.

Le résultat donne le nombre d'années nécessaire pour rembourser la dette avec l'autofinancement.

En dessous de 10 ans, la situation financière est considérée comme convenable.



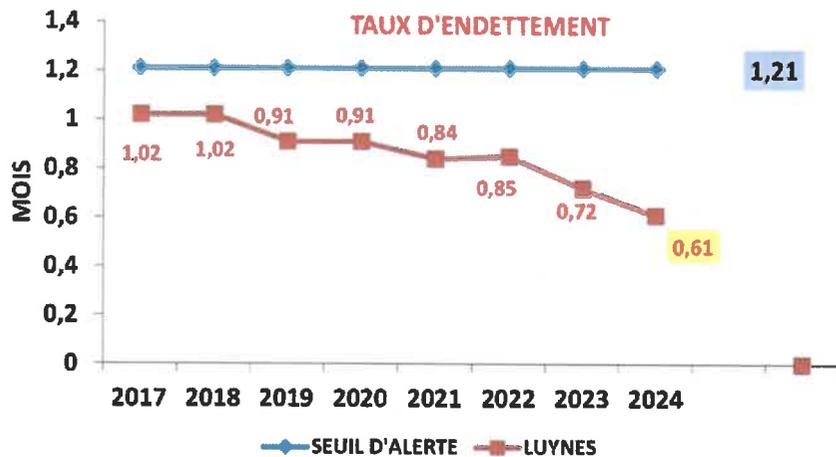
Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le



ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



### TAUX D'ENDETTEMENT

En règle générale, la dette en capital d'une commune correspond à l'équivalent d'une année de recettes réelles de fonctionnement. Une commune doit donc avoir un ratio <1.

Le seuil d'alerte est à 1,21. Ce taux se mesure par le ratio encours de dettes / produits de fonctionnement. On constate les effets de la politique de désendettement engagée depuis 2018.

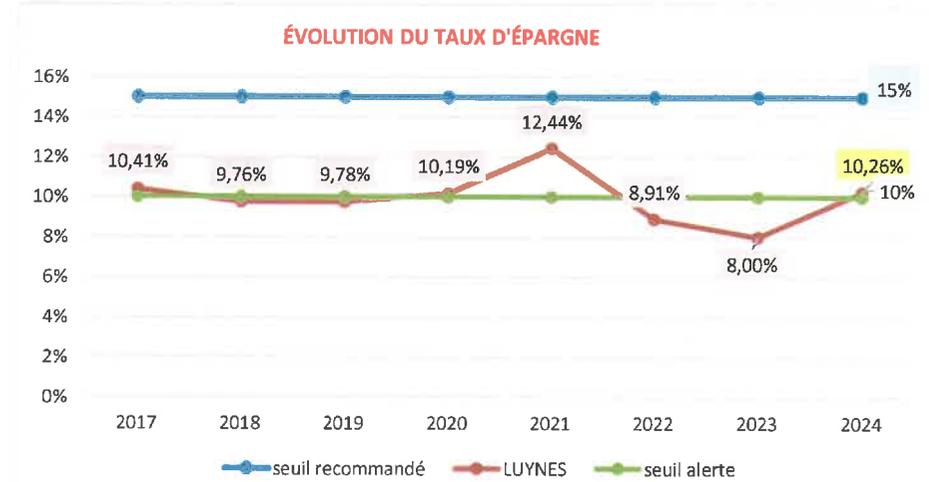
### TAUX D'ÉPARGNE BRUTE ( T E B )

L'un des principes fondamentaux de l'équilibre budgétaire porte sur l'obligation de couvrir les dépenses récurrentes par des recettes définitives.

Le calcul du TEB permet de déterminer la fraction des ressources courantes disponibles pour rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements.

Ce taux se mesure par le ratio caf brute / produits réels de fonctionnement.

Le seuil critique se situe autour de 10 %. En dessous, la collectivité s'expose à un risque de déséquilibre budgétaire à court terme.



## I - ÉVOLUTION DE LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

Capacité autofinancement	2019	2020	2021	2022	2023	2024	variation
Produits fonctionnement réels (A)	5 038 180	4 914 291	5 231 654	5 332 085	5 596 744	5 729 471	2,37%
Charges de fonctionnement réelles (B)	4 547 052	4 413 710	4 580 279	4 856 730	5 149 447	5 142 025	-0,14%
Capacité autofinancement brute (A-B)=C	491 128	500 581	651 375	475 355	447 297	587 446	31,33%
Produits de cessions immobilisations	3000	14815	200	0	343000	2300	NS
Remboursement capital emprunts (D)	402 839	423 289	447 277	482 813	518 592	523 581	0,96%
CAF nette (C-D)	88 289	77 292	204 098	-7 458	-71 295	63 865	189,58%



### DÉFINITIONS :

\* **CAF BRUTE** : correspond à la différence entre les recettes hors produits de cession d'immobilisation et les dépenses de fonctionnement réelles d'une commune. Elle doit lui permettre de financer tout ou partie des opérations d'investissement (remboursement de la dette en capital, dépenses d'équipement ...).

\* **CAF NETTE** : correspond à l'épargne nette que dégage une commune après avoir remboursé sa dette en capital.

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
 Reçu en préfecture le 17/03/2025  
 Publié le   
 ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



# PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



# I – DES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DANS UN CONTEXTE TOUJOURS INSTABLE ET INCERTAIN

Comme l'année dernière, les orientations budgétaires 2025 s'inscrivent une nouvelle fois dans un contexte national et international difficile et incertain.

Notre pays s'est enfin doté d'un budget 2025.

L'adoption du projet de loi de finances le 6 février par le Sénat après le rejet de la motion de censure de l'Assemblée Nationale signe la fin de cette longue période parlementaire.

Le 13 février 2025, le Conseil Constitutionnel a jugé l'essentiel du projet de loi des finances conforme à la Constitution.

Ce budget prévoit de contenir le déficit public à 5.4 % du PIB annuel.

Notre pays dépassera donc cette année encore la limite des 3 % du déficit public autorisé au sein de l'Union Européenne.

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

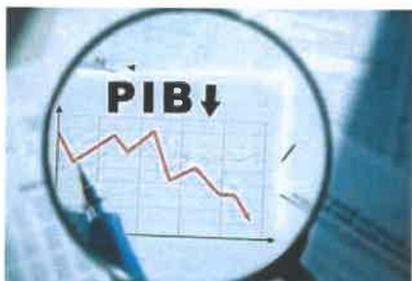
S<sup>2</sup>LOW



## A – LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER D'ÉLABORATION DU BUDGET 2025 AU NIVEAU NATIONAL.

### A.1 – Quelques indications chiffrées

#### ❖ Croissance économique :



Dans son avis du 29 janvier 2025, le Haut Conseil des finances publiques estime la pression de croissance du PIB à + 0.9 % supérieur à celle du consensus des économistes + 0.7 %.

2024 marqué notamment par l'organisation des Jeux Olympiques à Paris, le PIB a progressé de + 1.1 %.

### ❖ Inflation

En moyenne annuelle, les prix à la consommation ralentissent fortement en 2024.

L'inflation en moyenne annuelle s'établit à + 2 % après deux années marquées par une forte inflation (+ 4.9 % en 2023, + 5.2 % en 2022) (source INSEE 15 janvier 2025)

### ❖ Taux d'intérêts des emprunts

En 2024, les taux d'intérêt ont progressivement diminué soutenu par la décélération de l'inflation et la baisse du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE).

Pour 2025, on constate des signes encourageants par une poursuite de la baisse des taux.

En premier lieu, les banques rouvrent les vannes pour les prêts immobiliers en assouplissant notamment les conditions pour les primoaccédants.

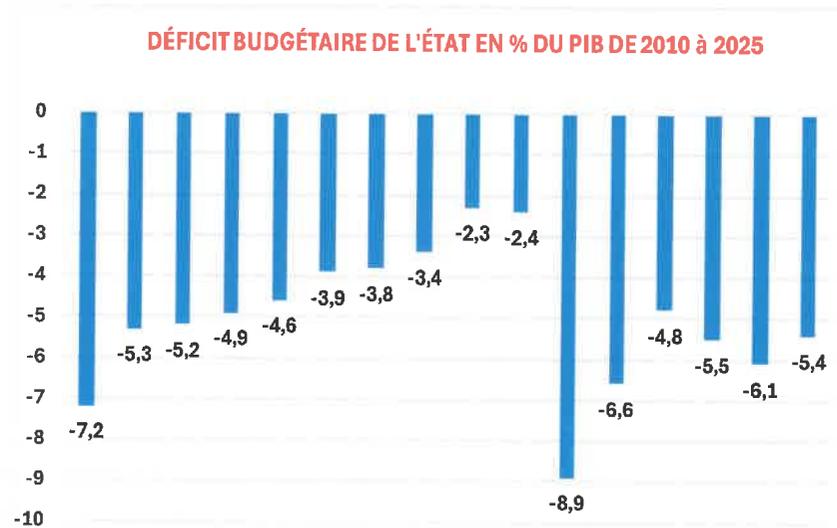
L'inflation montre également des signes positifs.

### ❖ La situation des finances publiques début 2025

#### ○ Une aggravation du déficit public

Pour la deuxième année consécutive, le déficit public s'est aggravé en 2024 pour atteindre 175 Md€, soit 6.1 du PIB après 5.5 points en 2023 et 4.8 points en 2022.

Pour 2025, avec 50 milliards d'euros d'économie attendu, le déficit ne devrait donc pas dépasser les 5.4 % du PIB.



Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



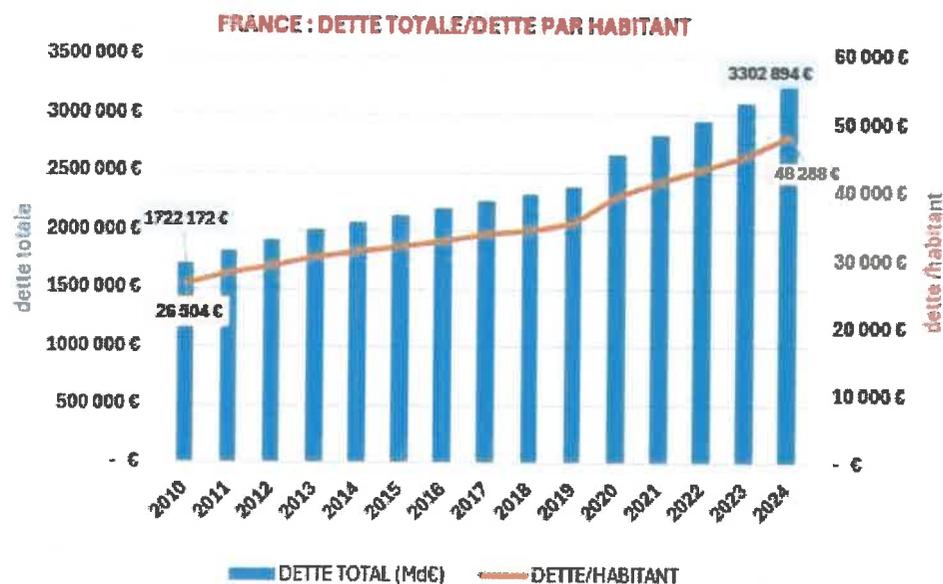
○ Une dette publique qui explose

La dette publique culmine désormais à près de 3 300 Md€ et les charges d'intérêt à 59 Md€.

ANNEE	dette totale	% PIB	dette/ hab
2010	1 722 172 €	86,30%	26 504 €
2011	1 830 136 €	88,70%	28 036 €
2012	1 915 835 €	91,70%	29 205 €
2013	2 004 704 €	94,50%	30 298 €
2014	2 070 579 €	96,10%	31 156 €
2015	2 134 071 €	96,90%	32 025 €
2016	2 190 007 €	98,10%	32 780 €
2017	2 262 443 €	98,70%	33 755 €
2018	2 319 775 €	98,50%	34 474 €
2019	2 386 133 €	98,10%	35 364 €
2020	2 662 105 €	114,80%	39 306 €
2021	2 826 726 €	112,70%	41 596 €
2022	2 953 624 €	111,20%	43 325 €
2023	3 101 376 €	109,90%	45 340 €
2024	3 302 894 €	113,80%	48 288 €



le chiffre de 2024 correspond au 3ème trimestre de l'année



le chiffre de 2024 correspond au 3ème trimestre de l'année

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
 Reçu en préfecture le 17/03/2025  
 Publié le  
 ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



## A.2 – Les principales dispositions de la loi de Finances 2025 concernant les collectivités territoriales

Si le budget voté est moins brutal que ce qui était annoncé initialement, les collectivités devront tout de même endurer une ponction de 2.2 milliards d'euros sur leurs recettes, soit un peu moins de la moitié de l'effort de 5 milliards d'euros originel qui leur était demandé.

Il y aura tout de même un impact notable sur les collectivités dont l'activité économique est cruciale pour les territoires.

Dans le détail, cette contribution se décompose en deux mesures :

- Un gel de la TVA qui coûtera 1.20 milliards d'euros aux collectivités.
- La mise en place d'un dispositif de mise en réserve d'un milliard d'euros.

Ce dernier ciblera quelques 2 000 collectivités en ponctionnant les recettes des communes et des EPCI à hauteur de 500 millions d'euros, celles des Départements de 200 millions d'euros et celles des Régions de 280 millions d'euros.

Une autre coupe importante concerne le budget de la transition écologique réduit de 14 % en 2025.

De ce fait, le Fonds Vert perd ainsi 1,45 milliards d'euros.

Au niveau de la DGF, si elle est revalorisée de 150 millions d'euros, cela se fera en minorant d'autant les crédits de Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).

La Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) sera quant à elle préservée cette année.

## A.3 – Des mesures réglementaires et législatives ne relevant pas de la loi de finances.

Deux mesures essentielles :

- La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales qui est déterminée par la variation de l'indice des prix à la consommation entre novembre N-1 et novembre N-2.  
Pour 2025, le coefficient de revalorisation est de + 1.7 % après + 3.9 % en 2024 et 7.1 % en 2023.
- Le décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 prévoit une augmentation progressive du taux de contribution employeur de la CNRACL de 12 points sur quatre ans et ce dès le 1<sup>er</sup> janvier de cette année.  
Le taux passe ainsi dès aujourd'hui de 31.65 % à 34.65 % pour atteindre 43.65 % en 2028.  
Pour notre commune, cela représente une charge supplémentaire de 47 000 € pour 2025.

## B – LE CONTEXTE LOCAL

Sur la base des chiffres du compte administratif 2024, qui n'est pas encore voté mais dont le résultat a été validé par le Trésor Public, les ratios de solvabilité budgétaire et de marges de manœuvre permettent d'estimer l'évolution de la santé financière de notre commune, mais surtout servent à la préparation budgétaire 2025.

Vous trouverez aux pages 13 à 20 du présent document, la première présentation chiffrée du compte administratif 2024 où l'on constate :

➤ Par rapport au CA 2023, une diminution des dépenses réelles (- 0.14 % / - 7 422 €) et une progression des recettes réelles (+ 2.37 % / + 132 726 €) (voir détail pages 15 à 17).

- Par rapport au CA 2023, les principales augmentations en dépenses concernent les charges à caractère général + 3.34 % (42 798 €) ; notamment :

- Frais de restauration : + 17 907 €
- Eau : + 16 865 €
- Contrats prestations : + 9 877 €
- Entretien des bâtiments : + 9 249 €



A côté de ces augmentations, on constate :

- une diminution de 38 664 € des frais de personnel du fait des remboursements de rémunération constatés (+ 74 498 € par rapport à 2023)
- une diminution de 11 457 € de frais financiers.

- Par rapport au CA 2023, les principales augmentations en recettes sont :
  - Le produit des impôts locaux : + 137 319 € (essentiellement dues à la revalorisation des bases + 3.5 %)
  - La taxe additionnelle au droit de mutation + 52 906 € (+ 33.11 %)
  - Le remboursement de rémunérations : + 74 098 €
  - Le remboursement sinistre sécheresse : 79 300 € (1<sup>er</sup> acompte).



A côté de ces augmentations, on constate sur l'exercice 2024 les baisses des recettes suivantes :

- Suppression du filet sécurité 2022, perçu en 2023 ( -130 829 €)
- Opérations comptables liées à la cession des terrains de La Barbinière - 343 000 € .

➤ Un excédent de fonctionnement 2024 reporté en N en augmentation de 169 162.79€, soit + 42.71 %.

	2021	2022	2023	2024
<b>Excédent fonctionnement</b>	1 149 610,76 €	941 767,66 €	799 339,35 €	844 242.48 €
<b>Affectation investissement</b>	506 000,00 €	461 000,00 €	403 300,00 €	279 040.34 €
<b>Solde en recettes fonctionnement</b>	643 610,76 €	480 767,66 €	396 039,35 €	565 202.14 €
		<b>Variation</b>	<b>- 84 728,31 €</b>	<b>169 162.79€</b>

On constate ainsi :

➤ Une amélioration de la capacité d'autofinancement :

- + 31.33 % de CAF brute (recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement) : elle passe de 447 296 € en 2023 à 587 445 € et représente 10.26 % (pour mémoire : 7.99 % en 2023) des produits de fonctionnement pour un seuil estimé satisfaisant à 15 %.

L'épargne brute ainsi générée, par la section de fonctionnement, permet d'auto-financer une partie des dépenses d'investissement.

Dans un premier temps, elle doit permettre de couvrir le remboursement du capital de la dette.

Une fois le capital de la dette couvert, la partie restante « épargne nette » permet de financer sur fonds propres une partie des investissements de la commune, qu'en est-il pour notre commune ?

- La CAF nette (CAF brute - remboursement du capital de la dette) redevient cette année positive et est estimée à + 63 684 €. Elle était négative en 2023 (- 71 295.09 €).

Malgré cette amélioration de la CAF nette, elle reste encore faible pour assurer un financement de l'investissement.

Cela se traduit par un coefficient d'autofinancement courant dégradé. (voir graphique page 19)

➤ La rigidité des charges structurelles de fonctionnement passe de nouveau sous le seuil de 0.65 avec une estimation à 0.63 (voir graphique page 19).

Ce ratio permet d'évaluer le poids des charges structurelles dans les produits réels de fonctionnement.

Cette baisse s'explique essentiellement par la maîtrise des frais de fonctionnement avec une diminution des dépenses réelles de -0.14 %.

### ➤ Une amélioration des ratios d'endettement

Il convient de rappeler que sur l'exercice 2023, la commune n'a pas souscrit d'emprunt du fait de la recette exceptionnelle liée à la vente des terrains de La Barbinière (343 000 €) et que cette année l'emprunt de 350 000 € a été souscrit fin novembre auprès de la Caisse d'Épargne (taux Livret A + marge de 0.60 %) mais les fonds ont été reçus le 31 janvier 2025.

Ainsi, on constate une diminution de la capacité de désendettement qui passe de 9 ans à 5.97 ans (voir graphique page 19). Ce ratio, qui mesure le nombre d'années de la CAF brute nécessaire pour rembourser l'encours de la dette, reste en dessous du seuil de 10 ans qui est considéré comme une situation convenable. Le seuil d'alerte est fixé à 12 ans. Au-delà de ce seuil, le risque de surendettement est important.



De même, le taux d'endettement continue de s'améliorer (voir graphique page 20) et passe de 0.72 à 0.61. En effet, la dette d'une commune correspond à l'équivalent d'une année de recettes réelles de fonctionnement. Ce ratio doit donc être inférieur à 1 (seuil d'alerte 1.21). On constate que le choix de désendetter la commune mis en œuvre dès 2018 et le non-recours à l'emprunt en 2023 et 2024, permet une amélioration de ce ratio.

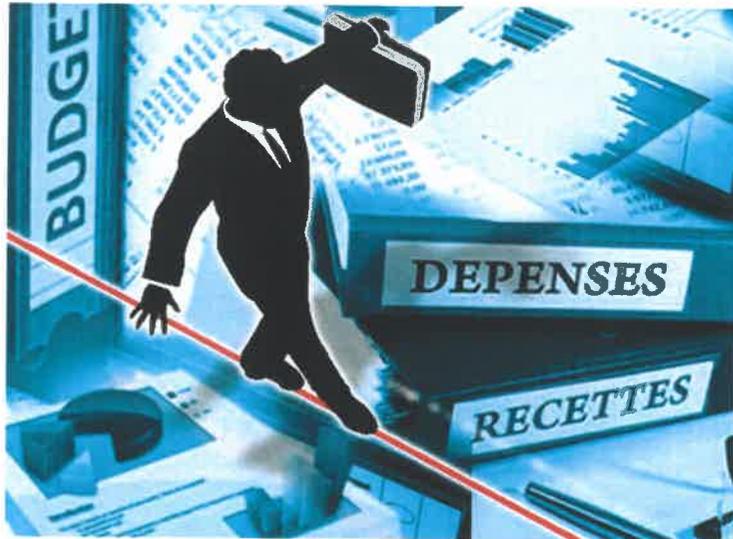
**En conclusion :** Notre commune confrontée à la contrainte inflationniste certes moindre par rapport à l'année précédente, a malgré tout connu un exercice budgétaire 2024 sans effet ciseaux contrairement aux dernières années, les recettes progressant plus rapidement (+ 2.37 %) que les dépenses de fonctionnement qui ont diminué de 0.14 %.

C'est dans ce contexte local mais aussi national qui reste toujours incertain et instable avec un manque de visibilité sur le court et moyen e termes, que la commune doit élaborer son budget 2025.



## II – LES AXES DE LA PRÉPARATION BUDGÉTAIRE 2025

Ces orientations budgétaires 2025 sont élaborées autour des quatre axes qui conduisent depuis quelques années la politique budgétaire de la commune à savoir :



- ✓ Aucune hausse de la fiscalité locale due à la commune, avec le maintien des taux des impositions locales (voir dossier fiscal pages 68 à 75).
  
- ✓ La poursuite du désendettement de la commune en limitant le recours à l'emprunt à un niveau inférieur au capital remboursé (voir dossier dettes pages 60 à 67).
  
- ✓ Conforter la qualité des services rendus à la population tout en poursuivant la maîtrise des dépenses de fonctionnement relevant de la compétence et des choix de la politique communale, afin d'augmenter les marges de manœuvre et d'améliorer la capacité d'autofinancement, tels que constatés pour l'exercice budgétaire 2024
  
- ✓ Continuer d'investir en tenant compte de la capacité financière et budgétaire de la commune.



## III – VUE D'ENSEMBLE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT OB 2025 EXERCICE BUDGÉTAIRE 2024 ( BP/CA )

Les différents tableaux présentés, ci-après, ont pour but d'avoir une présentation d'ensemble des Orientations Budgétaires 2025, en comparaison avec l'exercice budgétaire 2024. Bien entendu, ces chiffres pourront être modifiés lors de la finalisation du budget. (Voir les commentaires à partir de la page 34).

### A - RECETTES DE FONCTIONNEMENT

1/ RECETTES FISCALES		BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024		VARIATION OB 2025 / CA 2024	
					VALEUR	%	VALEUR	%
DÉDUCTION	CHAP 73	3 333 132,00 €	3 395 325,34 €	3 393 901,00 €	60 769,00 €	1,82%	-1 424,34 €	-0,04%
	CHAP 014	9 000,00 €	10 164,00 €	55 146,66 €	46 146,66 €	512,74%	44 982,66 €	442,57%
<b>TOTAL</b>		<b>3 324 132,00 €</b>	<b>3 385 161,34 €</b>	<b>3 338 754,34 €</b>	<b>14 622,34 €</b>	<b>0,44%</b>	<b>-46 407,00 €</b>	<b>-1,37%</b>
2/ D G F ET AUTRES DOTATIONS		BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024		VARIATION OB 2025 / CA 2024	
					VALEUR	%	VALEUR	%
7411	DGF	630 000,00 €	635 761,00 €	630 000,00 €	0,00 €	0,00%	-5 761,00 €	-0,91%
74121	DSR	85 000,00 €	110 519,00 €	85 000,00 €	0,00 €	0,00%	-25 519,00 €	-23,09%
74127	DOTATION NATIONALE DE PÉRÉQUATION	95 000,00 €	84 998,00 €	95 000,00 €	0,00 €	0,00%	10 002,00 €	11,77%
<b>SOUS TOTAL</b>		<b>810 000,00 €</b>	<b>831 278,00 €</b>	<b>810 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00%</b>	<b>-21 278,00 €</b>	<b>-2,56%</b>
AUTRES DOTATIONS		459 937,00 €	474 354,35 €	503 421,00 €	43 484,00 €	9,45%	29 066,65 €	6,13%
<b>TOTAL</b>		<b>1 269 937,00 €</b>	<b>1 305 632,35 €</b>	<b>1 313 421,00 €</b>	<b>43 484,00 €</b>	<b>3,42%</b>	<b>7 788,65 €</b>	<b>0,60%</b>
3/ AUTRES PRODUITS COURANTS		BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024		VARIATION OB 2025 / CA 2024	
					VALEUR	%	VALEUR	%
CHAP 70	PRODUITS SERVICES / DOMAINE	570 962,00 €	569 219,59 €	570 424,00 €	-538,00 €	-0,09%	1 204,41 €	0,21%
CHAP 75	IMMEUBLES/ FERMIER / 752	462 436,00 €	467 273,39 €	260 270,00 €	-202 166,00 €	-43,72%	-207 003,39 €	-44,30%
<b>TOTAL</b>		<b>1 033 398,00 €</b>	<b>1 036 492,98 €</b>	<b>830 694,00 €</b>	<b>-202 704,00 €</b>	<b>-19,62%</b>	<b>-205 798,98 €</b>	<b>-19,86%</b>
4/ AUTRES PRODUITS		BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024		VARIATION OB 2025 / CA 2024	
					VALEUR	%	VALEUR	%
CHAP 76	PRODUITS FINANCIERS	- €	19,84 €	- €	- €	0,00%	-19,84 €	-100,00%
CHAP 77/78	PRODUITS EXCEPTIONNELS	- €	4 464,76 €	- €	0,00 €	#DIV/0!	-4 464,76 €	-100,00%
CHAP 042	OPÉRATIONS ORDRE COMPTABLE	136 877,46 €	136 877,46 €	126 982,37 €	-9 895,09 €	-7,23%	-9 895,09 €	-7,23%
<b>TOTAL</b>		<b>136 877,46 €</b>	<b>141 362,06 €</b>	<b>126 982,37 €</b>	<b>-9 895,09 €</b>	<b>-7,23%</b>	<b>-14 379,69 €</b>	<b>-10,17%</b>
TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT		BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024		VARIATION OB 2025 / CA 2024	
					VALEUR	%	VALEUR	%
		5 764 344,46 €	5 868 648,73 €	5 609 851,71 €	-154 492,75 €	-2,68%	-258 797,02 €	-4,41%
<b>MONTANT TOTAL DU BUDGET</b>		<b>6 259 383,81 €</b>	<b>6 457 718,77 €</b>	<b>6 360 200,51 €</b>	<b>100 816,70 €</b>	<b>1,61%</b>		
<b>DIFFÉRENCE</b>		<b>495 039,35 €</b>	<b>589 070,04 €</b>	<b>750 348,80 €</b>	<b>255 309,45 €</b>	<b>51,57%</b>	<b>161 278,76 €</b>	<b>27,38%</b>
CHAP 014 ATTÉNUATIONS PRODUITS		9 000,00 €	10 164,00 €	55 146,66 €	46 146,66 €	512,74%	44 982,66 €	442,57%
CHAP 002 EXCÉDENT REPORTÉ N-1		396 039,35 €	396 039,35 €	565 202,14 €	169 162,79 €	42,71%	169 162,79 €	42,71%
CHAP 013 ATTÉNUATIONS CHARGES		90 000,00 €	182 866,69 €	130 000,00 €	40 000,00 €	44,44%	-52 866,69 €	-28,91%
		495 039,35 €	589 070,04 €	750 348,80 €	255 309,45 €	51,57%		

## B - DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

1/ FRAIS DE PERSONNEL		BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024		VARIATION OB 2025 / CA 2024	
					VALEUR	%	VALEUR	%
	CHAP 012	3 494 229,00 €	3 464 247,68 €	3 669 549,00 €	175 320,00 €	5,02%	205 301,32 €	5,93%
DÉDUCTION	CHAP 013	90 000,00 €	182 866,69 €	130 000,00 €	40 000,00 €	44,44%	-52 866,69 €	-28,91%
<b>TOTAL</b>		<b>3 404 229,00 €</b>	<b>3 281 380,99 €</b>	<b>3 539 549,00 €</b>	<b>135 320,00 €</b>	<b>3,98%</b>	<b>258 168,01 €</b>	<b>7,87%</b>
2/ SUBVENTIONS / PARTICIPATIONS		BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024		VARIATION OB 2025 / CA 2024	
					VALEUR	%	VALEUR	%
65553	SDIS	75 476,00 €	75 476,00 €	- €	-75 476,00 €	-100,00%	-75 476,00 €	-100,00%
65548/65568	SYNDICATS + RELAIS ASSISTANTES MATERNELLES	30 532,00 €	28 768,82 €	30 136,73 €	-395,27 €	-1,29%	1 367,91 €	4,75%
6558	PART. STE GENEVIÈVE/ENFANTS HORS COMMUNE	43 933,00 €	40 500,00 €	44 760,00 €	827,00 €	1,88%	4 260,00 €	10,52%
65588	AUTRES	- €	1,01 €	- €	0,00 €	0,00%	-1,01 €	-100,00%
657341	COMMUNES MEMBRES DU GFP	6 034,00 €	6 033,00 €	5 005,00 €	0,00 €	0,00%	-1 028,00 €	-17,04%
657363	SUBVENTION CCAS	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	0,00 €	0,00%	- €	0,00%
65748	SUBVENTIONS ASSOCIATIONS	114 314,50 €	111 902,50 €	112 383,00 €	-1 931,50 €	-1,69%	480,50 €	0,43%
<b>TOTAL</b>		<b>290 289,50 €</b>	<b>282 681,33 €</b>	<b>212 284,73 €</b>	<b>-78 004,77 €</b>	<b>-26,87%</b>	<b>-70 396,60 €</b>	<b>-24,90%</b>
SUBVENTIONS VERSÉES		134 314,50 €	131 902,50 €	132 383,00 €	-1 931,50 €	-1,44%	480,50 €	0,36%
CONTIGENTS		155 975,00 €	150 778,83 €	79 901,73 €	-76 073,27 €	-48,77%	-70 877,10 €	-47,01%
<b>TOTAL</b>		<b>290 289,50 €</b>	<b>282 681,33 €</b>	<b>212 284,73 €</b>	<b>-78 004,77 €</b>	<b>-26,87%</b>	<b>-70 396,60 €</b>	<b>-24,90%</b>
3/ CHARGES FINANCIÈRES		BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024		VARIATION OB 2025 / CA 2024	
					VALEUR	%	VALEUR	%
CHAP 66	FRAIS FINANCIERS	81 483,27 €	79 802,92 €	80 832,12 €	-651,15 €	-0,80%	1 029,20 €	1,29%
4/ AUTRES CHARGES COURANTES		BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024		VARIATION OB 2025 / CA 2024	
					VALEUR	%	VALEUR	%
CHAP 011	CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL	1 611 310,98 €	1 324 691,59 €	1 583 151,00 €	-28 159,98 €	-1,75%	258 459,41 €	19,51%
ART 65811	DROIT UTILISATION INFORMATIQUE	22 303,00 €	21 880,32 €	23 624,00 €	1 321,00 €	5,92%	1 743,68 €	7,97%
ART 65311	INDEMNITÉS ÉLUS	130 800,00 €	129 524,17 €	125 472,00 €	-5 328,00 €	-4,07%	-4 052,17 €	-3,13%
ART 65312	FRAIS MISSION	2 000,00 €	1 422,42 €	2 000,00 €	0,00 €	0,00%	577,58 €	40,61%
ART 65313	COTISATIONS RETRAITE	12 200,00 €	12 017,04 €	11 499,00 €	-701,00 €	-5,75%	-518,04 €	-4,31%
ART 65314	COTISATIONS SECURITÉ SOCIALE	8 600,00 €	8 556,84 €	8 578,00 €	-22,00 €	-0,26%	21,16 €	0,25%
ART 65315	FORMATIONS	3 000,00 €	- €	3 000,00 €	0,00 €	0,00%	3 000,00 €	NS
ART 65372/653172	COTISATION AU FONDS FIN ALLOCAT FIN MANDAT	63,00 €	62,40 €	64,00 €	1,00 €	1,59%	1,60 €	NS
ART 6541 /6542	CRÉANCES ADMISES EN NON VALEUR / ÉTEINTES	4 000,00 €	5,42 €	2 000,00 €	-2 000,00 €	-50,00%	1 994,58 €	NS
<b>TOTAL</b>		<b>1 794 276,98 €</b>	<b>1 498 160,20 €</b>	<b>1 759 388,00 €</b>	<b>-34 888,98 €</b>	<b>-1,94%</b>	<b>261 227,80 €</b>	<b>17,44%</b>
5/ AUTRES CHARGES		BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024		VARIATION OB 2025 / CA 2024	
					VALEUR	%	VALEUR	%
CHAP 042	TRANSFERT ENTRE SECTION	276 805,06 €	278 420,16 €	270 000,00 €	-6 805,06 €	-2,46%	-8 420,16 €	-3,02%
ART 6711/6583	INTÉRÊTS MORATOIRES	1 000,00 €	- €	1 000,00 €	- €	0,00%	1 000,00 €	0,00%
ART 673	TITRES ANNULÉS	1 000,00 €	- €	1 000,00 €	- €	0,00%	1 000,00 €	#DIV/0!
ART 6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS	1 300,00 €	- €	1 000,00 €	-300,00 €	0,00%	1 000,00 €	0,00%
<b>TOTAL</b>		<b>280 105,06 €</b>	<b>278 420,16 €</b>	<b>273 000,00 €</b>	<b>-7 105,06 €</b>	<b>-2,54%</b>	<b>-5 420,16 €</b>	<b>-1,95%</b>
TOTAL DÉPENSES FONCTIONNEMENT		BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024		VARIATION OB 2025 / CA 2024	
					VALEUR	%	VALEUR	%
<b>TOTAL DÉPENSES FONCTIONNEMENT</b>		<b>5 850 383,81 €</b>	<b>5 420 445,60 €</b>	<b>5 865 053,85 €</b>	<b>14 670,04 €</b>	<b>0,25%</b>	<b>444 608,25 €</b>	<b>8,20%</b>
MONTANT TOTAL DU BUDGET		6 259 383,81 €	5 613 476,29 €	6 360 200,51 €	100 816,70 €	1,61%		
DIFFÉRENCE		409 000,00 €	193 030,69 €	495 146,66 €	86 146,66 €	21,06%		
CHAP 014 ATTÉNUATIONS PRODUITS		9 000,00 €	10 164,00 €	55 146,66 €	46 146,66 €	512,74%	44 982,66 €	442,57%
CHAP 023 VIREMENT SECTION INVESTISSEMENT		310 000,00 €	- €	310 000,00 €	0,00 €	0,00%		
CHAP 013 ATTÉNUATIONS CHARGES		90 000,00 €	182 866,69 €	130 000,00 €	40 000,00 €	44,44%	-52 866,69 €	-28,91%
<b>TOTAL</b>		<b>409 000,00 €</b>	<b>193 030,69 €</b>	<b>495 146,66 €</b>	<b>86 146,66 €</b>	<b>21,06%</b>		

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le



ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

Par ailleurs, il est rappelé qu'avec la mise en place de la M 57 la notion de dépenses imprévues est supprimée du fait de la règle de la fongibilité des crédits telle que votée par le Conseil Municipal.

Dans le cadre de ces orientations budgétaires et du futur budget, qui sera soumis au vote du Conseil Municipal, il est prévu au niveau des dépenses à caractère général deux articles où les sommes inscrites pourront servir pour couvrir des dépenses imprévues mais aussi alimenter le compte des amortissements pour les acquisitions réalisées en 2025 et qui devront faire l'objet d'une écriture comptable sur cet exercice budgétaire, du fait de la nouvelle règle d'amortissement du "prorata temporis" introduite par la M 57 en lieu et place de l'amortissement linéaire en N+1 de la M 14.

Les deux articles concernés sont le 6045 "achats études" pour 40 000 € (73 891,44 € en 2024) et le 617 "études et recherches" pour 60 000 € (90 780,54 € en 2024) soit un total de 100 000 €.

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 17/03/2025  
Publié le  
ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



## C - PRODUITS RÉELS

	BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024		VARIATION OB 2025 / CA 2024		
				VALEUR	%	VALEUR	%	
PRÉVISIONS (BP HORS EXCÉDENT REPORTÉ)	5 863 344,46 €	6 061 679,42 €	5 794 998,37 €	-68 346,09 €	-1,17%	-266 681,05 €	-4,40%	
DÉDUCTION	CHAP 013 ATTÉNUATIONS CHARGES	90 000,00 €	182 866,69 €	130 000,00 €	44,44%	-52 866,69 €	-28,91%	
	CHAP 014 ATTÉNUATIONS PRODUITS	9 000,00 €	10 164,00 €	55 146,66 €	46 146,66 €	NS	44 982,66 €	NS
	CHAP 042 RECETTES TRANSFERT ENTRE SECTION	136 877,46 €	136 877,46 €	126 982,37 €	-9 895,09 €	-7,23%	-9 895,09 €	-7,23%
	CESSION IMMOBILIÈRES (art 775)	- €	2 300,00 €	- €	0,00 €	0,00%	-2 300,00 €	-1,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>5 627 467,00 €</b>	<b>5 729 471,27 €</b>	<b>5 482 869,34 €</b>	<b>-144 597,66 €</b>	<b>-2,57%</b>	<b>-246 601,93 €</b>	<b>-0,04 €</b>	

## D - DÉPENSES RÉELLES

	BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024		VARIATION OB 2025 / CA 2024		
				VALEUR	%	VALEUR	%	
PRÉVISIONS (BP HORS VIREMENT SECTION INVESTISSEMENT)	5 949 383,81 €	5 613 476,29 €	6 050 200,51 €	100 816,70 €	1,69%	436 724,22 €	7,78%	
DÉDUCTION	CHAP 013 ATTÉNUATIONS CHARGES	90 000,00 €	182 866,69 €	130 000,00 €	40 000,00 €	44,44%	-52 866,69 €	-28,91%
	CHAP 014 ATTÉNUATIONS PRODUITS	9 000,00 €	10 164,00 €	55 146,66 €	46 146,66 €	512,74%	44 982,66 €	442,57%
	CHAP 042 DÉPENSES TRANSFERT ENTRE SECTION	276 805,06 €	278 420,16 €	270 000,00 €	-6 805,06 €	-2,46%	-8 420,16 €	-3,02%
<b>TOTAL</b>	<b>5 573 578,75 €</b>	<b>5 142 025,44 €</b>	<b>5 595 053,85 €</b>	<b>21 475,10 €</b>	<b>0,39%</b>	<b>453 028,41 €</b>	<b>8,81%</b>	

## E - CAF BRUTE ET CAF NETTE PRÉVISIONNELLES

	BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024		VARIATION OB 2025 / CA 2024	
				VALEUR	%	VALEUR	%
RECETTES RÉELLES	5 627 467,00 €	5 729 471,27 €	5 482 869,34 €	-144 597,66 €	-2,57%	-246 601,93 €	-4,30%
DÉPENSES RÉELLES	5 573 578,75 €	5 142 025,44 €	5 595 053,85 €	21 475,10 €	0,39%	453 028,41 €	8,81%
CAF BRUTE	53 888,25 €	587 445,83 €	-112 184,51 €	-166 072,76 €	-308,18%		
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	523 600,00 €	523 581,14 €	550 183,97 €	26 583,97 €	5,08%	26 602,83 €	5,08%
CAF NETTE	-469 711,75 €	63 864,69 €	-662 368,48 €	-192 656,73 €	-41,02%		

## F - CAF BRUTE ET CAF NETTE PRÉVISIONNELLES CORRIGÉES EN TENANT COMPTE DES ARTICLES DE DÉPENSES 6045 ET 617 COMME DÉPENSES IMPRÉVUES

	BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024		VARIATION OB 2025 / CA 2024	
				VALEUR	%	VALEUR	%
RECETTES RÉELLES	5 627 467,00 €	5 729 471,27 €	5 482 869,34 €	-144 597,66 €	-2,57%	-246 601,93 €	-4,30%
DÉPENSES RÉELLES	5 408 906,77 €	5 142 025,44 €	5 495 053,85 €	86 147,08 €	1,59%	353 028,41 €	6,87%
CAF BRUTE	218 560,23 €	587 445,83 €	-12 184,51 €	-230 744,74 €	-105,57%		
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	523 600,00 €	523 581,14 €	550 183,97 €	26 583,97 €	5,08%	26 602,83 €	5,08%
CAF NETTE	-305 039,77 €	63 864,69 €	-562 368,48 €	-257 328,71 €	-84,36%		

## G - STRUCTURE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

	BP 2024	CA 2024	OB 2025
--	---------	---------	---------

### % PAR RAPPORT AUX RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

RESSOURCES FISCALES	59,07%	59,08%	60,89%
DOTATIONS	22,57%	22,79%	23,95%
AUTRES PRODUITS RÉELS	18,36%	18,09%	15,15%

### % PAR RAPPORT AUX DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

			TABLEAU E	TABLEAU F
FRAIS DE PERSONNEL	61,08%	63,81%	63,26%	64,41%
SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	5,21%	5,50%	3,79%	3,86%
CHARGES FINANCIÈRES	1,46%	1,55%	1,44%	1,47%
AUTRES CHARGES RÉELLES	32,19%	29,14%	31,45%	32,02%



Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le



ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

## IV – LES GRANDS ÉQUILIBRES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Si le budget 2025, qui sera présenté au Conseil Municipal du 1<sup>er</sup> avril prochain, reprend les chiffres des Orientations Budgétaires 2025 (issus de ce dossier), il serait en progression de 1.61 %, soit 100 816.70 € par rapport au BP 2024.

Il convient de préciser que si on ne prend pas en compte les opérations financières et les frais liés aux ressources humaines, par rapport au BP 2024, les dépenses des services diminuent de 2.29 % (40 242 €).



RECETTES FONCTIONNEMENT	BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024	
				VALEUR	%
<b>RECETTES RÉELLES</b>	<b>5 627 467.00 €</b>	<b>5 729 471.27 €</b>	<b>5 482 869.34 €</b>	<b>- 144 597.66 €</b>	<b>- 2.57 %</b>
OPÉRATIONS ORDRE / ATTÉNUATION CHARGES ET PRODUITS	235 877.46 €	329 908.15 €	312 129.03 €	76 251.57 €	+ 32.26 %
EXCEDENT N - 1	396 039.35 €	396 039.35 €	565 202.14 €	169 162.79 €	+ 42.71 %
CESSION IMMOBILIERE / MOBILIERE	-	2 300 €	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>6 259 383.81 €</b>	<b>6 457 718.77 €</b>	<b>6 360 200.51 €</b>	<b>100 816.70 €</b>	<b>1.61 %</b>
DÉPENSES FONCTIONNEMENT	BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024	
				VALEUR	%
<b>DÉPENSES RÉELLES</b>	<b>5 573 578.75 €</b>	<b>5 142 025.44 €</b>	<b>5 595 053.85 €</b>	<b>21 475.10 €</b>	<b>+ 0.39 %</b>
OPÉRATIONS ORDRE / ATTÉNUATION CHARGES ET PRODUITS	375 805.06 €	471 450.85 €	455 146.66 €	79 341.60 €	+ 21.11 %
VIREMENT SECTION INVESTISSEMENT	310 000.00 €	-	310 000.00 €	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>6 259 383.81 €</b>	<b>5 613 476.29 €</b>	<b>6 360 200.51 €</b>	<b>100 816.70 €</b>	<b>1.61 %</b>

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le



ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



## V – DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT EN DIMINUTION DE 2.57 %

Comme chaque année, les estimations de recettes à ce stade de la préparation budgétaire ont été effectuées de façon prudente.

Les recettes sont constituées pour l'essentiel :

- De la fiscalité (A)
- Des dotations de l'État et des subventions versées par nos partenaires (B)
- De la tarification des services publics locaux (C)
- Des revenus des immeubles (D)

Cette année, hors :

- excédent reporté de l'exercice 2024 (565 202.14 €),
- opérations d'ordre : 126 982.37 €,
- atténuations de charges et produits (185 146.66 €),

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 5 482 869.34 € soit une diminution de 2.57 % par rapport à 2024 (5 627 467 €) soit en valeur absolue – 144 597.66 €.



### A- LA FISCALITÉ

	CA 2023	BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024
Chapitre 73	3 206 232 €	3 333 132 €	3 395 325 €	3 393 901 €	1.82 % 60 769 €

## A-1 : La fiscalité directe – Une revalorisation des bases + 1.70 % en 2025 (voir dossier fiscal pages 68 à 74)

La commune ne perçoit depuis 2021, à l'exception d'une très maigre taxe d'habitation sur les résidences secondaires (58 271 € en 2024) et depuis 2023 sur les logements vacants (29 970 € en 2024), que le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties (locaux d'habitation et professionnels) et non bâties (terrains).

D'autre part, la part de la taxe foncière perçue jusqu'en 2020 par le Département est reversée à la commune. Cette part ne suffisant pas à couvrir la perte de recettes de la taxe d'habitation (de l'ordre de 1 237 511 €), la commune bénéficie depuis, via le dispositif correctif, d'une compensation annuelle d'un montant de 639 206 € (montant 2024).

Par ailleurs, il convient de rappeler que sans même modifier les taux des impôts locaux (ce qui est de la compétence de la commune), et indépendamment des dégrèvements et du dynamisme des bases, **il y a une augmentation mécanique de la recette fiscale** puisque les valeurs locatives sont majorées chaque année par application d'un coefficient forfaitaire. Jusqu'en 2018, il était fixé par la loi de finances. Il est désormais calculé en référence à la valeur de l'indice des prix à la consommation.

Ainsi, en dehors des taux d'imposition votés et appliqués par chaque commune, cette revalorisation entraîne donc une hausse proportionnelle à l'inflation.

Pour cette année 2025, le coefficient qui va être appliqué pour la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives est de + 1.70 % (pour mémoire : 3.9 % en 2024, 7.10 % en 2023 ), ce qui engendre une recette complémentaire pour le budget communal sans augmentation des taux locaux d'imposition de l'ordre de 60 000 € par rapport à l'inscription budgétaire 2024.

Dans le cadre de ces orientations budgétaires, il est proposé :

1° - d'appliquer le coefficient de 1.7 % aux bases réelles 2024 des taxes foncières sur le bâti et non bâti. Pour les bases de la taxe d'habitation des résidences secondaires et les logements vacants, du fait des erreurs constatées l'année dernière, il est convenu d'attendre la notification des bases des services fiscaux, via le document fiscal 1259.

2° - de ne prendre en compte aucune variation physique des bases.

3° - de reconduire au même niveau que l'année dernière les taux des impôts communaux qui n'ont pas augmenté depuis 2002.

Taxe d'habitation (résidence secondaire)	18.69 %
Taxe sur le foncier bâti	43.80 %
Taxe sur le foncier non bâti	83.26 %



Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 17/03/2025  
Publié le  
ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

Il est précisé que les chiffres liés à la fiscalité locale, qui seront inscrits dans le cadre du document final du budget primitif pourront être modifiés en fonction de l'état fiscal (1259) que la commune recevra des services de l'État.

Ainsi, le produit fiscal 2025, compensation de la taxe d'habitation comprise (reconduite au même niveau que 2024 soit 639 000 €), devrait s'élever à 3 007 000 € soit + 1.48 % par rapport au produit fiscal prévu au BP 2024 (+ 44 000 € en valeur absolue).

## A-2 : La fiscalité reversée par Tours Métropole Val de Loire



### A-2.1 : La dotation de solidarité communautaire (DSC)

Cette dotation a été créée en 2000 par Tour(s)Plus à partir d'un crédit global voté au niveau de l'agglomération et réparti aux communes membres en fonction des critères liés :

- à la population,
- au potentiel fiscal des trois taxes ménages,
- aux charges de fonctionnement par habitant,
- au nombre de logements sociaux / nombre de logement TH.

Le nouveau pacte fiscal et financier adopté en 2022 par Tours Métropole Val de Loire a revu le cadre juridique de cette dotation permettant à la commune de Luynes de percevoir la somme de 181 401 €, montant reconduit pour 2025.

### A-2.2 : L'attribution de compensation (ACTP)

Cette attribution correspond au reversement de la taxe professionnelle par la Métropole déduction faite des transferts de charges.

Là encore, avec le pacte fiscal adopté en 2022, il y a eu un certain nombre de modifications dans le calcul de cette attribution.

C'est ainsi que les dotations versées aux associations (ASL (14 904 €) et AML (10 000 €)) ainsi que les fonds de concours « transport pédagogique » et « événementiel » ont été intégrés à cette ACTP.

De ce fait, la commune a perçu en 2024 la somme de 15 731,34 €.

A partir de 2025, la Métropole prend en charge le contingent incendie.

Budgétairement, cela se traduit par un transfert de charges. La commune n'a plus à prévoir cette dépense à son budget, soit – 76 834 € (montant 2025).

La contrepartie : les attributions de compensation des communes sont diminuées du même montant.

### TRADUCTION EN TERMES DE TRANSFERT DE CHARGES : PRINCIPE

Attribution de Compensation positive perçue par la commune de TMVL, jusqu'en 2024 : 15 731 € recettes de fonctionnement budget commune (A)  
 Dépense en moins pour la commune : 76 834 € (montant 2025 SDIS) (B)  
 Attribution de Compensation négative versée par la commune à TMVL : - 61 103 € dépenses de fonctionnement budget commune (A-B).

Décision de TMVL, le transfert se calcule sur le montant du SDIS payé en 2016 par la commune, soit 61 878 € et non sur la prévision, soit un gain pour la commune de 14 956 €.

Attribution de Compensation positive perçue par la commune de TMVL : 15 731 € recettes de fonctionnement budget commune (A1)  
 Dépense en moins pour la commune : 61 878 € (montant 2016 SDIS) (B1)  
 Attribution de Compensation négative versée par la commune à TMVL : - 46 147 € dépenses de fonctionnement budget commune (A1-B1).

### A-3 : La fiscalité indirecte

La fiscalité indirecte pour 2025 est estimée à 205 500 € (212 675 € réalisés en 2024), sachant que cette dernière est très fortement dépendante des recettes encaissées au titre des droits de mutation qui est une recette émise sur une assiette extrêmement fluctuante d'où une évaluation qui tient compte de la réalisation 2024.



### B - LES DOTATIONS DE L'ÉTAT ET AUTRES SUBVENTIONS DU CHAPITRE 74

	CA 2023	BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024
Chapitre 74	1 435 954 €	1 269 937 €	1 305 622.35 €	1 313 421 €	9.45 % 43 484 €



Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
 Reçu en préfecture le 17/03/2025  
 Publié le  
 ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

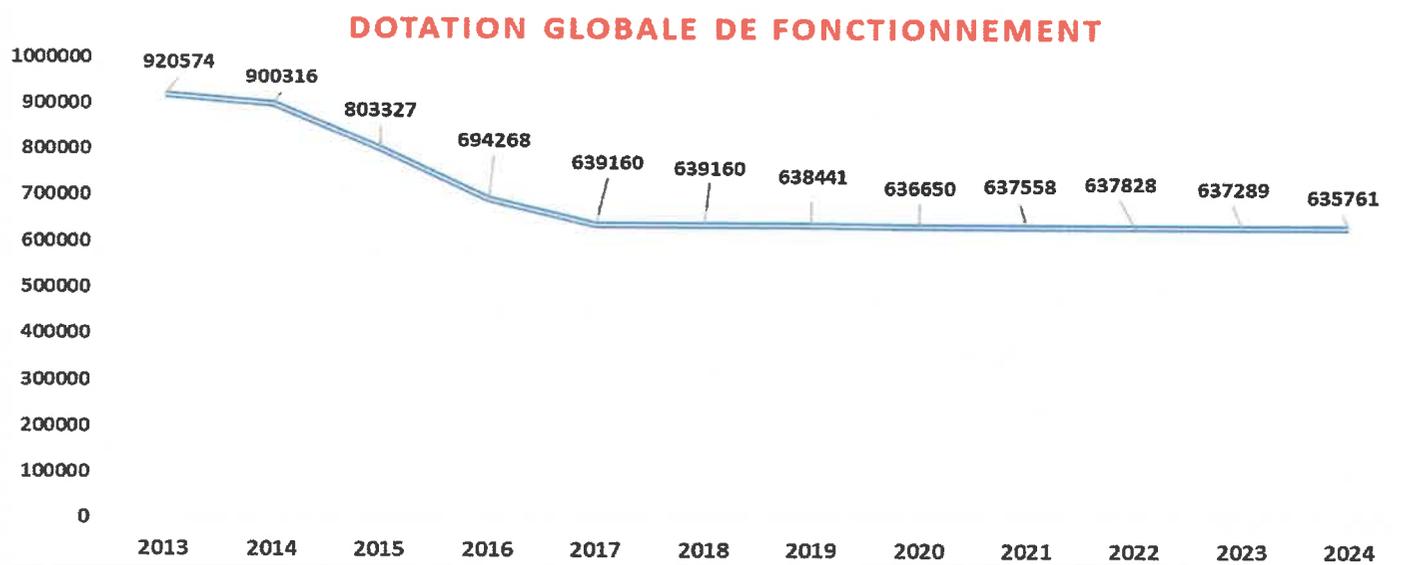


## B-1 : Les dotations de l'État

NB : Source guide pratique de la DGF 2021, édité par la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).

C'est au niveau de ce chapitre budgétaire, qu'a porté l'effort de la commune au redressement des comptes publics avec la réduction de la DGF et ce depuis 2014.

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) avec ses différentes composantes constitue la principale dotation de fonctionnement versée par l'État, en dépit de la baisse continue dont elle a fait l'objet entre 2014 et 2017, dans le cadre de l'effort de la commune au redressement des comptes publics.



Depuis 2013, la commune a perdu globalement 2 626 556 €.

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

S<sup>2</sup>LO

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

	DGF PERCUE	VARIATION DEPUIS 2013
2013	920 574 €	
2014	900 316 €	- 20 258 €
2015	803 327 €	- 117 247 €
2016	694 268 €	- 226 306 €
2017	639 160 €	- 281 414 €
2018	639 160 €	- 281 414 €
2019	638 441 €	- 282 133 €
2020	636 650 €	- 283 924 €
2021	637 558 €	- 283 016 €
2022	637 828 €	- 282 476 €
2023	637 289 €	- 283 285 €
2024	635 761 €	- 284 813 €
<b>PERTE POUR LA COMMUNE</b>		<b>- 2 626 556 €</b>

La DGF répond aujourd’hui à deux objectifs principaux :

- assurer aux collectivités des ressources relativement stables et prévisibles d’une année sur l’autre,
- mettre en œuvre une péréquation verticale en apportant un soutien particulier aux collectivités confrontées à des charges importantes sans pour autant disposer de ressources suffisantes pour y faire face.

En cohérence avec ces deux objectifs, la DGF est composée d’un ensemble de dotations dissociées en deux catégories :

1°- La dotation forfaitaire.

2°- Les dotations de péréquation répondant pour chacune d’elles aux problématiques de catégories distinctes de communes (rurales, urbaines, d’outre-mer, ...).

B-1.1 : La dotation forfaitaire

Il s’agit d’une composante de la DGF parmi d’autres mais dont le poids demeure majoritaire.

Pour notre commune, le montant perçu en 2024 s’élève à 635 761 €.

Même si cette dotation connaît une stabilisation depuis 2018, elle peut varier en fonction de deux mouvements :

→ L’évolution de la population.

Les hausses ou baisses de population d’une commune viennent, chaque année majorer ou minimiser le montant de la dotation forfaitaire.



A noter que la population communale prise en compte est la population totale authentifiée par l'INSEE, majorée du nombre de résidences secondaires situées sur le territoire de la commune ainsi que les places de caravanes conventionnées sur les aires d'accueil des Gens du Voyage.

Cet ensemble forme la population dite DGF.

Pour notre commune :	Chiffres 2021	Chiffres 2022	Chiffres 2023	Chiffres 2024
➤ Population INSEE :	5 243	5 244	5 236	5 219
➤ Résidences secondaires :	50	52	54	54
➤ Places de caravanes conventionnées :	24	24	24	24
Population DGF :	5 317	5 320	5 314	5 297

→ Une minoration dite « écrêtement » destinée à financer par redéploiement les besoins de financement interne au sein de la DGF et plus particulièrement les hausses des dotations de péréquation.

Au stade des orientations budgétaires, le montant prévu de la DGF est de 630 000 €, chiffre qui pourrait être modifié au niveau du budget primitif une fois la notification reçue de l'État.

### B-1.2 : La dotation de solidarité rurale (DSR)

Cette dotation est principalement destinée aux communes de moins de 10 000 habitants et se décompose en trois fractions dont la finalité et les règles de répartition sont distinctes :

#### → La fraction « Bourg Centre »

Cette fraction de la DSR a pour objet d'apporter un soutien particulier aux communes exerçant des charges de centralité et devant à ce titre disposer de moyens suffisants pour créer et assurer une armature de services.

Notre commune ne bénéficie pas de cette dotation dans la mesure où son éligibilité est principalement déterminée à partir de données permettant d'apprécier l'exercice de ces fonctions de centralité, qualité notamment de chef-lieu de canton (périmètre 2014).

#### → La fraction « péréquation »

Cette fraction bénéficie à la quasi-totalité des communes de moins de 10 000 habitants, les seules qui sont exclues sont celles dont le potentiel financier moyen par habitant est supérieur à deux fois la moyenne de leur strate démographique.

Dans le cadre de ces orientations budgétaires 2025, le montant qui a été pris en compte pour cette fraction correspond au montant inscrit au BP 2024 soit 85 000 € pour un montant encaissé de 110 519 €.



## → La fraction « cible »



Créée en 2011, cette fraction de la DSR est née du constat que la DSR « péréquation », en raison du nombre élevé de bénéficiaires, ne permettait pas d'apporter un soutien suffisamment ciblé en direction des communes en ayant le plus besoin.

Cette fraction a été conçue avec un objectif de renforcement de l'aspect péréquatrice de la DSR.

Elle est limitée à un nombre de communes rurales (10 000) à partir d'un classement faisant intervenir le revenu des habitants et le potentiel financier par habitant.

C'est ainsi, que pour la première fois depuis plusieurs années, notre commune classée au 9 866<sup>ème</sup> rang, s'est vu attribuer en 2021 la somme de 143 180 € au titre de cette DSR « cible », somme qui n'avait pas été inscrite au budget puisque la notification est intervenue après le vote du Conseil Municipal.

Comme en 2024, dans le cadre des orientations budgétaires de cette année, aucune prévision n'est faite pour la DSR « cible », dans la mesure où la commune était classée en 2024 au 12 804<sup>ème</sup> rang d'éligibilité.

### B-1.3 : La dotation nationale de péréquation (DNP)

Cette dotation présente la particularité de ne pas être destinée à un type particulier de communes mais d'assurer une péréquation entre les communes uniquement à partir de leur richesse fiscale.

Schématiquement, les communes dont le potentiel financier moyen est bas et l'effort fiscal élevé bénéficient de cette dotation.

La variation d'attribution de cette part fait, pour les communes éligibles, l'objet d'un encadrement important : l'attribution d'une année ne peut être supérieure à 120 % du montant perçu l'année précédente ou inférieure à 90 % de ce même montant.

Il convient de préciser également qu'il existe, comme pour la DSR « cible » un système de garantie égal à 50 % du montant perçu l'année précédente pour une commune qui cesserait de remplir les conditions d'éligibilités à cette dotation.

Dans le cadre de ces orientations budgétaires, le montant qui a été pris en compte est de 95 000 € pour un montant perçu en 2024 de 84 998 €.

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

S<sup>2</sup>LO

L'ÉTAT DISTRIBUERA MOINS D'ARGENT  
 AUX COLLECTIVITÉS

C'EST ÇA LE CHOC  
 DE SIMPLIFICATION?



### EVOLUTION DOTATIONS EN K€



### ÉVOLUTION DES COMPOSANTES DE LA DGF

	DGF FORFAITAIRE	VARIATION N/N-1		DOTATION SOLIDARITE RURALE (DSR)					DOTATION NATIONALE PEREQUATION ( DNP)			TOTAL	VARIATION N/N-1	
		montant	%	CENTRE BOURG	PEREQUATION	CILBE	rang cible	S/TOTAL DSR	montant	VARIATION N/N-1			montant	%
										montant	%			
2007	938 400 €			- €	54 047 €			54 047 €	159 490 €			1 151 937 €		
2008	947 591 €	9 191 €	0,98%	- €	57 563 €			57 563 €	152 596 €	-6 894 €	-4,32%	1 157 750 €	5 813 €	0,50%
2009	922 322 €	-25 269 €	-2,67%	- €	58 316 €			58 316 €	141 070 €	-11 526 €	-7,55%	1 121 708 €	-36 042 €	-3,11%
2010	914 647 €	-7 675 €	-0,83%	- €	64 672 €			64 672 €	138 919 €	-2 151 €	-1,52%	1 118 238 €	-3 470 €	-0,31%
2011	912 740 €	-1 907 €	-0,21%	- €	65 931 €	9 886 €	?	75 817 €	144 148 €	5 229 €	3,76%	1 132 705 €	14 467 €	1,29%
2012	915 149 €	2 409 €	0,26%	- €	66 659 €	18 770 €	?	85 429 €	129 733 €	-14 415 €	-10,00%	1 130 311 €	-2 394 €	-0,21%
2013	920 574 €	5 425 €	0,59%	- €	69 753 €	29 274 €	?	99 027 €	126 717 €	-3 016 €	-2,32%	1 146 318 €	16 007 €	1,42%
2014	900 316 €	-20 258 €	-2,20%	- €	72 845 €	35 192 €	7659	108 037 €	135 336 €	8 619 €	6,80%	1 143 689 €	-2 629 €	-0,23%
2015	803 327 €	-96 989 €	-10,77%	- €	78 098 €	55 384 €	7977	133 482 €	122 418 €	-12 918 €	-9,55%	1 059 227 €	-84 462 €	-7,39%
2016	694 268 €	-109 059 €	-13,58%	- €	80 784 €	- €	10079	80 784 €	110 508 €	-11 910 €	-9,73%	885 560 €	-173 667 €	-16,40%
2017	639 160 €	-55 108 €	-7,94%	- €	85 062 €	- €	?	85 062 €	101 801 €	-8 707 €	-7,88%	826 023 €	-59 537 €	-6,72%
2018	639 160 €	0 €	0,00%	- €	87 335 €	- €	10872	87 335 €	99 914 €	-1 887 €	-1,85%	826 409 €	386 €	0,05%
2019	638 441 €	-719 €	-0,11%	- €	87 310 €	- €	11671	87 310 €	100 386 €	472 €	0,47%	826 137 €	-272 €	-0,03%
2020	636 659 €	-1 782 €	-0,28%	- €	88 106 €	- €	10326	88 106 €	102 577 €	2 191 €	2,18%	827 342 €	1 205 €	0,15%
2021	637 558 €	899 €	0,14%	- €	85 629 €	143 180 €	9866	228 809 €	102 894 €	317 €	0,31%	969 261 €	141 919 €	17,15%
2022	637 828 €	270 €	0,04%	- €	86 045 €	71 590 €	11516	157 635 €	95 016 €	-7 878 €	-7,66%	890 479 €	-78 782 €	-8,13%
2023	637 289 €	-539 €	-0,08%	- €	100 507 €	- €	11565	100 507 €	92 051 €	-2 965 €	-3,12%	829 847 €	-60 632 €	-6,81%
2024	635 761 €	-1 528 €	-0,24%	- €	110 519 €	- €	12 804	110 519 €	84 998 €	-7 053 €	-7,66%	831 278 €	1 431 €	0,17%
OB 2025	630 000 €	-5 761 €	-0,91%	- €	85 000 €	- €	?	85 000 €	95 000 €	10 002 €	11,77%	810 000 €	-21 278 €	-2,56%

classement de la commune

## B-2 : Les allocations compensatrices

Elles font partie intégrante du produit fiscal de la collectivité et sont imputées sur un article du chapitre 74 du budget.

Il s'agit d'allègements fiscaux décidés par le législateur et non les collectivités. Ils visent à adapter l'impôt aux facultés contributives des contribuables, soit à mettre la fiscalité au service des politiques incitatives. Les exonérations sont alors en principe compensées par l'État en totalité ou avec application d'une minoration pour certaines allocations.

Il convient de noter qu'avec la réforme de la taxe d'habitation, des modifications sont intervenues au niveau des allocations compensatrices.

C'est ainsi que l'allocation compensatrice TH versée à la commune jusqu'en 2020 au titre des exonérations pour un montant de 74 844 € a été intégrée au produit fiscal de la TH supprimé par la réforme et qui a été compensée dans le cadre du transfert de la part départementale de la taxe foncière et du dispositif de compensation mis en œuvre.

De même, dans le cadre de la baisse des impôts de production en 2021 où il a été décidé de réduire de moitié les cotisations des impôts fonciers (valeur locative) pour environ 32 000 entreprises industrielles. Cette décision qui impactait directement les recettes des communes a été compensée par l'État à travers une nouvelle allocation dont le montant pour notre commune a été de 32 455 € pour l'année 2024.

	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	OB 2025
Allocations compensatrices en matière fiscale	91 943 €	86 543 €	101 691 €	108 790 €	95 159 €	92 655 €	95 365 €	72 867 €	88 672 €	84 813 €	78 037 €	85 162 €	42 901 €	30 448 €	31 708 €	32 455 €	31 000 €

## B-3 : Les subventions de Tours Métropole Val de Loire

La commune perçoit de la Métropole un fonds de concours dit de droit commun d'un montant de 79 680 €.

Il s'agit d'un fonds à caractère général, attribué en fonction des demandes des communes.

Cette somme était répartie, pour notre commune, de la manière suivante :

- STRUCTURE MULTI-ACCUEIL : 25 000 €
- POLE ENFANCE JEUNESSE : 28 000 €
- SAISON CULTURELLE : 26 680 €

STRUCTURE MULTI-ACCUEIL  
*les petits loups*

 Pôle enfance - jeunesse



Dans le cadre du pacte fiscal et financier adopté en 2022 par Tours Métropole Val de Loire, il a été décidé le plafonnement de la part du fonds de concours de droit commun versé en fonctionnement selon le système dégressif, amenant à un versement uniquement en investissement en 2026 :

- 2022 : 80 % maximum en fonctionnement, 20 % minimum en investissement
- 2023 : 60 % maximum en fonctionnement, 40 % minimum en investissement
- 2024 : 40 % maximum en fonctionnement, 60 % minimum en investissement
- 2025 : 20 % maximum en fonctionnement, 80 % minimum en investissement
- 2026 : uniquement en investissement.

Cette disposition a connu une première application en 2022. Toutefois, en 2023 au regard des circonstances exceptionnelles liées à l'inflation et à la crise énergétique, les tensions sur les finances des communes étant particulièrement fortes, la Métropole a proposé qu'à titre exceptionnel les fonds de concours de droit commun 2023 puissent être attribués aux communes jusqu'à 100 % en fonctionnement, cette disposition a été reconduite en 2024 et également pour cette année.

C'est cette option que la commune a retenue avec une répartition des 79 680 € de la manière suivante :

- SMA : 20 000 €
- Culture : 31 680 €
- Pôle Enfance : 28 000 €



S'ajoutent à cela **32 000 €** au titre de la participation au transport scolaire, dans le cadre de la convention qui a été signée en juin 2017 entre la commune et le Syndicat des Mobilités de Touraine.

#### B-4 : Les autres subventions

- ❖ Ce sont essentiellement les subventions versées par :

LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES verse à la commune deux types d'aides pour les services de la Petite Enfance (SMA) et du Pôle Enfance Jeunesse :

- Une prestation de service
- Une participation financière dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG), approuvée par le Conseil Municipal lors de sa séance du 15 novembre 2022.



Ces recettes sont imputées à ce chapitre budgétaire 74 « Dotations et participations ».

PRÉVISIONS 2024	CTG	Prestations de services	FAAL	TOTAL
SMA	34 000 €	148 000 €	-	182 000 €
CENTRE DE LOISIRS	32 000 €	18 000 €	9 800 €	59 800 €
LA PASSERELLE	4 100 €	6 895 €	-	10 995 €
APS	38 000 €	30 000 €	-	68 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>108 100 €</b>	<b>202 895 €</b>	<b>9 800 €</b>	<b>320 795 €</b>

LA RÉGION



Avec la Grange et la mise en place d'une saison culturelle, la commune a déposé comme chaque année auprès de la Région Centre Val de Loire, un dossier de demande d'aide financière dans le cadre du dispositif Projets Artistiques et Culturels de Territoire (PACT).

Il est rappelé que ce dossier porté par Luynes regroupe également des actions et manifestations organisées par la commune de Fondettes mais aussi par le monde associatif des deux villes.

Une somme de 18 540 € est attendue, 6 822.20 € pour Luynes dans le cadre de son programme culturel mis en œuvre au niveau communal et 11 717.80 € pour les autres acteurs culturels (commune de Fondettes et monde associatif).



La Région ne souhaitant qu'un seul interlocuteur, les sommes seront versées, si le dossier est validé par les instances Régionales, au porteur du projet (commune de Luynes), à charge pour lui de reverser les parts correspondantes aux autres partenaires.

Cela se traduira du point de vue budgétaire par une recette de fonctionnement de 18 540 € (50 % acompte subvention 2025 + solde subvention 2024) et une dépense de 11 717.80 € correspondant au montant que la commune devra reverser.



Une somme est prévue dans le cadre du FCTVA à hauteur de 6 400 € pour les dépenses d'entretien des bâtiments et de voirie, effectuées en 2023.

Pour rappel, ces dépenses de fonctionnement sont, depuis 2016, éligibles à ce fonds.

## C – LES PRODUITS DES SERVICES

Ces produits correspondent aux ressources que la collectivité tire du fonctionnement des services qu'elle facture, et qui sont inscrits au chapitre 70 du budget intitulé " VENTE DE PRODUITS / PRESTATIONS DE SERVICES ".



	CA 2023	BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024
<b>Chapitre 70</b>	<b>792 886 €</b>	<b>570 962 €</b>	<b>569 219 €</b>	<b>570 424 €</b>	<b>- 538 € - 0.09 %</b>

La diminution constatée entre 2024 et 2023 s'explique par la ré-imputation des aides de la CAF au CHAP 74 et non plus 70 et ce à la demande du comptable.

On retrouve les principaux postes de recettes concernant les services suivants :

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / CA 2024
<b>CENTRE DE LOISIRS</b>	<b>154 129 €</b>	<b>123 034 €</b>	<b>134 069 €</b>	<b>101 283 €</b>	<b>118 296 €</b>	<b>147 842 €</b>	<b>142 544 €</b>	<b>122 231€</b>	<b>148 486 €</b>	<b>101 556 €</b>	<b>107 000 €</b>	<b>104 000 €</b>	<b>- 3 000 €</b>
<b>SMA</b>	<b>195 294 €</b>	<b>168 211 €</b>	<b>179 988 €</b>	<b>196 214 €</b>	<b>190 657 €</b>	<b>205 593 €</b>	<b>184 439 €</b>	<b>190 133 €</b>	<b>196 922 €</b>	<b>79 335 €</b>	<b>82 748 €</b>	<b>83 482 €</b>	<b>734 €</b>
<b>PERI SCOLAIRE</b>	<b>38 522 €</b>	<b>58 402 €</b>	<b>53 460 €</b>	<b>67 969 €</b>	<b>59 178 €</b>	<b>79 781 €</b>	<b>77 607 €</b>	<b>78 958 €</b>	<b>113 352 €</b>	<b>40 336 €</b>	<b>38 410 €</b>	<b>39 500 €</b>	<b>1 090 €</b>
<b>RESTAURATION</b>	<b>178 333 €</b>	<b>192 928 €</b>	<b>220 587 €</b>	<b>199 396 €</b>	<b>186 135 €</b>	<b>222 793 €</b>	<b>188 225 €</b>	<b>208 049 €</b>	<b>201 633 €</b>	<b>231 104 €</b>	<b>239 508 €</b>	<b>245 142 €</b>	<b>5 634 €</b>
<b>LA PASSERELLE</b>	<b>6 880 €</b>	<b>6 221 €</b>	<b>6 853 €</b>	<b>20 933 €</b>	<b>15 512 €</b>	<b>22 310 €</b>	<b>11 397 €</b>	<b>16 973 €</b>	<b>25 338 €</b>	<b>14 564 €</b>	<b>17 310 €</b>	<b>13 000 €</b>	<b>- 4 310 €</b>

C'est également au niveau de ce chapitre budgétaire que l'on trouve une somme de 61 300 € correspondant au personnel communal mis à disposition de Tours Métropole Val de Loire. (Voir partie Ressources Humaines pages 54 à 56 pour explications).

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



## D - LES AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE DU CHAPITRE 75

On trouve dans ce chapitre budgétaire essentiellement les revenus des immeubles qui sont estimés cette année à 240 270 €.

Les principaux montants concernent :



Maison médicale : 41 700 €

Gendarmerie : 132 700 €

Camping : 11 900 €



A noter,

1° La perte du loyer de l'IME cette année, d'un montant de 125 600 €.

Ce qui explique pour partie la baisse des recettes réelles.

2° La commune est dans l'attente de la révision du loyer de la gendarmerie.

On trouve également la participation du Conseil Départemental pour l'utilisation des équipements sportifs du collège, ainsi que le remboursement à la ville, des frais de gestion dans le cadre du Syndicat des Collèges (7 000 €).



Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

S<sup>2</sup>LOW

## VI - UNE TRÈS FAIBLE PROGRESSION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT DE + 0.39 %



Les dépenses réelles 2025, dans le cadre des orientations budgétaires, progressent de 0.39 % pour s'élever à 5 595 053.85 € contre 5 573 578.75 € en 2024, soit en valeur absolue + 21 475.10 €.

SECTION DE FONCTIONNEMENT	BP 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024	
			MONTANT	%
<b>TOTAL PRÉVISIONNEL DÉPENSES</b>	<b>6 259 383.81 €</b>	<b>6 360 200.51 €</b>	<b>100 816.70 €</b>	<b>+ 1.61 %</b>
<b>VIREMENT SECTION INVESTISSEMENT</b>	<b>310 000.00 €</b>	<b>310 000.00 €</b>	-	-
<b>DOTATION AUX AMORTISSEMENTS</b>	<b>276 805.06 €</b>	<b>270 000.00 €</b>	<b>- 6 805.06 €</b>	<b>-2.46 %</b>
<b>DÉPENSES RÉELLES</b>	<b>5 573 578.75 €</b>	<b>5 595 053.85 €</b>	<b>21 475.10 €</b>	<b>+ 0.39 %</b>

### A - LES CHARGES DE PERSONNEL



	CA 2023	BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024
<b>Chapitre 012</b>	<b>3 428 413 €</b>	<b>3 494 229 €</b>	<b>3 464 247.68 €</b>	<b>3 669 549 €</b>	<b>5.02 % 175 320 €</b>

À l'étape du débat d'orientations budgétaires, la prévision des frais de personnel pour 2025 s'élève à 3 669 549 € soit une augmentation de 5.02 % par rapport au BP 2024 et représente 63.26 % des dépenses réelles estimées (déduction faite du Chapitre 013 « atténuation de charges »).

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

S<sup>2</sup>LO

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

## A – 1 : L'impact de Tours Métropole Val de Loire sur les frais de personnel

Les données par rapport à 2021 n'ayant pas changé (voir les explications détaillées dans le cadre du dossier OB 2021, pages 41, 42, 43, 44), il convient de rappeler la situation arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (ces éléments repris ci-dessous avaient déjà été exposés dans le cadre des OB des années précédentes) :

**a) 14 postes d'agents communaux ont été transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2017 à Tours Métropole Val de Loire.**

**Traduction budgétaire :**

- Les salaires des agents transférés, soit 165 723 €, pour la part du temps de travail sur des compétences métropolitaines, ne sont plus pris en charge par le budget communal, au titre du chapitre 012.  
**MAIS** cette somme a été déduite de l'Attribution de Compensation (AC) que la commune percevait de la Métropole.
- Les salaires des agents transférés, soit 244 665 €, pour la part du temps de travail estimé sur des missions relevant de la compétence communale, sont remboursés par la commune à Tours Métropole Val de Loire et sont intégrés dans le chapitre 012 (article budgétaire spécifique).

**b) 4 postes ont été mis à disposition de la Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 selon des taux d'occupation distinguant les missions communales de celles de la Métropole.**

**c) En 2020, la Métropole a souhaité que soit prise en compte et valorisée la mise à disposition d'agents communaux qui interviennent, dans le cadre des 5 missions supports, à savoir :**

- Ressources Humaines
- Finances
- Assurances
- Foncier
- Secrétariat Services Techniques

Dans le cadre de cette mise à disposition du personnel municipal à la Métropole (b/c), il y a une neutralité budgétaire puisque les 61 330 € correspondants aux salaires des agents mis à disposition de la Métropole selon des pourcentages du temps de travail, sont déduits de l'AC mais remboursés à la commune en recettes de fonctionnement (article dédié 70846).

En résumé on a, et ces chiffres sont reconduits pour 2025 :

- 244 665 € en dépenses de fonctionnement
- 61 330 € en recettes de fonctionnement
- l'Attribution de Compensation que verse la commune à Tours Métropole Val de Loire d'un montant de 46 146.661 € prend en compte les 165 723 € de salaires des agents transférés pour des missions relevant des compétences métropolitaines.

## A - 2 : Comment a été calculé le budget frais de personnel 2025 ?

La somme de 3 669 549 € a été calculée sur la base de :

- De l'effectif suivant :
  - 63 titulaires, dont 1 agent en décharge totale de service pour exercice d'une activité syndicale soit 62.5 Equivalent Temps Plein (ETP) (13 hommes, 50 femmes, moyenne d'âge 46.5 ans).
  - 2 contractuels à temps complet qui seront titularisés en cours d'année soit 2 ETP
  - 1 agent à temps complet en CDI (Chargé de communication).
  - 12 non-titulaires, soit 11.15 ETP
    - 5 Pôle Enfance Jeunesse
    - 1 SMA (temps partiel)
    - 6 Service hygiène
  - 5 animateurs rémunérés au forfait sur les vacances scolaires.
- L'application des dispositions du décret n°2025-86 du 30 janvier 2025 relatif aux taux de cotisation vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse Nationale des Retraités des Agents des Collectivités Locales (CNRACL).

Ce texte confirme l'augmentation de 3 points des taux de cotisation sur 4 ans, à compter de 2025 jusqu'en 2028.



Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 17/03/2025  
Publié le   
ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



Le décret indique que chaque nouveau taux s'applique aux titres des périodes d'emploi courant, à compter de chaque 1<sup>er</sup> janvier.

Ainsi, pour 2025, le nouveau taux de cotisation (34.65 %) s'applique rétroactivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 (pour mémoire, le taux jusqu'à ce jour était de 31.65 %).

Il convient de noter que cette décision de revalorisation des taux a été prise par décret, privant ainsi les parlementaires de toute discussion à cet égard, dans le cadre des débats budgétaires.

L'impact pour notre commune est de 47 000 €, pour cette année.

- Aucune revalorisation du point d'indice n'a été prise en compte.
- Aucun recrutement n'est envisagé.
- De la prise en compte des effets de Glissement Vieillesse Technicité (GVT), qui correspondent pour 2025 aux avancements d'échelon pour 29 agents (16 800 €) et avancement de grade (868 €) à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2025 pour 4 agents potentiels.
- Pour information, le salaire minimum de la fonction publique est de 1 801.73 € brut soit, 1 430.09 € net (1 801.80 € SMIC brut).
- Il convient de noter une augmentation du poste assurance statutaire de 4 601 € (+ 5.96 %).
- Prise en compte des frais liés au recensement de la population de l'ordre de 10 000 €, avec en contrepartie une dotation de l'État d'environ 9 400 €.



### A – 3 : Calcul de la charge nette du personnel

Pour calculer la charge nette, on déduit du chapitre 012 « Frais de personnel » les remboursements de salaires du chapitre 013 (assurance statutaire, Sécurité Sociale, ...).

La prévision de ces remboursements pour 2025 est estimée à 130 000 € pour une réalisation à 182 866 € en 2024.

Il convient de préciser que c'est à partir de ce montant des charges nettes que l'on calcule le poids des frais de personnel dans les charges réelles de fonctionnement (voir tableau E, page 32).

Toutefois, pour affiner ce montant des charges nettes, il conviendrait de déduire le remboursement de Tours Métropole Val de Loire de l'article 70846 (personnel municipal mis à disposition) pour 61 300 €.

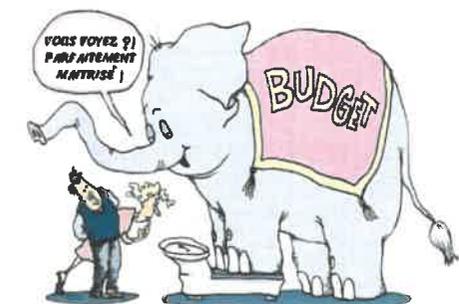
Ainsi, la charge nette prévisionnelle de personnel pour 2025 serait de :

		BP 2024	OB 2025	VARIATION	
				OB 2025 / BP 2024	
				€	%
DÉDUCTION	CHAP 012	3 494 229 €	3 669 549 €	175 320 €	5.02 %
	CHAP 013	90 000 €	130 000 €	40 000 €	44.44 %
	ARTICLE 70846	61 300 €	61 300 €	-	-
TOTAL		3 342 929 €	3 478 249 €	135 320 €	4.04 %



### B - LES CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL

	CA 2023	BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024
Chapitre 011	1 281 893 €	1 611 310 €	1 324 691 €	1 583 151 €	-1.75 % - 28 159 €



RAPPEL ! C'est dans ce chapitre que l'on trouve la grande partie des dépenses nécessaires au fonctionnement des services (eau, énergie, carburant, alimentation, entretien des espaces verts, bâtiments, voirie ...).

Vous retrouverez, dans le cadre du rapport de présentation du budget 2025, un commentaire pour chaque article expliquant les variations.

Vous recevrez également par voie dématérialisée, une présentation analytique du budget services gestionnaires par services gestionnaires vous permettant d'avoir une explication pour les principaux articles.

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
Reçu en préfecture le 17/03/2025
Publié le
ID : 037-213701394-20250311-DEL_11032025_01-DE

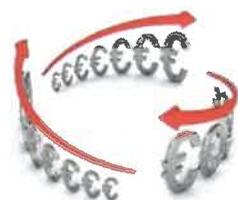


### C - LES CHARGES FINANCIÈRES (voir dossier dette pages 60 à 67)

	CA 2023	BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024
Chapitre 66	91 60 €	81 484 €	78 803 €	80 832 €	- 0.80 % - 652 €

L'encours de la dette au 31 décembre 2024 s'élevait à 3 508 311 €\*, soit une dette par habitant de 671 € (au 01/01/2025) alors que la moyenne départementale pour les communes de notre strate de population était de 1 024 €/habitant (au 01/01/2024).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, avec un taux moyen de 2.06 %, l'encours se compose de 20 contrats de prêt\* :



- 19 à taux fixe soit 96.24 % du capital restant dû (3 376 427€).
- 1 à taux variable, soit 3.76 % du capital restant dû (131 884 €).
- L'annuité 2025 s'élève à 633 875 €\*.

\* L'emprunt de 2024 (350 000 € souscrit auprès de la Caisse d'Epargne fin novembre 2024, taux livret A + marge de 0.60 %) non-intégré car les fonds ont été encaissés le 31 janvier 2025. En revanche, il est comptabilisé au niveau de l'annuité de la dette 2025.

### D - LES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE DU CHAPITRE 65

	CA 2023	BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024
Chapitre 65	454 799 €	474 255 €	456 149 €	389 521 €	-17.87 % - 84 734 €

La diminution de ce chapitre s'explique par le fait qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 Tous Métropole Val de Loire prend à sa charge le contingent incendie, dans le cadre de sa compétence défense incendie.

De ce fait, c'est une dépense en moins pour la commune de l'ordre de 75 000 €, mais qui fait l'objet d'un transfert de charges dans le cadre de l'attribution de compensation, tel qu'exposé au A-2-2, page 37.

On retrouve dans ce chapitre budgétaire :



- Une somme de 95 000 € pour les subventions versées aux associations locales.
- La subvention pour le CCAS à hauteur de 20 000 € (montant identique à 2024, qui pourra le cas échéant être revu en cours d'année).
- Une prévision de 38 760 € pour l'école Sainte Geneviève dans le cadre du contrat d'association (+ 3 %, par rapport à 2024).
- Une somme de 10 670 € pour les différentes subventions versées aux écoles dans le cadre des projets pédagogiques ou des voyages de fin d'année mais aussi les enfants Luinois scolarisés dans les MFR-CFA.
- Les indemnités versées aux élus : montant prévisionnel 145 500 € (indemnités + cotisations retraites et sociales).

→ Une enveloppe de 3 000 € pour la formation des élus + 2 000 € pour frais de mission, conformément aux dispositions de la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2020.

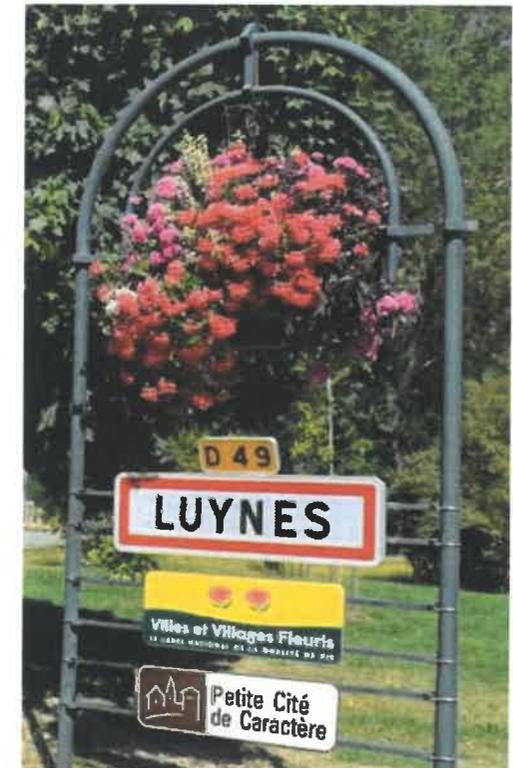
→ Les contributions aux différents organismes de regroupement intercommunal dont la commune est membre : Syndicat des Collèges (12 600 €), Mission Locale (3 350 €), le RAM (10 000 €), Cavités 37 (4 242 €), Villes et Villages Fleuris (300 €).

→ Abonnement à EKSAE pour les logiciels métiers de la collectivité en mode SAAS (Finances, RH, Élections, État Civil) + Microsoft 365 : 16 954 € /an.



Syndicat Intercommunal de Gestion des transports scolaires à destination des collèges

LA MEMBROLLE-SUR-CHOISILLE - LUYNES - SAINT-ÉTIENNE-DE-CHIGNY



## E – SYNTHÈSE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les recettes réelles de la section sont estimées à ce jour à 5 482 869 € pour 2025, soit une diminution de 2.57 % (- 144 597 €) par rapport au BP 2024.

Les dépenses réelles sont estimées quant à elles à 5 595 053 € pour 2025, soit une progression de + 0.39 % (21 475 €) par rapport au BP 2024.

Ainsi, on constate une augmentation des dépenses par rapport aux recettes, ce qui a un impact négatif sur la CAF brute prévisionnelle.

Du fait de la dette en capital et du montant à rembourser sur cet exercice budgétaire, la CAF nette prévisionnelle, est négative. (voir page 32 tableaux E et F).

Toutefois, il convient de rappeler que ce qui est déterminant et qui est pris en compte dans toutes les analyses financières, c'est la CAF nette du Compte Administratif.

Pour mémoire, la CAF nette prévisionnelle 2024 au BP était de – 469 000 € et elle est sortie positive au CA 2024 à + 63 864 €.



Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



## VII - SECTION INVESTISSEMENT ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

### A - PERSPECTIVE INVESTISSEMENT 2025 EN GRANDES MASSES

DÉPENSES			RECETTES		
	BP 2024	OB 2025		BP 2024	OB 2025
<b>RESTES À RÉALISER 2024</b>	123 538,61 €	82 555,86 €	<b>RESTES À RÉALISER 2024</b>	27 500,00 €	436 187,00 €
<b>DÉPENSES NOUVELLES</b>			<b>RECETTES NOUVELLES</b>		
REPRISE DU DÉFICIT N-1	307 246,61 €	632 671,48 €	AFFECTATION RÉSULTAT N - 1	403 300,00 €	279 040,34 €
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNTS	523 600,00 €	550 184,00 €	VIREMENT SECTION DE FONCTIONNEMENT	310 000,00 €	310 000,00 €
DÉPENSES ÉQUIPEMENTS	600 529,38 €	521 500,00 €	AMORTISSEMENTS	276 805,06 €	270 000,00 €
VOIRIE VERSEMENT TMVL	165 000,00 €	118 500,00 €	F C T V A	184 000,00 €	42 300,00 €
ENVELOPPE INVESTISSEMENT	435 529,38 €	403 000,00 €	TAXE AMÉNAGEMENT	44 000,00 €	40 194,37 €
OPÉRATIONS COMPTABLES	136 877,46 €	126 982,37 €	EMPRUNT INVESTISSEMENT	360 000,00 €	450 000,00 €
			FONDS VERT 1 TMVL		
			LUMINAIRES GENDARMERIE	9 039,00 €	
			MENUISERIES HOTEL DE VILLE	77 148,00 €	
			LOCAL ACL		
			FONDS VERT 2 TMVL		86 172,00 €
S/TOTAL	1 568 253,45 €	1 831 337,85 €	S/TOTAL	1 664 292,06 €	1 477 706,71 €
<b>TOTAL</b>	1 691 792,06 €	1 913 893,71 €	<b>TOTAL</b>	1 691 792,06 €	1 913 893,71 €

BESOIN DE FINANCEMENT SECTION INVESTISSEMENT 2023		
RESTES À RÉALISER DÉPENSES	123 538,61 €	
DÉFICIT 2023 REPORTÉ	307 246,61 €	
S/TOTAL ( a )	430 785,22 €	
RESTES À RÉALISER RECETTES ( b )	27 500,00 €	
AFFECTATION RÉSULTAT ( a - b )	403 285,22 €	403 300,00 €
BESOIN DE FINANCEMENT SECTION INVESTISSEMENT 2024		
RESTES À RÉALISER DÉPENSES	82 555,86 €	
DÉFICIT 2024 REPORTÉ	632 671,48 €	
S/TOTAL ( a )	715 227,34 €	
RESTES À RÉALISER RECETTES ( b )	436 187,00 €	
AFFECTATION RÉSULTAT ( a - b )	279 040,34 €	279 040,34 €

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le



ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

## B – LES RESTES À RÉALISER 2024

### B – 1 : En dépenses : 82 555.86 €

Cette somme représente les dépenses engagées sur l'exercice et pour lesquelles les factures n'ont pas été reçues par la commune ou les travaux ne sont pas terminés.

Il s'agit :

- de l'éclairage extérieur de la gendarmerie pour 29 458.80 €.
- des travaux de menuiserie Hôtel de Ville – Local ACL pour 53 097.06 €.

### B – 2 : En recettes : 436 187 €

Même principe que les dépenses, à savoir qu'il s'agit de recettes certaines mais non encore encaissées par la commune au 31 décembre 2024.

Il s'agit :

- de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse d'Épargne pour un montant de 350 000 €. Les fonds ont été perçus le 31 janvier 2025.
- 86 187 € au titre de la subvention Tours Métropole Val de Loire, dans le cadre du Fonds Vert 1 pour les travaux de menuiserie (Hôtel de Ville / Local ACL) et d'éclairage extérieur de la gendarmerie.

### B – 3 : Soit un excédent de 353 631.14 € au niveau des restes à réaliser

## C – LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

### C – 1 : Les ressources propres

Pour le respect du principe budgétaire de l'équilibre réel, le remboursement de la dette en capital (550 184 € cette année), doit être couvert par des ressources propres internes et externes qui sont constituées :

- du FCTVA (Fonds de Compensation de la TVA) estimé à 42 300 € qui concerne la récupération de la TVA sur les dépenses d'équipement réalisées en 2023.
- de la taxe d'aménagement estimée à 40 000 €.
- de l'autofinancement prévisionnel brut, tel qu'exposé en section de fonctionnement : 580 000 € (amortissements + virement de la section de fonctionnement).

→ de l'affectation de résultat 279 040.34 € concernant les besoins de financement de la section d'investissement (cf. tableau page 56).

### C – 2 : Les autres recettes

→ 86 172 € au titre du Fonds Vert 2 de Tours Métropole Val de Loire et pour lequel le Conseil Municipal a déjà délibéré le 24 septembre 2024 pour solliciter 31 320 € sur cette enveloppe pour les travaux d'éclairage des Varennes estimé à 48 100 € TTC et des tennis couverts (27 900 € TTC).

Des demandes complémentaires devront être faites en fonction des dépenses d'investissement retenues dans le cadre de la programmation 2025 et susceptible d'être éligible.

→ Le recours à l'emprunt dont le montant maximum sera de l'ordre de 450 000 €.

Il s'agit d'un emprunt d'équilibre. Toutefois, cette inscription de 450 000 € s'inscrit dès à présent dans la politique de désendettement (- 100 000 € en 2025), que la commune a engagé depuis 2018.

En effet, Tours Métropole Val de Loire a décidé au titre de l'exercice 2025 d'allouer à chaque commune membre un fonds de concours exceptionnel d'investissement de 350 000 €.

Le Conseil Métropolitain délibérera sur ce sujet le 30 mars prochain. C'est pourquoi, aucune inscription budgétaire n'est prévue pour l'instant.

→ Les subventions d'investissement sollicitées, non inscrites dans le cadre du projet du BP 2025 car non notifiées :

SUBVENTIONS DEMANDÉES EN 2025	
F2D : VESTIAIRES GYMNASSE (Toiture/Peinture)	24 000,00 €
DETR / DSIL : REMPLACEMENT ORDINATEURS	4 452,00 €
POSTES PUBLICS MÉDIATHÈQUE	
<b>TOTAL</b>	<b>28 452,00 €</b>

### D – DÉPENSES PRÉVISIONNELLES D'ÉQUIPEMENT 2025

→ Pour ce qui est des dépenses de la section d'investissement, on retrouve la reprise du résultat de l'exercice précédent à hauteur de 632 671.48 €.

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



Ce montant par rapport à 2023 est plus important dans la mesure où l'emprunt de 350 000 € n'est pas pris en compte dans les recettes 2024.

- 550 184 € en ce qui concerne le remboursement du capital des emprunts.
- 126 982 € opérations comptables.
- Une somme d'environ 521 500 €, dont le montant reste encore à affiner en fonction des derniers arbitrages mais aussi en fonction notamment des deniers éléments du budget de fonctionnement, qui pourrait permettre de dégager un peu plus de marge de manœuvre.



On peut dès à présent indiquer :

- La somme de 118 500 € : Programme Voirie Réseaux Divers (VRD) - attribution versée à Tours Métropole Val de Loire.

A noter, que le besoin pour cette enveloppe est de 237 000 € HT qui sera financé pour 118 500 € correspondants au montant versé par la commune dans le cadre de son budget d'investissement, l'autre moitié par une partie du fonds de concours exceptionnel d'investissement de 350 000 € exposé ci-dessus et pris par anticipation avec la validation des instances métropolitaines.



- La somme de 48 100 € : Éclairage Varennes.
- La somme de 27 100 € : Éclairage Tennis couverts
- La somme de 72 000 € : Réfection Vestiaires gymnase



Ces trois dernières sommes ayant été évoquées dans la délibération du Conseil Municipal du 10 décembre 2024 intitulée « Autorisation d'engagement de paiement des dépenses d'investissement, avant le vote du budget ».





# ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA DETTE DE LA COMMUNE

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



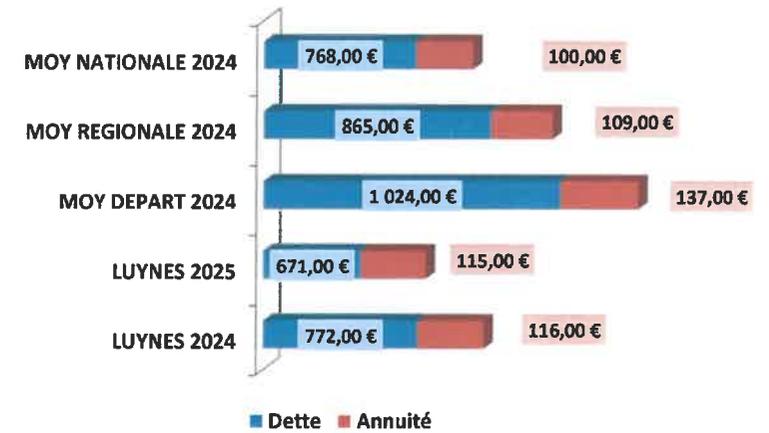
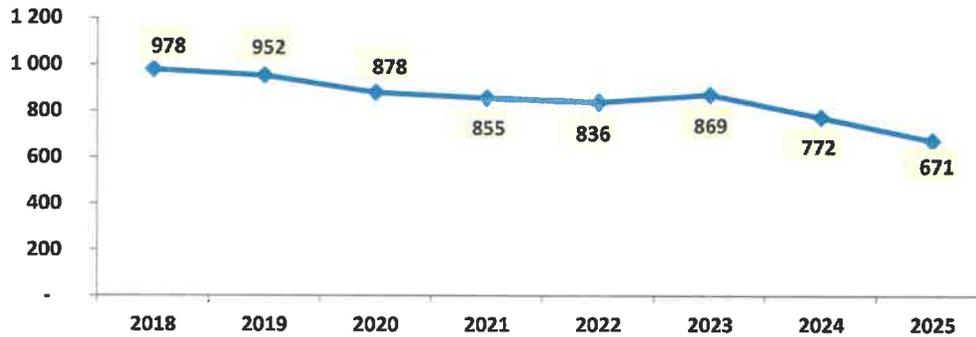
# I - RATIOS DETTE / HABITANT & ANNUITÉ / HABITANT

(source DGFIP)

Strate de 5 000 à 9 999 habitants	Dettes	Annuité
Commune de LUYNES au 01/01/2024	772,00 €	116,00 €
Commune de LUYNES au 01/01/2025	671,00 €	115,00 €
MOYENNE DÉPARTEMENTALE au 01/01/2024	1 024,00 €	137,00 €
MOYENNE RÉGIONALE au 01/01/2024	900,00 €	109,00 €
MOYENNE NATIONALE au 01/01/2024	768,00 €	100,00 €

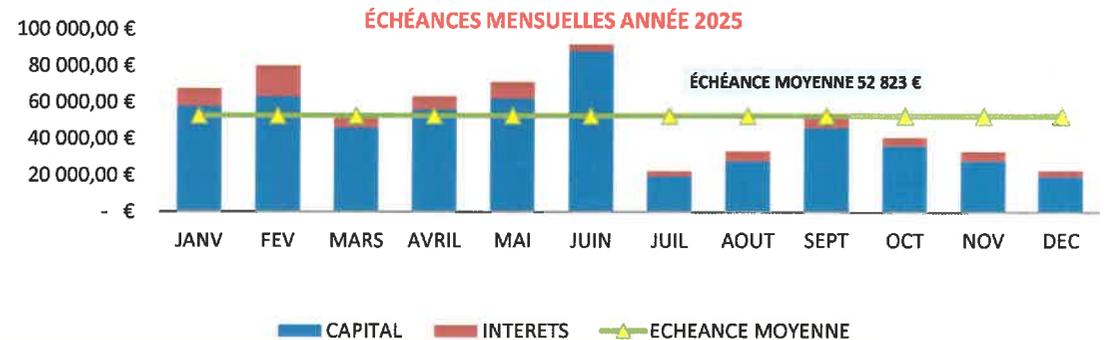
POPULATION AU 01/01/2025 : 5 226 HABITANTS (source INSEE)

ÉVOLUTION DETTE EN € PAR HABITANT



# II - ÉCHÉANCIER MENSUEL ANNÉE 2025

MOIS	CAPITAL	INTÉRÊT	ÉCHÉANCES
JANVIER	57 828,28 €	10 025,66 €	67 853,94 €
FÉVRIER	63 182,35 €	17 089,41 €	80 271,76 €
MARS	46 145,95 €	6 987,40 €	53 133,35 €
AVRIL	56 149,59 €	7 352,37 €	63 501,96 €
MAI	62 120,01 €	9 388,57 €	71 508,58 €
JUIN	87 920,24 €	4 144,49 €	92 064,73 €
JUILLET	19 493,90 €	3 068,34 €	22 562,24 €
AOUT	27 740,34 €	5 664,14 €	33 404,48 €
SEPTEMBRE	46 167,93 €	6 113,11 €	52 281,04 €
OCTOBRE	36 171,62 €	4 827,19 €	40 998,81 €
NOVEMBRE	27 751,40 €	5 551,10 €	33 302,50 €
DÉCEMBRE	19 512,36 €	3 479,52 €	22 991,88 €
<b>TOTAL</b>	<b>550 183,97 €</b>	<b>83 691,30 €</b>	<b>633 875,27 €</b>
<b>ÉCHÉANCE MOYENNE 2025</b>		<b>52 822,94 €</b>	
<b>ÉCHÉANCE MOYENNE 2024</b>		<b>50 691,59 €</b>	
<b>ÉCHÉANCE MOYENNE 2023</b>		<b>51 015,22 €</b>	
<b>ÉCHÉANCE MOYENNE 2022</b>		<b>47 889,16 €</b>	
<b>ÉCHÉANCE MOYENNE 2021</b>		<b>45 596,38 €</b>	



Emprunt 2024 non intégré, les fonds n'ayant pas été encaissés sur l'exercice budgétaire 2024



ANNÉE	CAPITAL	INTÉRÊT	ANNUITÉS	CAPITAL RESTANT DU AU 01/01
2021	447 277 €	99 967 €	547 245 €	4 482 519,37 €
2022	474 743 €	91 572 €	574 670 €	4 385 242,20 €
2023	518 592 €	93 594 €	612 186 €	4 550 484,70 €
2024	523 581 €	83 439 €	607 020 €	4 031 892,77 €
2025	550 184 €	83 691 €	633 875 €	3 508 311,67 €
<b>VARIATION N/N-1</b>	<b>26 603 €</b>	<b>252 €</b>	<b>26 855 €</b>	<b>-523 581,10 €</b>

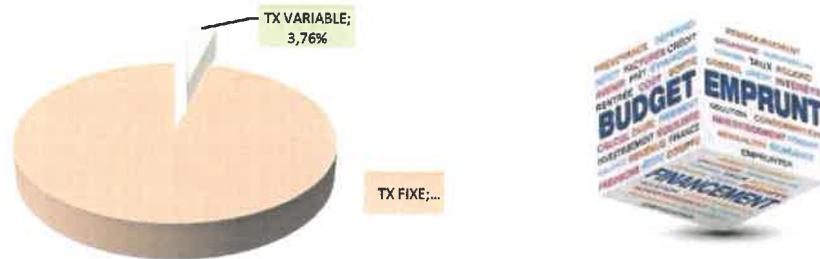
### III - ÉTAT DE LA DETTE AU 31/12/2024 CAPITAL RESTANT DÛ

Établissements prêteurs	Taux fixe		Taux variable		Total	
	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
CAISSE D'ÉPARGNE	1 993 402,27 €	100,00%			1 993 402,27 €	56,82%
CRÉDIT AGRICOLE	1 383 025,35 €	91,29%	131 884,05 €	8,71%	1 514 909,40 €	43,18%
<b>TOTAL</b>	<b>3 376 427,62 €</b>	<b>96,24%</b>	<b>131 884,05 €</b>	<b>3,76%</b>	<b>3 508 311,67 €</b>	<b>100,00%</b>

*Emprunt 2024 non intégré, les fonds n'ayant pas été encaissés sur l'exercice budgétaire 2024*

PHOTOGRAPHIE DE LA DETTE COMMUNALE AU 01/01/2025	
CAPITAL RESTANT DÛ	3 508 311,67 €
TAUX MOYEN DE LA DETTE	2,06%
DURÉE RÉSIDUELLE	7,82
NOMBRE DE CONTRATS	21
ANNUITÉS 2025	633 875,27 €

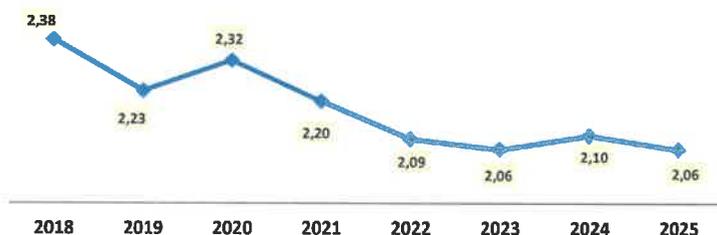
RÉPARTITION PAR TYPE D'EMPRUNT



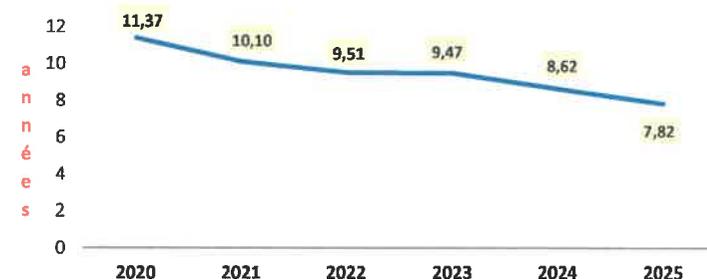
RÉPARTITION DE LA DETTE PAR ORGANISME PRÊTEUR



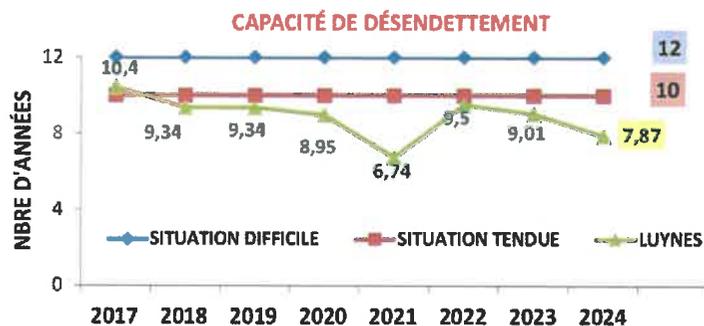
ÉVOLUTION DU TAUX MOYEN DE LA DETTE AU 01/01/N



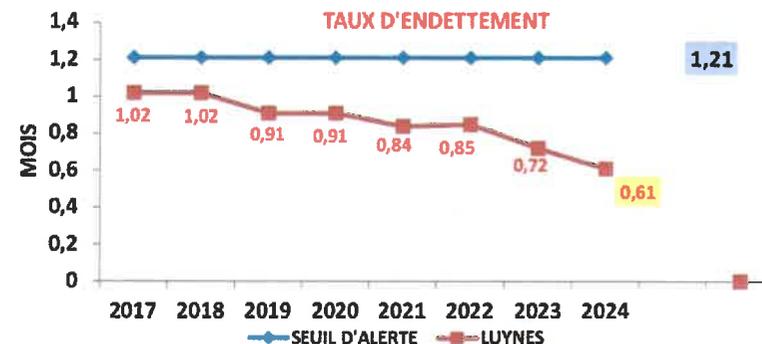
DURÉE RÉSIDUELLE MOYENNE DE LA DETTE



Moyenne des taux d'intérêt de tous les contrats détenus par la commune



Durée restant à courir sur les emprunts, exprimée en année.



Étalonnée en années, la capacité de désendettement mesure le temps qu'il serait nécessaire à la commune pour effacer totalement sa dette si elle mobilisait l'intégralité de son épargne brute dans ce but.

**NB:** La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 a porté ces seuils à 10 et 12 ans.

En règle générale la dette en capital d'une commune correspond à l'équivalent d'une année de recettes réelles de fonctionnement. Une commune doit donc avoir un ratio inférieur à 1.

Le seuil d'alerte est à 1,21. Ce taux se mesure par encours de la dette / produits de fonctionnement.

# IV - CAPITAL RESTANT DÛ PAR ORGANISMES PRÊTEURS AU 31/12/N EMPRUNTS CONSTANTS

ORGANISMES PRETEURS	ANNÉE PRÊT	CAPITAL ORIGINE	DURÉE	TAUX	2024	2025	2026	2027	2028	2029
CE 2	fev-08	559 600,00 €	25ANS/FEV-33	TF/A 4,58%	239 535,40 €	214 071,45 €	187 441,25 €	159 591,39 €	130 466,01 €	100 006,68 €
CE 3	juil-08	825 000,00 €	20ANS/JANV-28	TF/A 4,50%	161 202,79 €	120 902,09 €	80 601,39 €	40 300,69 €	- €	- €
CE 4	oct-14	500 000,00 €	15ANS/OCT-29	TF/S 2,41%	166 666,60 €	133 333,26 €	99 999,92 €	66 666,58 €	33 333,24 €	- €
CE 5	fev-15	450 000,00 €	15ANS/FEV-30	TF / M 1,90%	155 000,00 €	125 000,00 €	95 000,00 €	65 000,00 €	35 000,00 €	5 000,00 €
CE 6	avr-15	300 000,00 €	15ANS/AVR-30	TF/M 1,69%	106 666,28 €	86 666,24 €	66 666,20 €	46 666,16 €	26 666,12 €	6 666,08 €
CE 7	mai-15	500 000,00 €	15ANS/MAI-30	TF/A 1,68%	215 327,68 €	180 937,00 €	145 960,53 €	110 388,29 €	74 215,29 €	37 420,99 €
CE 8	avr-16	300 000,00 €	15ANS/AVR-31	TF / M 1,53%	126 666,32 €	106 666,28 €	86 666,24 €	66 666,20 €	46 666,16 €	26 666,12 €
CE 9	avr-16	300 000,00 €	15ANS/AVR-31	TF / A 1,54%	140 000,00 €	120 000,00 €	100 000,00 €	80 000,00 €	60 000,00 €	40 000,00 €
CE 10	dec-16	200 000,00 €	15ANS/DEC-31	TF / M 1,21%	93 333,44 €	80 000,12 €	66 666,80 €	53 333,48 €	40 000,16 €	26 666,84 €
CE 11	fev-17	150 000,00 €	15ANS/FEV-32	TF / M 1,44%	71 666,98 €	61 667,02 €	51 667,06 €	41 667,10 €	31 667,14 €	21 667,18 €
CE 12	fev-17	150 000,00 €	15ANS/FEV-32	TF / M 1,45%	80 000,00 €	70 000,00 €	60 000,00 €	50 000,00 €	40 000,00 €	30 000,00 €
CE 13	dec-17	250 000,00 €	15ANS/DEC-32	TF / M 1,28%	133 333,24 €	116 666,56 €	99 999,88 €	83 333,20 €	66 666,52 €	49 999,84 €
CE 14	sept-22	350 000,00 €	15ANS/AOUT-37	TF / M 2,57%	304 003,54 €	283 431,52 €	262 324,52 €	240 668,61 €	218 449,56 €	195 652,74 €
CE 15	janv-25	350 000,00 €	15 ans/DEC-39	TV/ M TAUX LIVRET A MARGE 0,60%		328 611,16 €	305 277,88 €	281 944,60 €	258 611,32 €	235 278,04 €
<b>S/TOTAL CAISSE D'ÉPARGNE</b>					<b>1 993 402,27 €</b>	<b>2 027 952,70 €</b>	<b>1 708 271,67 €</b>	<b>1 386 226,30 €</b>	<b>1 061 741,52 €</b>	<b>775 024,51 €</b>
CA 1	dec-13	750 000,00 €	15ANS/NOV-28	TV/EURIBOR 3M MARGE 2,55%	131 884,05 €	98 913,04 €	65 942,03 €	32 971,01 €	- €	- €
CA2/B FT 1	dec-11	800 000,00 €	15ANS/MARS-26	TF/ T 3%	139 970,00 €	71 540,00 €	- €	- €	- €	- €
CA 3	sept-15	800 000,00 €	15ANS/SEPT-30	TF/S 1,75%	319 999,94 €	266 666,60 €	213 333,26 €	159 999,92 €	106 666,58 €	53 333,24 €
CA 4	dec-19	250 000,00 €	15ANS/ DEC-34	TF/M 1,50%	166 666,60 €	149 999,92 €	133 333,24 €	116 666,56 €	99 999,88 €	83 333,20 €
CA 5	dec-20	300 000,00 €	15ANS/ DEC-35	TF/M 0,86%	219 999,84 €	199 999,80 €	179 999,76 €	159 999,72 €	139 999,68 €	119 999,64 €
CA 6	dec-21	350 000,00 €	15ANS/ DEC-36	TF/M 0,43%	278 055,72 €	254 722,44 €	231 389,16 €	208 055,88 €	184 722,60 €	161 389,32 €
CA 7	nov-22	300 000,00 €	15ANS/ NOV-37	TF/M 0,64%	258 333,25 €	238 333,21 €	218 333,17 €	198 333,12 €	178 333,09 €	158 333,05 €
<b>S/TOTAL CREDIT AGRICOLE</b>					<b>1 514 909,40 €</b>	<b>1 280 175,01 €</b>	<b>1 042 330,62 €</b>	<b>876 026,21 €</b>	<b>709 721,83 €</b>	<b>576 388,45 €</b>
<b>CAPITAL RESTANT DU AU 31/12 ANNÉE N</b>					<b>3 508 311,67 €</b>	<b>3 308 127,71 €</b>	<b>2 750 602,29 €</b>	<b>2 262 252,51 €</b>	<b>1 771 463,35 €</b>	<b>1 351 412,96 €</b>
<b>VARIATION</b>					<b>-523 581,10 €</b>	<b>-200 183,96 €</b>	<b>-557 525,42 €</b>	<b>-488 349,78 €</b>	<b>-490 789,16 €</b>	<b>-420 050,39 €</b>

TF	TAUX FIXE
TV	TAUX VARIABLE
A	ÉCHÉANCE ANNUELLE
S	ÉCHÉANCE SEMESTRIELLE
T	ÉCHÉANCE TRIMESTRIELLE
M	ÉCHÉANCE MENSUELLE

**POUR MEMOIRE CAPITAL RESTANT DU AU 31/12/2023 4 031 892,77 €**



ÉVOLUTION CAPITAL RESTANT DU AU 31/12/N PAR ORGANISME PRÊTEUR (EMPRUNTS CONSTANTS)





## V - PERSPECTIVE ÉVOLUTION ANNUITÉS DE LA DETTE À EMPRUNTS CONSTANTS

ORGANISMES PRÊTEURS	ANNÉE PRÊT	CAPITAL ORIGINE	DURÉE	TAUX	ANNUITÉS	2024	2025	2026	2027	2028	2029
CE 2	fev-08	559 600,00 €	25 ANS	TF/A 4,58%	INTÉRÊT	12 085,90 €	10 970,72 €	9 804,47 €	8 584,81 €	7 309,29 €	5 975,34 €
					CAPITAL	24 348,77 €	25 463,95 €	26 630,20 €	27 849,86 €	29 125,38 €	30 459,33 €
					ANNUITÉ	36 434,67 €	36 434,67 €	36 434,67 €	36 434,67 €	36 434,67 €	36 434,67 €
CE 3	juil-08	825 000,00 €	20 ANS	TF/A 4,50%	INTÉRÊT	9 806,50 €	7 866,70 €	5 883,90 €	3 922,60 €	1 961,30 €	- €
					CAPITAL	40 300,70 €	40 300,70 €	40 300,70 €	40 300,70 €	40 300,70 €	- €
					ANNUITÉ	50 107,20 €	48 167,40 €	46 184,60 €	44 223,30 €	42 262,00 €	- €
CE 4	oct-14	500 000,00 €	15 ANS	TF/S 2,41%	INTÉRÊT	4 696,16 €	3 868,27 €	3 053,78 €	2 239,29 €	1 429,26 €	610,31 €
					CAPITAL	33 333,34 €	33 333,34 €	33 333,34 €	33 333,34 €	33 333,34 €	33 333,34 €
					ANNUITÉ	38 029,50 €	37 201,61 €	36 387,12 €	35 572,63 €	34 762,60 €	33 943,65 €
CE 5	fev-15	450 000,00 €	15 ANS	TF/ M 1,90%	INTÉRÊT	3 308,12 €	2 720,72 €	2 142,76 €	1 564,87 €	990,13 €	409,01 €
					CAPITAL	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €
					ANNUITÉ	33 308,12 €	32 720,72 €	32 142,76 €	31 564,87 €	30 990,13 €	30 409,01 €
CE 6	avr-15	300 000,00 €	15 ANS	TF/M 1,69%	INTÉRÊT	1 985,75 €	1 647,74 €	1 309,74 €	971,74 €	633,74 €	295,74 €
					CAPITAL	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €
					ANNUITÉ	21 985,79 €	21 647,78 €	21 309,78 €	20 971,78 €	20 633,78 €	20 295,78 €
CE 7	mal-15	500 000,00 €	15 ANS	TF/A 1,68%	INTÉRÊT	4 255,16 €	3 667,75 €	3 081,96 €	2 486,19 €	1 885,43 €	1 284,13 €
					CAPITAL	33 803,27 €	34 390,68 €	34 976,47 €	35 572,24 €	36 173,00 €	36 794,30 €
					ANNUITÉ	38 058,43 €	38 058,43 €	38 058,43 €	38 058,43 €	38 058,43 €	38 058,43 €
CE 8	avr-16	300 000,00 €	15 ANS	TF/M 1,53%	INTÉRÊT	2 138,87 €	1 822,53 €	1 512,28 €	1 202,03 €	894,47 €	581,53 €
					CAPITAL	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €
					ANNUITÉ	22 138,91 €	21 822,57 €	21 512,32 €	21 202,07 €	20 894,51 €	20 581,57 €
CE 9	avr-16	300 000,00 €	15 ANS	TF/A 1,54%	INTÉRÊT	2 505,07 €	2 185,94 €	1 873,67 €	1 561,39 €	1 252,53 €	936,83 €
					CAPITAL	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
					ANNUITÉ	22 505,07 €	22 185,94 €	21 873,67 €	21 561,39 €	21 252,53 €	20 936,83 €
CE 10	dec-16	200 000,00 €	15 ANS	TF/M 1,21%	INTÉRÊT	1 237,02 €	1 069,97 €	906,38 €	742,81 €	580,95 €	415,65 €
					CAPITAL	13 333,32 €	13 333,32 €	13 333,32 €	13 333,32 €	13 333,32 €	13 333,32 €
					ANNUITÉ	14 570,34 €	14 403,29 €	14 239,70 €	14 076,13 €	13 914,27 €	13 748,97 €
CE 11	fev-17	150 000,00 €	15 ANS	TF/M 1,44%	INTÉRÊT	1 128,53 €	979,33 €	833,33 €	687,33 €	542,93 €	395,33 €
					CAPITAL	9 999,96 €	9 999,96 €	9 999,96 €	9 999,96 €	9 999,96 €	9 999,96 €
					ANNUITÉ	11 128,49 €	10 979,29 €	10 833,29 €	10 687,29 €	10 542,89 €	10 395,29 €
CE 12	fev-17	150 000,00 €	15 ANS	TF/A 1,45%	INTÉRÊT	1 323,13 €	1 179,33 €	1 029,10 €	882,08 €	735,07 €	589,67 €
					CAPITAL	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €
					ANNUITÉ	11 323,13 €	11 179,33 €	11 029,10 €	10 882,08 €	10 735,07 €	10 589,67 €
CE 13	dec-17	250 000,00 €	15 ANS	TF/M 1,28%	INTÉRÊT	1 852,63 €	1 631,12 €	1 414,82 €	1 198,52 €	985,08 €	765,92 €
					CAPITAL	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €
					ANNUITÉ	18 519,31 €	18 297,80 €	18 081,50 €	17 865,20 €	17 651,76 €	17 432,60 €
CE 14	sept-22	350 000,00 €	15 ANS	TF/M 2,57%	INTÉRÊT	8 093,10 €	7 571,70 €	7 036,72 €	6 487,81 €	5 924,67 €	5 346,90 €
					CAPITAL	20 050,62 €	20 572,02 €	21 107,00 €	21 655,91 €	22 219,05 €	22 796,82 €
					ANNUITÉ	28 143,72 €	28 143,72 €	28 143,72 €	28 143,72 €	28 143,72 €	28 143,72 €
CE 15	janv-25	350 000 €	15 ANS	TV /M TX LIVRET A 3% MARGE 0,60%	INTÉRÊT		11 362,75 €	11 602,11 €	10 750,45 €	9 926,78 €	9 047,13 €
					CAPITAL		21 388,84 €	23 333,28 €	23 333,28 €	23 333,28 €	23 333,28 €
					ANNUITÉ		32 751,59 €	34 935,39 €	34 083,73 €	33 260,06 €	32 890,41 €
S/TOTAL CAISSE D'ÉPARGNE					INTÉRÊT	54 415,94 €	58 544,57 €	51 485,02 €	43 281,92 €	35 051,63 €	26 633,49 €
					CAPITAL	291 836,74 €	315 449,57 €	319 681,03 €	322 045,37 €	324 484,79 €	286 717,11 €
					ANNUITÉ	346 252,68 €	373 994,14 €	371 166,05 €	365 327,29 €	359 536,42 €	313 350,60 €



## V - PERSPECTIVE ÉVOLUTION ANNUITÉS DE LA DETTE À EMPRUNTS CONSTANTS (suite)

ORGANISMES PRÊTEURS	ANNÉE PRÊT	CAPITAL ORIGINE	DURÉE	TAUX	ANNUITÉS	2024	2025	2026	2027	2028	2029
CA 1	dec-13	750 000,00 €	15ANS nov-28	TV/T EURIBOR 3M MARGE 2,55%	INTÉRÊT	9 831,52 €	9 620,89 €	8 400,00 €	8 400,00 €	8 400,00 €	
					CAPITAL	32 971,03 €	32 971,02 €	32 971,02 €	32 971,02 €	32 971,02 €	
					ANNUITÉ	42 802,55 €	42 591,91 €	41 371,02 €	41 371,02 €	41 371,02 €	
CA 2 / B F T 1	dec-11	800 000,00 €	15ANS mars-26	TF/ T 3%	INTÉRÊT	5 289,62 €	3 207,90 €	1 085,02 €			
					CAPITAL	65 440,00 €	68 430,00 €	71 540,00 €			
					ANNUITÉ	70 729,62 €	71 637,90 €	72 625,02 €			
CA 3	sept-15	800 000,00 €	15ANS sept-30	TF/S 1,75%	INTÉRÊT	6 300,00 €	5 366,67 €	4 433,33 €	3 500,00 €	2 566,37 €	1 633,33 €
					CAPITAL	53 333,34 €	53 333,34 €	53 333,34 €	53 333,34 €	53 333,34 €	53 333,34 €
					ANNUITÉ	59 633,34 €	58 700,01 €	57 766,67 €	56 833,34 €	55 899,71 €	54 966,67 €
CA 4	déc-19	250 000,00 €	15ANS mai-34	TF/M 1,50%	INTÉRÊT	2 635,42 €	2 385,41 €	2 135,41 €	1 887,42 €	1 635,41 €	1 385,41 €
					CAPITAL	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €
					ANNUITÉ	19 302,10 €	19 052,09 €	18 802,09 €	18 554,10 €	18 302,09 €	18 052,09 €
CA 5	déc-20	300 000,00 €	15 ANS déc-35	TF/M 0,86%	INTÉRÊT	1 985,17 €	1 813,17 €	1 641,16 €	1 469,37 €	1 297,17 €	1 125,16 €
					CAPITAL	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €
					ANNUITÉ	21 985,21 €	21 813,21 €	21 641,20 €	21 469,41 €	21 297,21 €	21 125,20 €
CA 6	déc-21	350 000,00 €	15 ANS déc-36	TF/M 0,43%	INTÉRÊT	1 258,34 €	1 158,02 €	1 057,68 €	957,34 €	857,02 €	756,68 €
					CAPITAL	23 333,28 €	23 333,28 €	23 333,28 €	23 333,28 €	23 333,28 €	23 333,28 €
					ANNUITÉ	24 591,62 €	24 491,30 €	24 390,96 €	24 290,62 €	24 190,30 €	24 089,96 €
CA 7	nov-22	300 000,00 €	15 ANS nov-37	TF/M 0,64%	INTÉRÊT	1 722,67 €	1 594,67 €	1 466,77 €	1 338,67 €	1 210,47 €	1 082,66 €
					CAPITAL	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €
					ANNUITÉ	21 722,71 €	21 594,71 €	21 466,81 €	21 338,71 €	21 210,51 €	21 082,70 €
S/TOTAL CREDIT AGRICOLE					INTERET	29 022,74 €	25 146,73 €	20 219,37 €	17 552,80 €	15 966,44 €	5 983,24 €
					CAPITAL	231 744,41 €	234 734,40 €	237 844,40 €	166 304,40 €	166 304,40 €	133 333,38 €
					ANNUITÉ	260 767,15 €	259 881,13 €	258 063,77 €	183 857,20 €	182 270,84 €	139 316,62 €
TOTAL ANNUITÉS PRÉVUES AU BP 2025					INTÉRÊT	83 438,68 €	83 691,30 €	71 704,39 €	60 834,72 €	51 018,07 €	32 616,73 €
					CAPITAL	523 581,15 €	550 183,97 €	557 525,43 €	488 349,77 €	490 789,19 €	420 050,49 €
					ANNUITÉ	607 019,83 €	633 875,27 €	629 229,82 €	549 184,49 €	541 807,26 €	452 667,22 €
					VARIATION	-5 166,38 €	26 855,44 €	-4 645,45 €	-80 045,33 €	-7 377,23 €	-89 140,04 €

POUR MÉMOIRE ANNUITÉ 2024 (OB 2024)

612 186,21 €



Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le



ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

# VI - PERSPECTIVE ÉVOLUTION DE LA DETTE AVEC HYPOTHÈSE NOUVEAUX EMPRUNTS

SIMULATION

HYPOTHÈSE EMPRUNT 300 000 € SUR 15 ANS TAUX FIXE 3 % AMORTISSEMENT PROGRESSIF / ÉCHÉANCE CONSTANTE

ATTENTION, IL NE S'AGIT QUE D'UN DOCUMENT DE TRAVAIL QUI N'A QU'UNE VALEUR INDICATIVE

5226 habitants

## A - PERSPECTIVE ÉVOLUTION CAPITAL RESTANT DÛ

	2025	2026	2027	2028	2029
CAPITAL RESTANT DÛ AU 1/01/N EMPRUNTS CONSTANTS	3 508 312 €	3 308 128 €	2 750 603 €	2 262 253 €	1 771 464 €
DETTE PAR HABITANT BASE 5 226 HABITANTS AU 1/01/2025	671 €	633 €	526 €	433 €	339 €
REMBOURSEMENT CAPITAL ANNÉE N EMPRUNTS CONSTANTS	550 183 €	557 525 €	488 350 €	490 789 €	420 050 €
CAPITAL RESTANT DÛ AU 31/12/N EMPRUNTS CONSTANTS	2 958 129 €	2 750 603 €	2 262 253 €	1 771 464 €	1 351 414 €
<b>NOUVEL EMPRUNT ANNÉE N TAUX FIXE SUR 15 ANS</b>					
EMP 2025 300 000 €	300 000 €				
EMP 2026 300 000 €		300 000 €			
EMP 2027 300 000 €			300 000 €		
EMP 2028 300 000 €				300 000 €	
EMP 2029 300 000 €					300 000 €
<b>REMBOURSEMENT CAPITAL NOUVEL EMPRUNT ANNÉE N + 1</b>					
EMP 2025 300 000 €		16 130 €	16 614 €	17 112 €	17 626 €
EMP 2026 300 000 €			16 130 €	16 614 €	17 112 €
EMP 2027 300 000 €				16 130 €	16 614 €
EMP 2028 300 000 €					16 130 €
REMBOURSEMENT CAPITAL NOUVEL EMPRUNT ANNÉE N + 1		16 130 €	32 744 €	49 856 €	67 482 €
NOUVEAU CAPITAL RESTANT DU AU 31 / 12 / N	3 608 128 €	3 334 473 €	3 113 379 €	2 872 734 €	2 685 202 €
VARIATION ENDETTEMENT / DESENETTEMENT		-273 655,00 €	-221 094,00 €	-240 645,00 €	-187 532,00 €
DETTE PAR HABITANT BASE 5 226 HABITANTS AU 01/01/2025	690 €	638 €	596 €	550 €	514 €

EMPRUNT DE 2024 SOUSCRIT EN NOVEMBRE 2024 INTÈGRE / FONDS PERCUS EN JANVIER 2025

## B - PERSPECTIVE ÉVOLUTION ANNUITÉS DE LA DETTE

	2025	2026	2027	2028	2029
<b>ANNUITÉS EMPRUNTS CONSTANTS</b>					
INTÉRÊT	83 691 €	71 704 €	60 835 €	51 018 €	32 617 €
CAPITAL	550 184 €	557 525 €	488 350 €	490 789 €	420 050 €
ANNUITÉ AU 01/01/N	633 875 €	629 229 €	549 185 €	541 807 €	452 667 €
VARIATION EMPRUNTS CONSTANTS		-4 646 €	-80 044 €	-7 378 €	-89 140 €
<b>ANNUITÉS NOUVEAUX EMPRUNTS</b>					
EMP 2025 300 000 €		24 791 €	24 791 €	24 791 €	24 791 €
EMP 2026 300 000 €			24 791 €	24 791 €	24 791 €
EMP 2027 300 000 €				24 791 €	24 791 €
EMP 2028 300 000 €					24 791 €
NOUVELLES ANNUITÉS AU 1/01/N	633 875 €	654 020 €	598 767 €	616 180 €	551 831 €
ÉVOLUTION ANNUITÉS		20 145,00 €	-55 253,00 €	17 413,00 €	-64 349,00 €

EMPRUNT DE 2024 SOUSCRIT EN NOVEMBRE 2024 INTÈGRÉ / FONDS PERCUS EN JANVIER 2025



Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

S<sup>2</sup>LO

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

# VII - DÉSENETTEMENT DE LA COMMUNE

## A - PRINCIPE ET RÉSULTAT AU 31/12/2024

Depuis la fin du programme de réhabilitation de la GRANGE, de la MÉDIATHÈQUE et des voiries environnantes où la commune a eu recours à l'emprunt pour financer ces travaux, la commune s'est engagée dans une politique de désendettement qui se traduit en limitant le recours à l'emprunt mais aussi en empruntant au maximum chaque année en moyenne 150 000 € à 200 000 € de moins que le capital de l'année considérée.

Avec le programme de remplacement du système de production de chaleur des écoles en 2022 ce principe n'a pu être mis en œuvre.

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
 Reçu en préfecture le 17/03/2025  
 Publié le  
 ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



ENCOURS DE LA DETTE	
AU 01/01/2018	5 157 824 €
AU 31/12/2024	3 508 312 €
<b>SOIT UN DÉSENETTEMENT SUR LA PÉRIODE</b>	<b>-1 649 512 €</b>



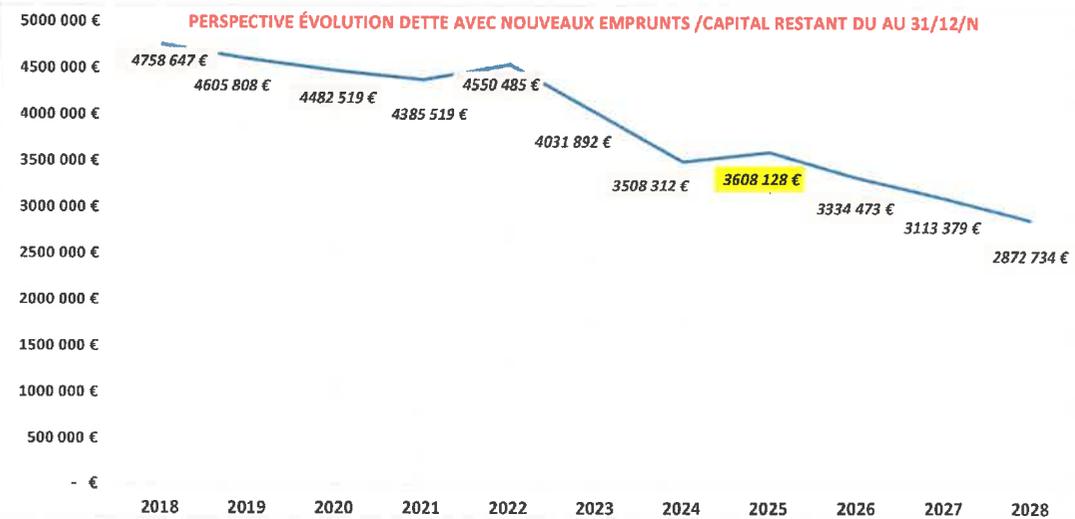
## B - POURSUIVRE LE DÉSENETTEMENT DE LA COMMUNE

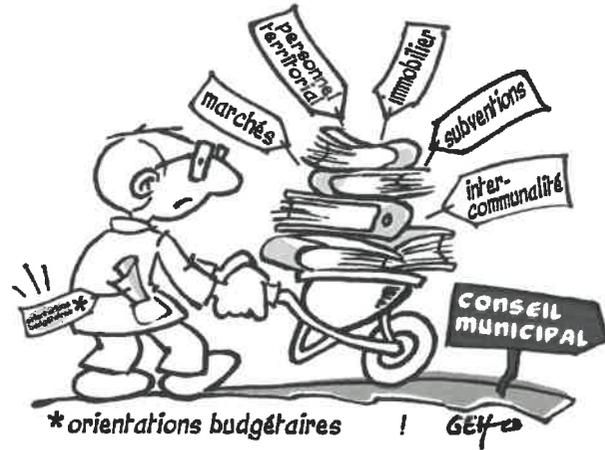
LE TABLEAU CI-DESSOUS ET LE GRAPHIQUE SONT ÉTABLIS À PARTIR DES HYPOTHÈSES EXPOSÉES À LA PAGE PRÉCÉDENTE

ANNÉE	CAPITAL RESTANT DÙ AU 01/01	CAPITAL RESTANT DÙ AU 31/12	DÉSENETTEMENT		EMPRUNT MOBILISÉ				
			ANNUEL	CUMULE	MONTANT	TAUX	DURÉE/AN	ÉCHÉANCE	ORGANISME
2018	5 157 824 €	4 758 647 €	-399 177 €	-399 177 €	250 000,00 €	1,50%	15	MENSUELLE	CRÉDIT AGRICOLE
2019	4 758 647 €	4 605 808 €	-152 839 €	-552 016 €	300 000,00 €	0,86%	15	MENSUELLE	CRÉDIT AGRICOLE
2020	4 605 808 €	4 482 519 €	-123 289 €	-675 305 €	350 000,00 €	0,43%	15	MENSUELLE	CRÉDIT AGRICOLE
2021	4 482 519 €	4 385 242 €	-97 277 €	-772 582 €	300 000,00 €	0,64%	15	MENSUELLE	CRÉDIT AGRICOLE
2022	4 385 242 €	4 550 485 €	165 243 €	-607 339 €	350 000,00 €	2,57%		MENSUELLE	CAISSE D'ÉPARGNE
2023	4 550 485 €	4 031 892 €	-518 593 €	-1 125 932 €	- €				
2024	4 031 892 €	3 508 312 €	-523 580 €	-1 649 512 €	350 000,00 €	tx livret A +0,60%	15	MENSUELLE	CAISSE D'ÉPARGNE
<b>POURSUITE DU DESENETTEMENT ENGAGÉ</b>									
2025	3 508 312 €	3 608 128 €	99 816 €	-1 549 696 €					
2026	3 608 128 €	3 334 473 €	-273 655 €	-1 823 351 €					
2027	3 334 473 €	3 113 379 €	-221 094 €	-2 044 445 €					
2028	3 113 379 €	2 872 734 €	-240 645 €	-2 285 090 €					

versement des fonds janvier 2025  
 intégration en 2025+ prêt 300 000€ 2025

3 308 128,00 €





# ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA FISCALITÉ DE LA COMMUNE

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

S'LO

# I - ESTIMATION DU PRODUIT FISCAL ANNÉE 2025

Éléments servant de base à l'estimation du produit fiscal attendu 2025 :

- 1°) Reconstitution des taux de taxes foncières au même niveau que 2024
- 2°) Une revalorisation des bases fiscales de :  
 1,7 % pour la TFB et TFNB  
 0 % pour la TH sur les résidences secondaires et les logements vacants
- 3°) Aucune évolution physique des bases n'est prise en compte, il convient d'attendre la notification de l'état 1259 des services fiscaux fin mars.
- 4°) Reconstitution au même niveau qu'en 2024 de la compensation perte TH à savoir 639 000 €.



TRADUCTION BUDGÉTAIRE	BP 2024			RÉALISATION 2024			OB 2025				VARIATION 2025/2024 (3-1)
	BASES 2024 NOTIFIÉES	TAUX 2024	PRODUIT ATTENDU 2024 ÉTAT 1259 (1)	BASES RÉELLES 2024	PRODUIT RÉEL 2024 (2)	VARIATION / 2024 (2-1)	PRÉVISION ÉVOLUTION NOMINALE DES BASES POUR 2025	BASES 2025 ESTIMÉES	TAUX 2025	PRODUIT FISCAL 2025 ESTIMÉ (3)	
TAXE FONCIÈRE	4 967 000	43,80%	2 175 546,00 €	4 972 244	2 176 547 €	1 001 €	1,70%	5 056 772	43,80%	2 214 866,20 €	39 320,20 €
TAXE FONCIÈRE NON BATI	96 100	83,26%	80 012,86 €	96 150	80 054 €	42 €	1,70%	97 785	83,26%	81 415,42 €	1 402,56 €
<b>TOTAL TF</b>			<b>2 255 558,86 €</b>		<b>2 256 601 €</b>	<b>1 043 €</b>				<b>2 296 281,62 €</b>	<b>40 722,76 €</b>
TAXE HABITATION RÉSID. SECONDAIRES	297 400	18,69%	55 584,06 €	311 775	58 271 €	2 687 €	0,00%	311 775	18,69%	58 270,75 €	2 686,69 €
TAXE HABITATION LOGEMENTS VACANTS	73 700		13 774,53 €	160 354	29 970 €	16 196 €	0,00%	160 354		29 970,16 €	16 195,63 €
<b>TOTAL TH</b>			<b>69 358,59 €</b>		<b>88 241 €</b>	<b>18 882 €</b>				<b>88 240,91 €</b>	<b>18 882,32 €</b>
COMPENSATION PERTE TH			638 915 €		639 206 €	291 €				639 000,00 €	85,00 €
<b>TOTAL</b>			<b>2 963 832,45 €</b>		<b>2 984 048 €</b>	<b>20 216 €</b>				<b>3 023 522,53 €</b>	<b>59 690,08 €</b>

INSCRIPTION BUDGÉTAIRE	BP 2024	CA 2024	OB 2025	VARIATION OB 2025 / BP 2024	
ARTICLE 73111 IMPÔTS DIRECTS LOCAUX	2 963 000,00 €	2 984 553,00 €	3 023 522,00 €	2,04%	60 522,00 €
<b>variation</b>	<b>-832,45 €</b>	<b>21 553,00 €</b>		<b>VARIATION OB 2025 / CA 2024</b>	
	<b>BP/état1259</b>	<b>CA/BP</b>		<b>1,31%</b>	<b>38 969,00 €</b>

montant perçu en 2024

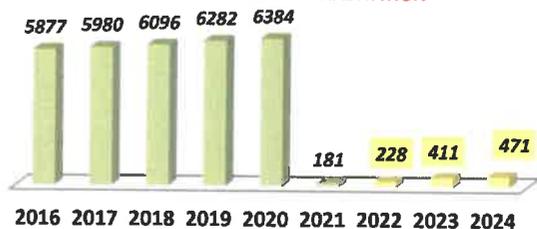
Ainsi le produit fiscal attendu 2025 s'élèverait à 3 023 522 € soit + 2,04 % par rapport au produit inscrit au BP 2024 soit en valeur absolue + 60 522 €. dans le cadre des orientations budgétaires 3 007 000 € sont prévus



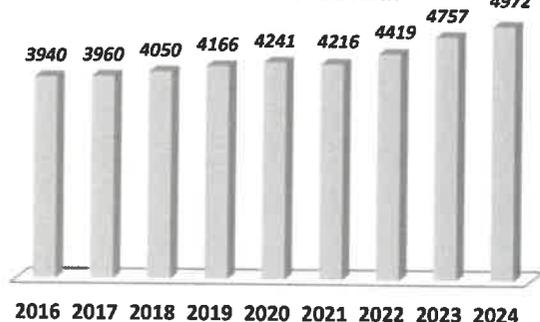
## II- ÉVOLUTION DES BASES D'IMPOSITION

ANNÉE	2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024	
Bases (Montant en K€)		Variation 2016/2015		Variation 2017/2016		Variation 2018/2017		Variation 2019/2018		Variation 2020/2019		Variation 2021/2020		Variation 2022/2021		Variation 2023/2022		Variation 2024/2023
Taxe Habitation	5877	-0,79%	5980	0,95%	6096	3,73%	6282	3,05%	6384	1,62%								
Foncier Bâti	3940	1,52%	3960	2,04%	4050	2,79%	4166	2,86%	4241	1,80%	4216	-0,59%	4417	4,77%	4757	12,83%	4972	4,52%
Foncier non Bâti	80	1,27%	81	2,53%	82	2,50%	83	1,22%	84	1,20%	84	0,00%	86	2,38%	92	9,52%	96	4,35%
TH RÉSIDENCES SECONDAIRES									171		181	5,85%	228	25,97%	324	79,01%	312	-3,70%
TH LOGEMENTS VACANTS															83		160	92,77%

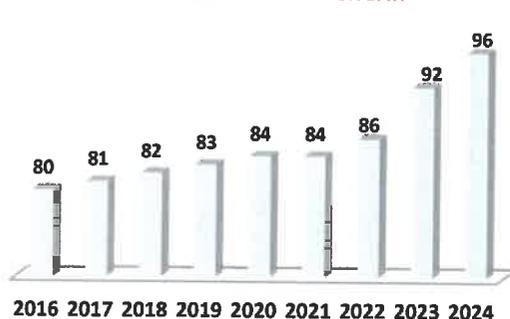
ÉVOLUTION DES BASES TAXE HABITATION



ÉVOLUTION DES BASES FONCIER BATI



ÉVOLUTION DES BASES FONCIER NON BATI

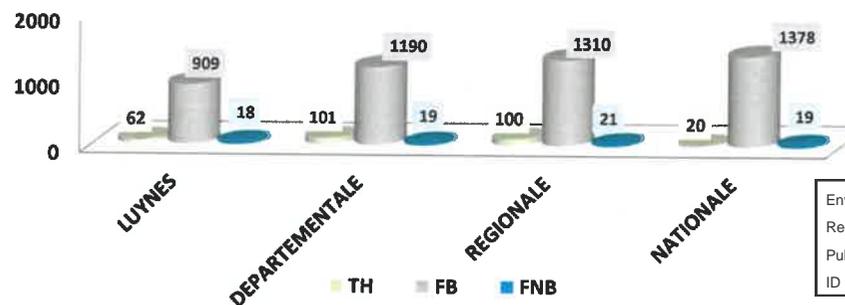


ANNÉES	Coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives
2015	0,90%
2016	1,00%
2017	0,40%
2018	1,24%
2019	2,20%
2020	TH 0,9% TF 1,20%
2021	0,20%
2022	3,40%
2023	7,10%
2024	3,90%
2025	1,70%

BASES 2023 EN € PAR HABITANT				
TAXES	LUYNES	MOY. DEPART	MOY. REG	MOY. NAT
TH	62	101	100	20
FB	909	1190	1310	1378
FNB	18	19	21	19

résidences secondaires

ANNÉE 2023 COMPARAISON DES BASES NETTES EN EUROS / HAB



Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

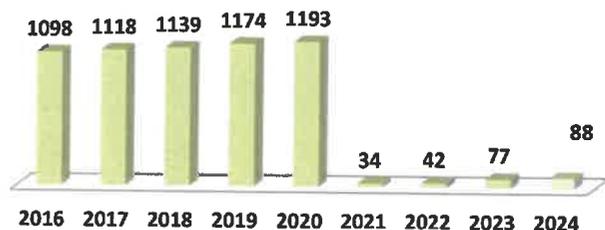
ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



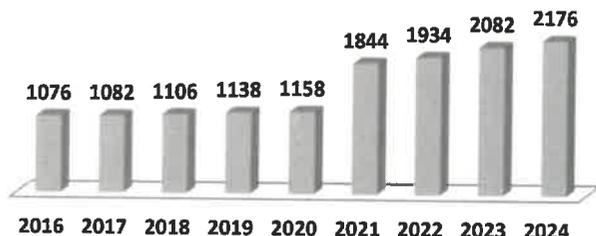
# III - ÉVOLUTION DU PRODUIT FISCAL

ANNÉE	2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024	
Produits (Montant en K€)		Variation 2016/2015		Variation 2017/2016		Variation 2018/2017		Variation 2019/2018		Variation 2020/2019		Variation 2021/2020		Variation 2022/2021		Variation 2023/2022		Variation 2024/2023
Taxe Habitation	1098	-0,81%	1118	0,99%	1139	1,88%	1174	3,07%	1193	1,62%								
Foncier Bâti	1076	1,51%	1082	2,08%	1106	2,22%	1138	2,89%	1158	1,76%	1844	59,24%	1934	4,88%	2082	12,91%	2176	4,51%
Foncier non Bâti	66	0,00%	67	1,52%	68	1,49%	69	1,47%	70	1,45%	70	0,00%	72	2,86%	77	10,00%	80	3,90%
<b>Total</b>	<b>2240</b>	<b>0,31%</b>	<b>2267</b>	<b>1,20%</b>	<b>2313</b>	<b>2,03%</b>	<b>2381</b>	<b>2,94%</b>	<b>2421</b>	<b>1,68%</b>	<b>1914</b>	<b>-20,94%</b>	<b>2006</b>	<b>4,81%</b>	<b>2159</b>	<b>12,80%</b>	<b>2256</b>	<b>4,49%</b>
TH RÉSIDENCES SECONDAIRES									32		34	6,25%	42	23,53%	61	45,24%	58	-4,92%
TH LOGEMENTS VACANTS															16		30	87,50%
COMPENSATION PERTE TH										546		568	4,03%	611	7,57%	639	4,58%	
<b>TOTAL PRODUIT FISCAL</b>											<b>2494</b>		<b>2616</b>	<b>4,89%</b>	<b>2944</b>	<b>12,54%</b>	<b>2983</b>	<b>1,32%</b>

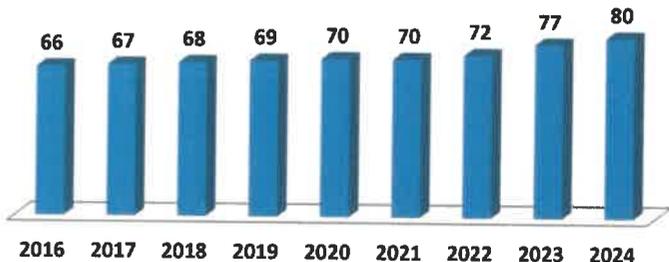
ÉVOLUTION PRODUIT FISCAL TAXE HABITATION



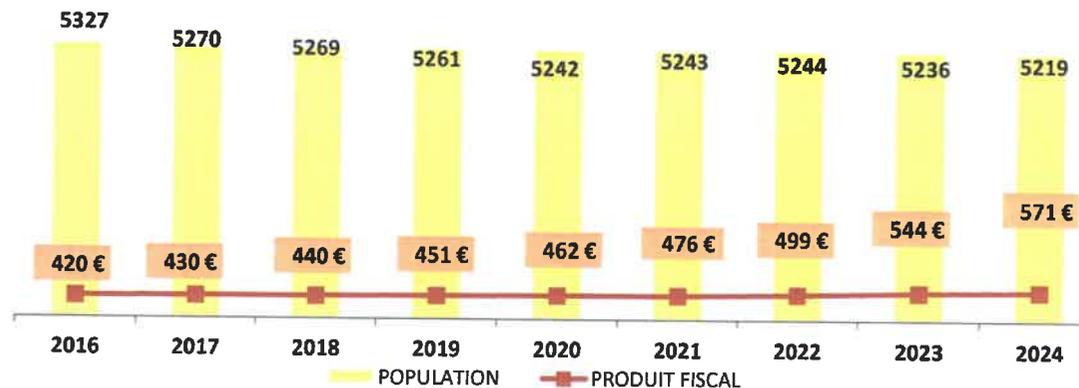
ÉVOLUTION PRODUIT FISCAL FONCIER BATI



ÉVOLUTION PRODUIT FISCAL FONCIER NON BATI



ÉVOLUTION DU PRODUIT FISCAL PAR HABITANT



## IV - COMPARAISON DES TAUX COMMUNAUX ET DES TAUX MOYENS DE STRATE DÉMOGRAPHIQUE IDENTIQUE À LUYNES

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
 Reçu en préfecture le 17/03/2025  
 Publié le  
 ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



TAUX D'IMPOSITION CATÉGORIE DÉMOGRAPHIQUE				
TAXES	Luynes	Départementale*	Régionale*	Nationale*
Taxe Habitation	18,69%	16,93%	16,99%	15,95%
Foncier Bâti	43,80%	40,25%	44,05%	39,82%
Foncier non Bâti	83,26%	57,08%	49,19%	52,88%

\*ANNÉE 2023

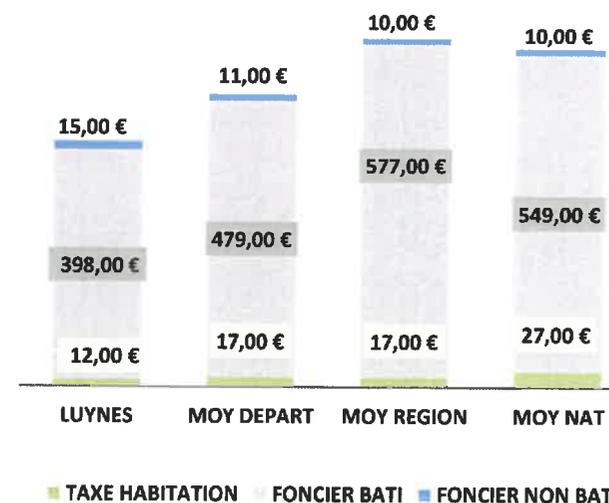


TAUX D'IMPOSITION DE LA COMMUNE			
TAXES	de 1997 à 2001	depuis 2002	depuis 2021
Taxe habitation	18,15%	18,69%	18,69%
			résidences secondaires logements vacants
Foncier bâti	26,52%	27,32%	43,80%
Foncier non bâti	80,84%	83,26%	83,26%

## V - RÉPARTITION DU PRODUIT DES IMPOSITIONS PAR TAXE EN € PAR HABITANT

	DE LA MÊME STRATE DÉMOGRAPHIQUE			
	LUYNES 2023	DÉPARTEMENTALE 2023	RÉGIONALE 2023	NATIONALE 2023
TAXE HABITATION*	12,00 €	17,00 €	17,00 €	27,00 €
FONCIER BATI	398,00 €	479,00 €	577,00 €	549,00 €
FONCIER NON BATI	15,00 €	11,00 €	10,00 €	10,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>425,00 €</b>	<b>507,00 €</b>	<b>604,00 €</b>	<b>586,00 €</b>
*résidences secondaires / logements vacants				

ANNÉE 2023 RÉPARTITION DU PRODUIT FISCAL



## VI - DIVERSES HYPOTHÈSES D'AUGMENTATION DE TAUX : IMPACT SUR LE PRODUIT FISCAL



CALCUL DU PRODUIT FISCAL	OB 2025			TAUX PLUS 1%			TAUX PLUS 3%		
	BASES 2025 ESTIMÉES	TAUX 2025	PRODUIT FISCAL 2025 ESTIMÉ	TAUX 2025	PRODUIT FISCAL 2025 ESTIMÉ	VARIATION	TAUX 2025	PRODUIT FISCAL 2025 ESTIMÉ	VARIATION
TAXE FONCIÈRE	5 056 772	43,80%	2 214 866 €	44,24%	2 237 015 €	22 149 €	45,11%	2 281 312 €	66 446 €
TAXE FONCIÈRE NON BATI	97 785	83,26%	81 416 €	84,09%	82 230 €	814 €	85,76%	83 858 €	2 442 €
<b>TOTAL TF</b>			<b>2 296 282 €</b>		<b>2 319 245 €</b>	<b>22 963 €</b>		<b>2 365 170 €</b>	<b>68 888 €</b>
TAXE HABITATION RÉSID.SECONDAIRES	311 775	18,69%	58 271 €	18,88%	58 853 €	583 €	19,25%	60 019 €	1 748 €
TAXE HABITATION LOGEMENTS VACANTS	160 354		29 970 €		30 270 €	300 €		30 869 €	899 €
<b>TOTAL TH</b>			<b>88 241 €</b>		<b>89 123 €</b>	<b>882 €</b>		<b>90 888 €</b>	<b>2 647 €</b>
COMPENSATION PERTE TH			639 000 €		639 000 €	- €		639 000 €	- €
<b>TOTAL</b>			<b>3 023 523 €</b>		<b>3 047 368 €</b>	<b>23 845 €</b>		<b>3 095 059 €</b>	<b>71 536 €</b>

CALCUL DU PRODUIT FISCAL	OB 2025			TAUX PLUS 5%			TAUX PLUS 6%		
	BASES 2025 ESTIMÉES	TAUX 2025	PRODUIT FISCAL 2025 ESTIMÉ	TAUX 2025	PRODUIT FISCAL 2025 ESTIMÉ	VARIATION	TAUX 2025	PRODUIT FISCAL 2025 ESTIMÉ	VARIATION
TAXE FONCIÈRE	5 056 772	43,80%	2 214 866 €	45,99%	2 325 609 €	110 743 €	46,43%	2 347 758 €	132 892 €
TAXE FONCIÈRE NON BATI	97 785	83,26%	81 416 €	87,42%	85 487 €	4 071 €	88,26%	86 301 €	4 885 €
<b>TOTAL TF</b>			<b>2 296 282 €</b>		<b>2 411 096 €</b>	<b>114 814 €</b>		<b>2 434 059 €</b>	<b>137 777 €</b>
TAXE HABITATION HORS RÉSID. PRINCIPALES	311 775	18,69%	58 271 €	19,62%	61 184 €	2 914 €	19,81%	61 767 €	3 496 €
	160 354		29 970 €		31 469 €	1 499 €		31 768 €	1 798 €
<b>TOTAL TH</b>			<b>88 241 €</b>		<b>92 653 €</b>	<b>2 914 €</b>		<b>93 535 €</b>	<b>5 294 €</b>
COMPENSATION PERTE TH			639 000 €		639 000 €	- €		639 000 €	- €
<b>TOTAL</b>			<b>3 023 523 €</b>		<b>3 142 749 €</b>	<b>119 226 €</b>		<b>3 166 594 €</b>	<b>143 071 €</b>



Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
 Reçu en préfecture le 17/03/2025  
 Publié le  
 ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

## VII - LES ALLOCATIONS COMPENSATRICES

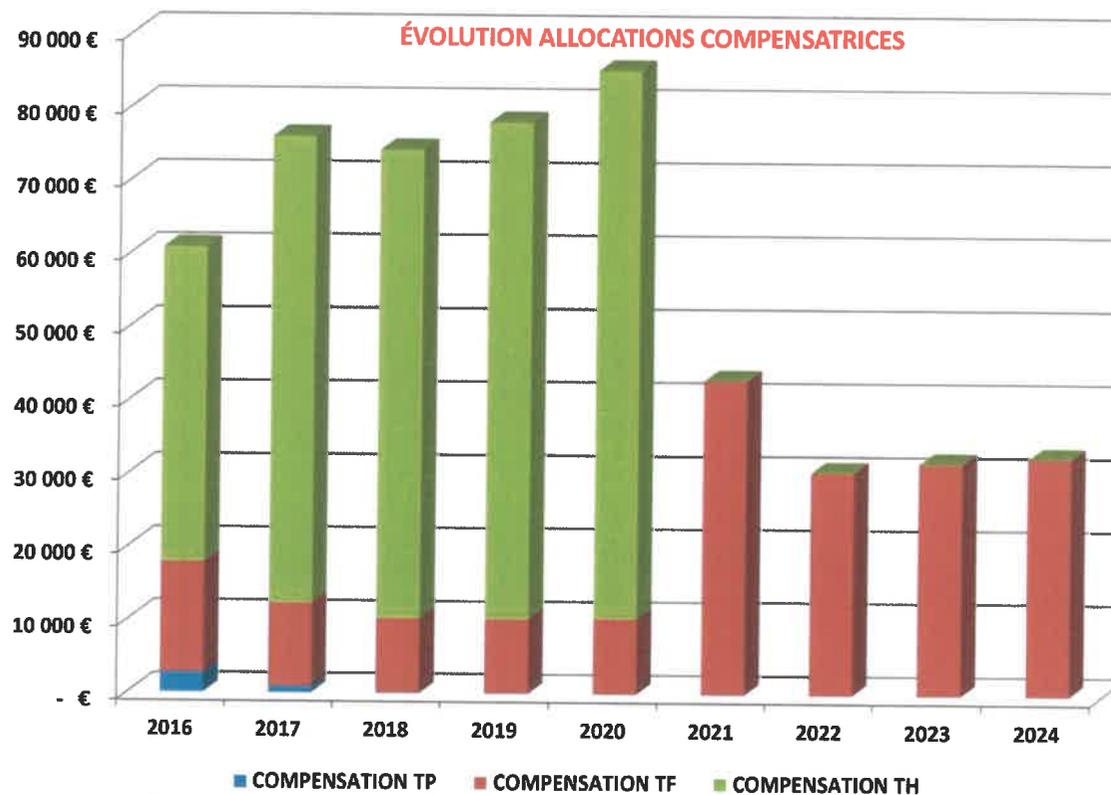


L'État prend à sa charge la part de la fiscalité locale correspondant aux allègements décidés en faveur des contribuables locaux.

Libellés	Articles budgétaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Compensation État TP	748314	3 184 €	2 701 €	841 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Compensation État TF	74833	18 152 €	15 161 €	11 451 €	10 215 €	10 204 €	10 318 €	42 901 €	30 448 €	31 708 €	32 455 €
Compensation État TH	74835	59 916 €	42 947 €	63 707 €	64 011 €	67 833 €	74 844 €	- €	- €	- €	- €
	<b>TOTAL</b>	<b>81 252 €</b>	<b>60 809 €</b>	<b>75 999 €</b>	<b>74 226 €</b>	<b>78 037 €</b>	<b>85 162 €</b>	<b>42 901 €</b>	<b>30 448 €</b>	<b>31 708 €</b>	<b>32 455 €</b>

La hausse de la compensation de la taxe foncière est liée à la diminution de 50 % de la valeur locative des locaux industriels.

Dans le cadre de la réforme de la fiscalité applicable à compter de 2021, les communes ne perçoivent plus les compensations au titre des exonérations de la TH.



Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

S<sup>2</sup>LO

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

## VIII - QUELQUES ÉLÉMENTS SUR L'ENVIRONNEMENT FISCAL DE LA COMMUNE

DONNÉES SOCIO - DÉMOGRAPHIQUES	2015				2016				2017			
	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.
POPULATION LÉGALE	5380				5327				5270			
NOMBRE FOYERS FISCAUX	2 655				2 677				2 686			
PART DES FOYERS FISCAUX NON IMPOSABLES	32,30%	37,40%	35,70%	39,70%	48,30%	51,90%	49,70%	53,80%	51,50%	54,90%	53,60%	56,60%
REVENU FISCAL MOYEN PAR FOYER	29 089 €	25 729 €	26 434 €	25 820 €	30 311 €	26 448 €	27 005 €	26 337 €	30 704 €	26 430 €	26 498 €	26 461 €

V. LOCATIVE MOY. DES LOCAUX D'HABITATION	3 023 €	3 133 €	3 220 €	3 398 €	3 068 €	3 180 €	3 272 €	3 459 €	3 081 €	3 202 €	3 209 €	3 432 €
--	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

NOMBRE DE LOGEMENTS IMPOSÉS À LA T H	2 133				2 142				2 144			
DONT PART DES RÉSIDENCES SECONDAIRES	3,50%	4,10%	3,70%	8,30%	2,80%	4,00%	3,60%	8,40%	3,10%	4,10%	4,30%	8,60%

DONNÉES SOCIO - DÉMOGRAPHIQUES	2018				2019				2020			
	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.
POPULATION LÉGALE	5261				5261				5242			
NOMBRE FOYERS FISCAUX	2 677				2 724				2 742			
PART DES FOYERS FISCAUX NON IMPOSABLES	données non communiquées pour 2018				50,60%	55,50%	54,00%	56,30%	40,60%	45,10%	44,70%	47,90%
REVENU FISCAL MOYEN PAR FOYER	données non communiquées pour 2018				31 304 €	26 624 €	26 683 €	27 012 €	31 682 €	27 631 €	27 588 €	27 807 €

V. LOCATIVE MOY. DES LOCAUX D'HABITATION	3 142 €	3 221 €	3 227 €	3 432 €	3 233 €	3 343 €	3 322 €	3 539 €	3 273 €	3 392 €	3 362 €	3 564 €
--	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

NOMBRE DE LOGEMENTS IMPOSÉS À LA T H	2 153				2 168				2 181			
DONT PART DES RÉSIDENCES SECONDAIRES	3,40%	4,10%	4,40%	9,10%	3,00%	4,10%	4,30%	9,10%	2,80%	3,90%	4,20%	9,10%

DONNÉES SOCIO - DÉMOGRAPHIQUES	2021				2022				2023			
	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.
POPULATION LÉGALE	5243				5244				5236			
NOMBRE FOYERS FISCAUX	2 788				2 746				2 739			
PART DES FOYERS FISCAUX NON IMPOSABLES	41,20%	46,40%	46,70%	49,70%	48,00%	51,60%	52,60%	54,60%	47,10%	51,20%	52,20%	53,90%
REVENU FISCAL MOYEN PAR FOYER	32 021 €	27 613 €	27 235 €	27 657 €	32 435 €	29 361 €	27 311 €	27 929 €	35 143 €	30 041 €	28 242 €	29 347 €

V. LOCATIVE MOY. DES LOCAUX D'HABITATION												
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

NOMBRE DE LOGEMENTS IMPOSÉS À LA T H	2 187				2 130				2 212			
DONT PART DES RÉSIDENCES SECONDAIRES	3,20%	5,20%	4,90%	9,30%	3,20%	5,30%	4,90%	9,30%	4,00%	5,70%	6,10%	10,40%

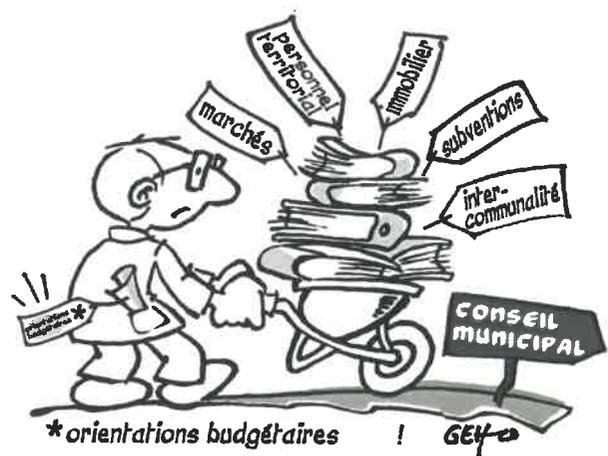
Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

S<sup>2</sup>LO

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



# PROSPECTIVE 2025 – 2028

## SECTION FONCTIONNEMENT

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

S<sup>2</sup>LO

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

# I – ÉLÉMENTS DE PROSPECTIVE

L'article 13-II de la Loi de Programmation des Finances Publiques (LPPF) du 22 janvier 2018, a prévu que dans le cadre des orientations budgétaires, les collectivités doivent présenter l'évolution des dépenses et recettes réelles de fonctionnement à venir.

C'est dans le cadre de cette disposition qu'a été réalisée, pour la septième année, une analyse prospective globale de la section de fonctionnement (dépenses / recettes) jusqu'en 2028.

Ce travail s'appuie nécessairement sur l'analyse rétrospective et intègre les données financières et économiques connues à ce jour.

Anticiper la trajectoire financière de la commune à moyen terme, est un exercice complexe qui suppose de retenir des hypothèses les plus réalistes possibles dans un environnement contraint et connu à un instant « T », et qui évolue chaque année avec la loi de finances de l'État et son lot de mesures impactant les budgets des collectivités territoriales. Mais aussi avec un contexte économique fluctuant et incertain (guerre en Ukraine, conflit Israélo-Palestinien, retour de l'inflation avec toutes ses conséquences sur la vie quotidienne des ménages et bien entendu sur les collectivités locales) qui nécessite une prudence dans les hypothèses de travail et qui complexifie ce travail, sans parler du contexte politique et économique au niveau national et international.

Bien entendu, les éléments qui sont présentés dans cette partie, sont par nature évolutifs et doivent être ajustés dans le temps en fonction de la conjoncture et des évolutions législatives et/ou réglementaires.



C'est pourquoi, il faut être très prudent sur ce travail d'analyse prospective et surtout sur les conclusions qui pourraient en être tirées.

Il s'agit tout simplement d'un document de travail et d'aide à la réflexion.

La perspective financière de la section de fonctionnement, dans le cadre de ces orientations budgétaires, porte sur les années 2025 à 2028 et repose sur les hypothèses suivantes :

1) Une projection d'évolution des crédits à partir des chiffres envisagés pour 2025 dans le cadre de ces orientations budgétaires en tenant compte de l'analyse des comptes administratifs des années antérieures. Étant rappelé qu'à ce jour, les bases fiscales 2025 ne sont pas connues, de même que le montant de la DGF, ce qui explique une perspective prudente au niveau des recettes.

2) Une évolution des charges de personnel raisonnable à effectif constant.

Ce poste demeure structurellement le plus élevé du budget de fonctionnement, comme dans toutes les collectivités, avec des augmentations mécaniques, avec le Glissement Vieillesse Technicité (GVT), ....

Aucune augmentation du point d'indice n'a été prise en compte. En revanche, l'augmentation de 3 points de la CNRACL a été intégrée avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
Reçu en préfecture le 17/03/2025  
Publié le  
ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

**3) Au niveau de la fiscalité, trois éléments ont été pris en compte :**

- Maintien de la pression fiscale par une non-augmentation des taux d'imposition.
- Une évolution annuelle nominale des bases fiscales à 2 % à partir de 2026 (pour rappel : +7.10 % en 2023 et 3.9 % en 2024 et 1.70 % en 2025).
- Aucune évolution physique des bases.

**4) Pour les frais financiers, le calcul des intérêts s'est fait sur la base des emprunts actuels, auxquels a été ajoutée une prévision de recours annuel à l'emprunt d'un montant de 300 000 € maximum (taux fixe de 3 %, sur une durée de 15 ans) ce qui permet un désendettement annuel minimum de 150 000 €.**

**5) Les recettes ont été évaluées de manière très prudente. (Stabilité des dotations de l'État (DSR / Dotation Nationale de Péréquation, maintien de la Dotation de Solidarité de Tours Métropole Val de Loire au même niveau que 2024).**

Les chiffres qui sont présentés, le sont dans le cadre d'une projection des tendances à partir de l'application d'un % d'augmentation des prévisions 2025.

Vous trouverez dans le dossier les principales explications des taux d'évolution choisis par poste budgétaire.

On parle d'analyse « au fil de l'eau ».

Il convient, à partir de ce dossier, désormais de multiplier et d'affiner les simulations en fonction des éléments qui peuvent évoluer dans le temps.



Vous trouverez, comme chaque année :

- À partir de la page 79 les tableaux explicatifs des hypothèses retenues pour construire cette analyse prospective.
- En page 84 le tableau synthétique concernant les dépenses de fonctionnement.
- En pages 85 à 87 le tableau synthétique concernant les recettes de fonctionnement avec l'impact au niveau de la capacité d'autofinancement prévisionnelle brute et nette.

## II - TABLEAUX EXPLICATIFS ANALYSE FINANCIÈRE PROSPECTIVE SECTION FONCTIONNEMENT

### A - DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

A - 1 : Analyse prospective Chapitre 011 "charges à caractère général".

#### HYPOTHÈSES RETENUES

AUGMENTATION ANNUELLE DE : 2,50%

CE CHAPITRE BUDGÉTAIRE A CONNU DE NOMBREUSES VARIATIONS DU FAIT DES TRANFERTS DE CHARGES AVEC LA CRÉATION DE LA MÉTROPOLE.

EN 2024, CRÉATION DE DEUX ARTICLES 6045 / 617 FAISANT FONCTION DE DÉPENSES IMPREVUES

MONTANT PRIS EN COMPTE DANS LE TOTAL DU CHAP 011. DISPOSITIF RECONDUIT EN 2025 POUR UN MONTANT DE 100 000€

CHAPITRE 011		OB 2025	2026	2027	2028
		1 583 151 €	1 622 730 €	1 663 298 €	1 704 880 €
<b>TOTAL</b>		<b>1 583 151 €</b>	<b>1 622 730 €</b>	<b>1 663 298 €</b>	<b>1 704 880 €</b>
VARIATIONS	MONTANT		39 579 €	40 568 €	41 582 €
	%		2,50%	2,50%	2,50%

CA	Montant	Variation
CA 2015	1 539 850 €	
CA 2016	1 375 516 €	-10,67%
CA 2017	1 405 116 €	2,15%
CA 2018	1 228 681 €	-12,56%
CA 2019	1 269 025 €	3,28%
CA 2020	1 062 110 €	-16,31%
CA 2021	1 149 897 €	8,27%
CA 2022	1 195 771 €	3,99%
CA 2023	1 281 893 €	7,20%
CA 2024	1 324 692 €	3,34%

A - 2 : Analyse prospective Chapitre 012 "charges de personnel".

#### HYPOTHÈSES RETENUES



- 1 / AUGMENTATION ANNUELLE DU POSTE RÉMUNÉRATION
- 2 / AUGMENTATION ANNUELLE DU POSTE ASSURANCE
- 3 / PERSONNEL TRANSFÉRÉ MONTANT FIXÉ AU 1ER JANVIER 2019 ET SERVICE ÉNERGIE TMVL

3,50%

2,50%

CHAPITRE 012		OB 2025	2026	2027	2028
RÉMUNÉRATION PERSONNEL		3 309 813 €	3 425 656 €	3 545 554 €	3 669 649 €
PERSONNEL AFFECTÉ TMVL		251 665 €	250 665 €	250 665 €	250 665 €
ASSURANCE STATUTAIRE		81 701 €	83 744 €	85 837 €	87 983 €
MÉDECINE DU TRAVAIL		5 000 €	6 200 €	6 200 €	6 200 €
CNAS		17 982 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €
DIVERS (formation, missions...)		9 624 €	10 310 €	10 310 €	10 310 €
<b>TOTAL</b>		<b>3 675 785 €</b>	<b>3 793 575 €</b>	<b>3 915 567 €</b>	<b>4 041 807 €</b>
VARIATIONS	MONTANT		117 790 €	121 992 €	126 240 €
	%		3,20%	3,22%	3,22%

CA	Montant	Variation
CA 2015	2 827 924 €	
CA 2016	2 834 601 €	0,24%
CA 2017	2 393 035 €	-15,58%
CA 2018	2 411 462 €	0,77%
CA 2019	2 477 643 €	2,74%
CA 2020	2 607 382 €	5,24%
CA 2021	2 704 742 €	3,73%
CA 2022	2 903 936 €	7,36%
CA 2023	3 085 084 €	6,24%
CA 2024	3 116 080 €	1,00%

effet TMVL



Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le



ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

**HYPOTHÈSES RETENUES**

**1/ EMPRUNT DE 300 000 € SUR 15 ANS TAUX FIXE 3 % AMORTISSEMENT PROGRESSIF / ÉCHÉANCE CONSTANTE (VOIR DOSSIER DETTE)**

TABLEAU RÉCAPITULATIF					
CHAPITRE 66		OB 2025	2026	2027	2028
INTÉRÊTS EMPRUNTS ACTUELS		83 692 €	71 704 €	60 834 €	51 018 €
NOUVEAUX EMPRUNTS		- €	8 661 €	16 838 €	24 517 €
AUTRES FRAIS FINANCIERS		1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
I C N E		-3 860 €	- €	- €	- €
<b>TOTAL</b>		<b>80 832 €</b>	<b>81 365 €</b>	<b>78 672 €</b>	<b>76 535 €</b>
VARIATIONS	MONTANT		533 €	-2 693 €	-2 137 €
	%		0,66%	-3,31%	-2,72%

TABLEAU RÉCAPITULATIF					
CHAPITRE 16 INVESTISSEMENT		OB 2025	2026	2027	2028
CAPITAL EMPRUNTS ACTUELS		550 184 €	557 525 €	488 350 €	490 789 €
CAPITAL NOUVEAUX EMPRUNTS		- €	16 130 €	32 744 €	49 856 €
<b>TOTAL</b>		<b>550 184 €</b>	<b>573 655 €</b>	<b>521 094 €</b>	<b>540 645 €</b>
VARIATIONS	MONTANT		23 471 €	-52 561,00 €	19 551 €
	%		4,27%	-9,16%	3,75%
<b>ANNUITÉ AU 1/01/N</b>		<b>633 876 €</b>	<b>654 020 €</b>	<b>598 766 €</b>	<b>616 180 €</b>
VARIATIONS	MONTANT		20 144 €	-55 254,00 €	17 414 €
	%		3,18%	-8,45%	2,91%
<b>CAPITAL RESTANT DU AU 31/12/N</b>		<b>3 808 311 €</b>	<b>3 563 386 €</b>	<b>3 296 450 €</b>	<b>3 081 578 €</b>
VARIATIONS	MONTANT		-244 925 €	-266 936 €	-214 872 €
	%		-6,43%	-7,49%	-6,52%
<b>RATIO / HABITANT</b>		<b>OB 2025</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>
ANNUITÉ AU 31/12/N / HAB		121 €	125 €	115 €	118 €
CAPITAL RESTANT DU AU 31/12/N		730 €	683 €	632 €	590 €

5219 HABITANTS

(source DGFIP)

Strate de 5 000 à 9 999 habitants	Dettes	Annuité
Commune de LUYNES au 01/01/2024	772,00 €	116,00 €
Commune de LUYNES au 01/01/2023	869,00 €	117,00 €
MOYENNE DÉPARTEMENTALE au 01/01/2022	1 050,00 €	132,00 €
MOYENNE RÉGIONALE au 01/01/2022	926,00 €	114,00 €
MOYENNE NATIONALE au 01/01/2022	778,00 €	97,00 €



Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le



ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

A - 4 : Analyse prospective Chapitre 65 "autres charges de gestion courante".

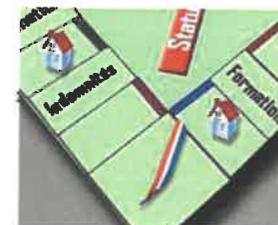
Envoyé en préfecture le 17/03/2025  
 Reçu en préfecture le 17/03/2025  
 Publié le  
 ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE



**HYPOTHÈSES RETENUES**

- 1 / MAINTIEN DES POSTES SUBVENTIONS ASSOCIATIONS / CCAS ET REVERSEMENT PACT
- 1 / SDIS TRANSFERT COMPETENCE AU 1/01/2025 A TMVL IMPACT AC DE FONCTIONNEMENT
- 2 / AUGMENTATION ANNUELLE SYNDICATS / RPE : 1,00%
- 3 / HAUSSE ANNUELLE POSTE STE GENEVIÈVE: 3,00%
- 4 / STABILITE DE LA PARTICIPATION DES ENFANTS SCOLARISÉS HORS COMMUNE
- 5 / AUGMENTATION ANNUELLE INDEMNITÉS ÉLUS / COTISATIONS : 1,50%
- 6/ AUGMENTATION ANNUELLE INFORMATIQUE EN MODE SAAS 3,00%

TABLEAU RÉCAPITULATIF				
CHAPITRE 65	OB 2025	2026	2027	2028
SDIS	- €	- €	- €	- €
SYNDICATS + RPE	30 136 €	30 437 €	30 742 €	31 049 €
PART. STE GENEVIÈVE	38 760 €	39 923 €	41 120 €	42 354 €
ENFANTS HORS COMMUNE	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €
SUBVENTION CCAS	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
REVERSEMENT SUBVENTION PACT	5 005 €	5 005 €	5 005 €	5 005 €
SUBVENTIONS ASSOCIATIONS+REVER.PACT	112 383 €	116 000 €	116 000 €	116 000 €
INDEMNITÉS ÉLUS	125 472 €	127 354 €	129 264 €	131 203 €
COTISATIONS INDEMNITÉS ÉLUS	20 077 €	20 378 €	20 684 €	20 994 €
FRAIS MISSION ÉLUS	2 000 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €
FORMATION ÉLUS	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €
ADMI. EN NON VALEUR/ALLOC FIN MDTAT	5 064 €	4 064 €	4 064 €	4 064 €
INFORMATIQUE MODE SAAS	23 624 €	24 333 €	25 063 €	25 815 €
<b>TOTAL</b>	<b>391 521,00 €</b>	<b>397 994 €</b>	<b>402 442 €</b>	<b>406 984 €</b>
VARIATIONS	MONTANT		6 473,11 €	4 542 €
	%		1,65%	1,13%



**B - RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT**

B - 1 : Analyse prospective Chapitre 70 "produits des services".

**HYPOTHÈSES RETENUES**

- 1 / AUGMENTATION ANNUELLE DES PRODUITS DES SERVICES 3,00%
- 2 / MAINTIEN REMBOURSEMENT FRAIS PERSONNEL TMVL

TABLEAU RÉCAPITULATIF				
CHAPITRE 70	OB 2025	2026	2027	2028
PRODUITS DES SERVICES	509 124 €	524 398 €	540 130 €	556 334 €
REMB FRAIS PERSONNEL PAR TMVL	61 300 €	61 300 €	61 300 €	61 300 €
<b>TOTAL</b>	<b>570 424 €</b>	<b>585 698 €</b>	<b>601 430 €</b>	<b>617 634 €</b>
VARIATIONS	MONTANT		15 732 €	16 204 €
	%		2,68%	2,69%

POUR MÉMOIRE		
CA 2015	607 265,00 €	
CA 2016	625 742,00 €	3,04%
CA 2017	615 227,00 €	-1,68%
CA 2018	598 777,00 €	-2,67%
CA 2019	760 455,00 €	27,00%
CA 2020	687 011,00 €	-9,66%
CA 2021	702 905,00 €	2,31%
CA 2022	776 003,79 €	10,40%
CA 2023	564 877,88 €	-27,21%
CA 2024	569 219,59 €	0,77%

recettes CAF imputées à partir de 2024 au CHAP 74



### HYPOTHÈSES RETENUES FISCALITÉ DES 3 TAXES

1/ ÉVOLUTION ANNUELLE DES BASES FB :

2/ ÉVOLUTION DES BASES FNB /TH ( résidences secondaires et logements vacants)

3/ MAINTIEN DES TAUX DES 3 TAXES

TH  
FB  
FNB

2,00%

0%

18,69%

43,80%

83,26%

639 000 €

VARIATIONS NOMINALE ET PHYSIQUE COMPRISES

*pour résidences secondaires et logements vacants*

4/ MAINTIEN COMPENSATION PERTE TH AU MÊME NIVEAU QUE PERCUE EN 2024

BASES	OB 2025	2026	2027	2028
TH	472 129	472129	472129	472129
FB	5 056 772	5157907	5261066	5366287
FNB	97 785	97 785	97 785	97 785

PRODUITS	OB 2025	2026	2027	2028
TH	88 241 €	88 241 €	88 241 €	88 241 €
FB	2 214 866 €	2 259 163 €	2 304 347 €	2 350 434 €
FNB	81 416 €	81 416 €	81 416 €	81 416 €
PERTE TH	639 000 €	639 000 €	639 000 €	639 000 €
TOTAL	3 023 523 €	3 067 820 €	3 113 003 €	3 159 090 €
VARIATIONS		44 297 €	45 183 €	46 087 €



ÉVOLUTION DROITS MUTATION		
CA 2015	115 382 €	
CA 2016	176 417 €	52,90%
CA 2017	178 477 €	1,17%
CA 2018	189 970 €	6,44%
CA 2019	224 785 €	18,33%
CA 2020	180 190 €	-19,84%
CA 2021	259 177 €	43,84%
CA 2022	246 040 €	-5,07%
CA 2023	159 768 €	-35,06%
CA 2024	212 675 €	33,11%

### AUTRES HYPOTHÈSES RETENUES

1/ MAINTIEN MÊME NIVEAU QUE 2024 DE LA DOTATION SOLIDAIRE TMVL

2/ IDEM POUR DROITS DE PLACE ET EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES

3/ ATTRIBUTION COMPENSATION TMVL A PARTIR DE 2025 ELLE DEVIENT NEGATIVE SUITE TANSFERT COMPETENCE INCENDIE

4/ AUGMENTATION ANNUELLE DROITS MUTATION 1,20%

TABLEAU RÉCAPITULATIF					
CHAPITRE 73		OB 2025	2026	2027	2028
FISCALITÉ LOCALE		3 007 000 €	3 067 820 €	3 113 003 €	3 159 090 €
DOTATION SOLIDARITÉ TMVL		181 401 €	181 401 €	181 401 €	181 401 €
ATTRIBUTION COMPENSATION TMVL		- €	- €	- €	- €
DROITS DE MUTATION		205 000 €	207 460 €	209 950 €	212 469 €
DIVERS		500 €	500 €	500 €	500 €
TOTAL		3 393 901 €	3 457 181 €	3 504 854 €	3 553 460 €
VARIATIONS	MONTANT		63 280 €	47 673 €	48 606 €
	%		1,86%	1,38%	1,39%

*marge de sécurité suite erreur bases TH logements vacants constatés en 2024*



B - 3 : Analyse prospective Chapitre 74 "dotations - subventions".

**HYPOTHÈSES RETENUES**

- 1/ MAINTIEN MÊME NIVEAU QUE 2024 DES PRINCIPALES DOTATIONS
- 2/ POUR LES AUTRES, AUGMENTATION ANNUELLE DE : 0,50%
- 3/ FONDS DE CONCOURS TMVL DE DROIT COMMUN VERSEMENT EN FONCTIONNEMENT MALGRE LE PACTE FISCAL

TABLEAU RÉCAPITULATIF					
CHAPITRE 74		OB 2025	2026	2027	2028
D.G.F		630 000 €	630 000 €	630 000 €	630 000 €
DOTATION SOLIDARITÉ RURALE		85 000 €	85 000 €	85 000 €	85 000 €
DOTATION DE PÉRÉQUATION		95 000 €	95 000 €	95 000 €	95 000 €
AUTRES DOTATIONS		503 421 €	505 938 €	508 468 €	511 010 €
<i>dont FONDS CONCOURS TMVL</i>		79 680 €	79 680 €	79 680 €	79 680 €
<b>TOTAL</b>		<b>1 393 101 €</b>	<b>1 395 618 €</b>	<b>1 398 148 €</b>	<b>1 400 690 €</b>
VARIATIONS	MONTANT		2 517 €	2 530 €	2 542 €
	%		0,18%	0,18%	0,18%

B - 4 : Analyse prospective Chapitre 75 "autres produits de gestion".

**HYPOTHÈSES RETENUES**



- 1/ AUGMENTATION ANNUELLE REVENU IMMEUBLES HORS MAISON MEDICALE
- ATTENTION DÉPART IME DECEMBRE 2024 SOIT UNE PERTE DE RECETTE DE 125 600€ EN 2025
- 2/ À PARTIR DE 2025, LOYER MAISON MÉDICALE INDEXE DANS LE CADRE DU BAIL
- 3/ AUGMENTATION ANNUELLE DES PRODUITS AUTRES REDEVABLES :

2%  
0,50%

TABLEAU RÉCAPITULATIF					
CHAPITRE 75		OB 2025	2026	2027	2028
PRODUITS DES IMMEUBLES		240 270 €	245 075 €	249 977 €	254 976 €
PRODUITS AUTRES REDEVABLES		20 000 €	142 000 €	30 710 €	30 864 €
<b>TOTAL</b>		<b>260 270 €</b>	<b>387 075 €</b>	<b>280 687 €</b>	<b>285 840 €</b>
VARIATIONS	MONTANT		126 805 €	-106 388 €	5 153 €
	%		48,72%	-27,49%	1,84%

**indemnités sinistre sécheresse, solde 2026 112 000€**

POUR MÉMOIRE CHAP 74		
CA 2015	1 450 838 €	
CA 2016	1 226 963 €	-15,43%
CA 2017	1 180 923 €	-3,75%
CA 2018	1 231 865 €	4,31%
CA 2019	1 184 129 €	-3,88%
CA 2020	1 165 210 €	-1,60%
CA 2021	1 272 816 €	9,23%
CA 2022	1 109 805 €	-12,81%
CA 2023	1 435 955 €	29,39%
CA 2024	1 305 632 €	-9,08%

recettes CAF imputées à partir de 2024 au CHAP 74

POUR MÉMOIRE PRODUITS AUTRES REDEVABLES		
CA 2015	50 798,00 €	
CA 2016	57 224,00 €	12,65%
CA 2017	56 977,00 €	-0,43%
CA 2018	62 780,00 €	10,18%
CA 2019	48 015,00 €	-23,52%
CA 2020	30 778,00 €	-35,90%
CA 2021	27 058,00 €	-12,09%
CA 2022	37 553,69 €	38,79%
CA 2023	32 819,57 €	-12,61%
CA 2024	110 757,88 €	237,48%

dont 79 000 € indemnités sinistre sécheresse

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le



ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

# III - TABLEAUX SYNTHÉTIQUES ANALYSE FINANCIÈRE PROSPECTIVE SECTION FONCTIONNEMENT

## A - DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

1/ CHAPITRE 012 CHARGES DE PERSONNEL		BP 2024	OB 2025	2026	2027	2028
	CHAP 012	3 494 229 €	3 669 549 €	3 793 575 €	3 915 567 €	4 041 807 €
DÉDUCTION	CHAP 013	90 000 €	130 000 €	120 000 €	110 000 €	110 000 €
TOTAL		3 404 229 €	3 539 549 €	3 673 575 €	3 805 567 €	3 931 807 €
2/ SUBVENTIONS / PARTICIPATIONS		BP 2024	OB 2025	2026	2027	2028
65553	SDIS	75 476 €	- €	- €	- €	- €
65548	SYNDICATS + RELAIS PETITE ENFANCE	30 532 €	30 136,73 €	30 437 €	30 742 €	31 049 €
6558	PART. STE GENEVIEVE /ENFANTS HORS COMMUNE	43 933 €	44 760 €	45 923 €	47 120 €	48 354 €
657341	COMMUNES MEMBRES DU GPF	6 034 €	5 005 €	5 005 €	5 005 €	5 005 €
657362	SUBVENTION CCAS	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
65748	SUBVENTIONS ASSOCIATIONS	114 314,50 €	112 383 €	116 000 €	116 000 €	116 000 €
TOTAL		290 289,50 €	212 284,73 €	217 365 €	218 867 €	220 408 €
SUBVENTIONS VERSÉES		134 314,50 €	132 383 €	136 000 €	136 000 €	136 000 €
CONTINGENTS		155 975 €	79 901,73 €	81 365 €	82 867 €	84 408 €
		290 289,50 €	212 284,73 €	217 365 €	218 867 €	220 408 €
3/ CHAPITRE 66 CHARGES FINANCIÈRES		BP 2024	OB 2025	2026	2027	2028
CHAP 66	FRAIS FINANCIERS ( hors ICNE à partir de 2024)	81 483 €	80 832 €	81 365 €	78 672 €	76 535 €
4/ AUTRES CHARGES COURANTES		BP 2024	OB 2025	2026	2027	2028
CHAP 011	CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL	1 611 310,98 €	1 583 151 €	1 622 730 €	1 663 298 €	1 704 880 €
ART 65811	DROIT UTILISATION INFORMATIQUE	22 303 €	23 624 €	24 333 €	25 063 €	25 815 €
ART65311	INDEMNITÉS ÉLUS	130 800 €	125 472 €	127 354 €	129 264 €	131 203 €
ART65312	FRAIS MISSION	2 000 €	2 000 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €
ART65313/ART 65314	COTISATIONS RETRAITE/ SÉCURITÉ SOCIALE	20 800 €	20 077 €	20 378 €	20 684 €	20 994 €
ART65315	FORMATIONS	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €
ART 6541 / ART 6542 / ART 65372	NON VALEUR/ETEINTES/ALLOC. FIN MANDAT/MORAT.	4 063 €	2 064 €	2 064 €	2 064 €	2 064 €
TOTAL		1 794 276,98 €	1 759 388 €	1 801 359 €	1 844 873 €	1 889 456 €
5/ CHAPITRE 77 CHARGES EXCEPTIONNELLES		BP 2024	OB 2025	2026	2027	2028
ART 6711	INTÉRÊTS MORATOIRES	1 000 €	1 000 €			
ART 673	TITRES ANNULÉS	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
ART 6817	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 300 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
TOTAL		3 300 €	3 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €
TOTAL DÉPENSES RÉELLES FONCTIONNEMENT		BP 2024	OB 2025	2026	2027	2028
		5 573 579 €	5 595 053,85 €	5 775 664 €	5 949 979 €	6 120 206 €
VARIATION	MONTANT		21 475 €	180 610 €	174 315 €	170 227 €
	%		0,39%	3,23%	3,02%	2,86%
CHAP 014 ATTÉNUATION PRODUITS (AC NEGATIVE / LOI SRU)		9 000 €	55 146,66 €			
CHAP 023 VIREMENT SECTION INVESTISSEMENT		310 000 €	310 000 €			
CHAP 013 ATTÉNUATION DE CHARGES		90 000 €	130 000 €			
CHAP 042 TRANSFERT ENTRE SECTION		276 805,06 €	270 000 €			
		685 805 €	765 147 €			
TOTAL BUDGET		BP 2024	OB 2025	2026	2027	2028
		6 259 383,81 €	6 360 200,51 €			
VARIATIONS			100 817 €			



Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le



ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

## B - RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

1/ CHAPITRE 73 RECETTES FISCALES		BP 2024	OB 2025	2026	2027	2028
	CHAP 73	3 333 132 €	3 393 901 €	3 457 181 €	3 504 854 €	3 553 460 €
DÉDUCTION	CHAP 014	9 000 €	55 147 €	55 147 €	55 147 €	55 147 €
TOTAL		3 324 132 €	3 338 754 €	3 402 034 €	3 449 707 €	3 498 313 €
2/ CHAPITRE 74 DGF ET AUTRES DOTATIONS		BP 2024	OB 2025	2026	2027	2028
7411	DGF	630 000 €	630 000 €	630 000 €	630 000 €	630 000 €
74121	DSR	85 000 €	85 000 €	85 000 €	85 000 €	85 000 €
74127	DOTATION NATIONALE DE PÉRÉQUATION	95 000 €	95 000 €	95 000 €	95 000 €	95 000 €
SOUS TOTAL		810 000 €	810 000 €	810 000 €	810 000 €	810 000 €
AUTRES DOTATIONS		459 937 €	503 421 €	505 938 €	508 468 €	511 010 €
TOTAL		1 269 937 €	1 313 421 €	1 315 938 €	1 318 468 €	1 321 010 €
3/ AUTRES PRODUITS COURANTS		BP 2024	OB 2025	2026	2027	2028
CHAP 70	PRODUITS SERVICES / DOMAINE	570 962 €	570 424 €	585 698 €	601 430 €	617 634 €
CHAP 75	AUTRES PRODUITS DE GESTION	462 436 €	260 270 €	387 075 €	280 687 €	285 840 €
TOTAL		1 033 398 €	830 694 €	972 773 €	882 117 €	903 474 €
4/ AUTRES PRODUITS		BP 2024	OB 2025	2026	2027	2028
CHAP 76	PRODUITS FINANCIERS	- €	- €	- €	- €	- €
CHAP 77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL		- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL RECETTES RÉELLES FONCTIONNEMENT		BP 2024	OB 2025	2026	2027	2028
		5 627 467 €	5 482 869,34 €	5 690 745 €	5 650 292 €	5 722 797 €
VARIATION	MONTANT					
	%					
CHAP 042 TRANSFERT ENTRE SECTION OPÉRATIONS ORDRE COMPTABLE		136 877 €	126 982,37 €			
CHAP 014 ATTÉNUATION PRODUITS		9 000 €	55 146,66 €			
CHAP 002 EXCÉDENT REPORTÉ N-1		396 039 €	565 202 €			
CHAP 013 ATTÉNUATION CHARGES		90 000 €	130 000 €			
TOTAL BUDGET		6 259 383,81 €	6 360 200,51 €			

## C - CAF BRUTE ET CAF NETTE PRÉVISIONNELLES

	BP 2024	OB 2025	2026	2027	2028
RECETTES RÉELLES	5 627 467,00 €	5 482 869,34 €	5 690 745,00 €	5 650 292,00 €	5 722 797,00 €
DÉPENSES RÉELLES	5 573 578,75 €	5 595 053,85 €	5 775 664,00 €	5 949 979,00 €	6 120 206,00 €
CAF BRUTE	53 888,25 €	-112 184,51 €	-84 919,00 €	-299 687,00 €	-397 409,00 €
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	523 600,00 €	550 183,97 €	573 094,00 €	521 094,00 €	540 645,00 €
CAF NETTE	-469 711,75 €	-662 368,48 €	-658 013,00 €	-820 781,00 €	-938 054,00 €

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le



ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

## D - POUR MÉMOIRE CAF BRUTE ET CAF NETTE PRÉVISIONNELLES ET RÉALISÉES ANNÉES 2020/2024

LE TABLEAU CI-DESSOUS, MONTRE QUE DANS L'ANALYSE ET LES CONCLUSIONS QUI POURRAIENT ÊTRE TIRÉES DE CETTE PROSPECTIVE, IL CONVIENT D'ÊTRE PRUDENT ENTRE LA PRÉVISION DE LA CAF LORS DE L'ÉLABORATION DES BUDGETS PRIMITIFS ET LA RÉALISATION RÉELLE QUI RÉSULTE DU COMPTE ADMINISTRATIF.  
ON CONSTATE QUE LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT SONT, EN RÈGLE GÉNÉRALE, EN MOYENNE RÉALISÉES À HAUTEUR DE 95 % DE LA PRÉVISION ET LES RECETTES AU DELÀ DE 100 %

	ANNÉE 2020 <i>impact covid</i>			
	PRÉVISIONS BP	RÉALISATIONS CA	VARIATIONS	% RÉALISATION
RECETTES RÉELLES	4 929 105 €	4 914 291 €	-14 814 €	99,70%
DÉPENSES RÉELLES	4 830 847 €	4 413 710 €	-417 137 €	91,37%
CAF BRUTE	98 258 €	500 581 €	402 323 €	
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	423 500 €	423 289 €	211 €	
CAF NETTE	-325 242 €	77 292 €	402 112 €	

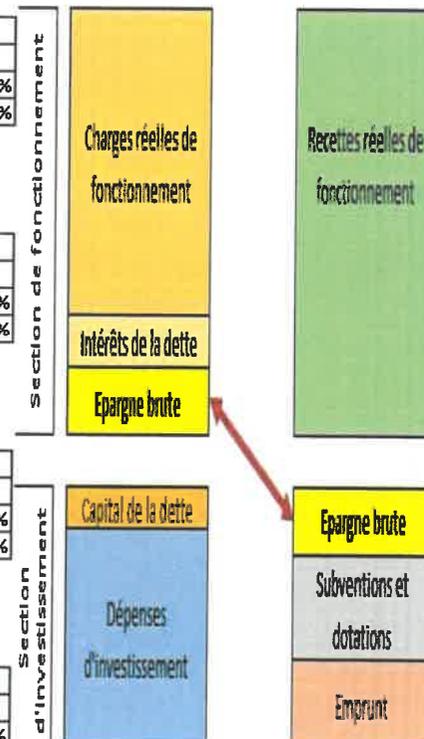
	ANNÉE 2021			
	PRÉVISIONS BP	RÉALISATIONS CA	VARIATIONS	% RÉALISATION
RECETTES RÉELLES	4 911 510 €	5 231 654 €	320 144 €	106,52%
DÉPENSES RÉELLES	4 843 186 €	4 580 279 €	-262 907 €	94,57%
CAF BRUTE	68 324 €	651 375 €	583 051 €	
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	447 278 €	447 277 €	1 €	
CAF NETTE	-378 954 €	204 098 €	583 050 €	

	ANNÉE 2022			
	PRÉVISIONS BP	RÉALISATIONS CA	VARIATIONS	% RÉALISATION
RECETTES RÉELLES	5 201 013 €	5 332 085 €	131 072 €	102,52%
DÉPENSES RÉELLES	4 982 857 €	4 856 730 €	-126 127 €	97,47%
CAF BRUTE	218 156 €	475 355 €	257 199 €	
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	474 743 €	482 813 €	8 070 €	
CAF NETTE	-256 587 €	-7 458 €	249 129 €	

	ANNÉE 2023			
	PRÉVISIONS BP	RÉALISATIONS CA	VARIATIONS	% RÉALISATION
RECETTES RÉELLES	5 558 351 €	5 596 744 €	38 393 €	100,69%
DÉPENSES RÉELLES	5 341 723 €	5 149 447 €	-192 276 €	96,40%
CAF BRUTE	216 628 €	447 297 €	230 669 €	
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	518 592 €	518 592 €	0 €	
CAF NETTE	-301 964 €	-71 295 €	230 669 €	

	ANNÉE 2024			
	PRÉVISIONS BP	RÉALISATIONS CA	VARIATIONS	% RÉALISATION
RECETTES RÉELLES	5 627 467 €	5 729 471 €	102 004 €	101,81%
DÉPENSES RÉELLES	5 573 578 €	5 142 025 €	-431 553 €	92,26%
CAF BRUTE	53 889 €	587 446 €	533 557 €	
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	523 600 €	523 581 €	19 €	
CAF NETTE	-469 711 €	63 865 €	533 538 €	

L'équilibre sectionnel



Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

S<sup>2</sup>LOW

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE

## E - CAF BRUTE ET CAF NETTE COMPTES ADMINISTRATIFS ANTICIPÉS

LE TABLEAU CI-DESSOUS APPLIQUE AUX PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2025 À 2028, LES POURCENTAGES DE RÉALISATION EN DÉPENSES ET EN RECETTES EXPOSÉS CI-DESSUS, ET CALCULE LES MONTANTS CAF QUI EN DÉCOULENT.

	CA 2024	OB 2025	2026	2027	2028
RECETTES RÉELLES	5 729 471 €	5 592 527 €	5 804 560 €	5 763 298 €	5 837 253 €
DÉPENSES RÉELLES	5 142 025 €	5 315 301 €	5 486 881 €	5 652 480 €	5 814 196 €
CAF BRUTE	587 446 €	277 226 €	317 679 €	110 818 €	23 057 €
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	523 581 €	550 183 €	573 094,00 €	521 094,00 €	540 645,00 €
CAF NETTE	63 865 €	-272 957 €	-255 415 €	-410 276 €	-517 588 €



Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

S<sup>2</sup>LOW

ID : 037-213701394-20250311-DEL\_11032025\_01-DE